

Sommaire

Contents

Avant-propos *Foreword*

par Samuel Jubé
Directeur de l'IEA de Nantes 2

Témoignages et Séminaires

Testimonials and Seminars 5

| | |
|-----------------------------------|----|
| Yaovi AKAKPO..... | 6 |
| Marija BARTL..... | 10 |
| José Emilio BURUCUA..... | 12 |
| Nanlai CAO..... | 16 |
| Antonio DE ALMEIDA MENDES..... | 19 |
| Parfait D. AKANA..... | 22 |
| Bachir Souleymane DIAGNE..... | 24 |
| Griselda GAIADA..... | 25 |
| Philippe GEINOZ..... | 29 |
| Elena GERASIMOVA..... | 33 |
| Céline LABRUNE-BADIANE..... | 38 |
| Sofian MERABET..... | 41 |
| Suleiman MOURAD..... | 44 |
| Pierre MUSSO..... | 46 |
| Jocelyn OLCOTT..... | 49 |
| Michael PROVENCE..... | 52 |
| Umamaheshwari R..... | 55 |
| Felwine SARR..... | 59 |
| Gerardo SERRA..... | 62 |
| Esha SHAH..... | 65 |
| Gerd SPITTLER..... | 69 |
| Beata STAWARSKA..... | 73 |
| Lakshmi SUBRAMANIAN..... | 75 |
| Alain SUPLOT..... | 78 |
| Daniela P. TAORMINA..... | 80 |
| Derese Ayenachew WOLDETSADIK..... | 84 |

Discussions informelles

Dialogues 91

Ateliers Workshops..... 97

Conférences publiques

Public lectures 103

Les mardis de l'IEAoLU

IEAoLU Tuesdays..... 107

Rencontres en collaboration

Activities in collaboration 113

Rencontres culturelles

Cultural activities..... 121

Projets pluriannuels

Multiannual projects..... 128

Publications de l'Institut

The Institute's publications..... 132

Promotions depuis 2009

Former Fellows 136

Avant-propos

par Samuel JUBÉ
Directeur de l'IEA de Nantes



En accordant aux chercheurs et aux artistes qu'il invite une totale liberté intellectuelle, l'Institut poursuit une stratégie à long terme. L'enjeu n'est pas tant d'accroître la quantité de leurs publications que d'en faire évoluer profondément le contenu. Celles et ceux qui y viennent en résidence sont surpris de découvrir à quel point les échanges noués au cours des séminaires, des conférences, des repas et d'autres rencontres informelles les ont conduits à repousser les limites de leur questionnement, à remettre en cause les catégories sur lesquels ils s'étaient appuyés, à explorer des ramifications insoupçonnées et à ouvrir des perspectives inédites.

Il est très difficile d'en mesurer les fruits dès la fin de l'année, car c'est le plus souvent au cours des années suivantes que les idées nées et développées pendant le séjour viendront à maturité et s'exprimeront dans les publications scientifiques et les productions artistiques. Mais il est possible d'avoir un aperçu de l'émulation créée au cours de l'année en observant la diversité et la richesse des questionnements réunis.

C'est l'objet de ce recueil de rencontres scientifiques, qui rassemble tout d'abord les textes introductifs du séminaire hebdomadaire au cours duquel chacun a pu exposer son travail aux autres et se soumettre à leurs interrogations. On y trouvera aussi une liste des nombreuses rencontres informelles organisées par les résidents afin de partager leur intérêt pour tel ou tel sujet, ainsi que des ateliers auxquels se sont associés des chercheurs extérieurs venus de France, d'Europe et parfois d'autres continents. Sera également présenté le cycle de conférences du mardi à l'Institut ou au Lieu Unique dans le cadre de l'IEAoLU ainsi que d'autres événements organisés en partenariat avec d'autres institutions, telles que le Château des Ducs de Bretagne, la Casa de Velázquez, l'université de Nantes, l'IEP de Rennes, ou encore le Club des 100. Ces manifestations jouent un rôle important puisqu'elles sont l'occasion d'échanges précieux avec le tissu académique français ainsi que les acteurs économiques et le public nantais.

En revanche, ce recueil laisse dans l'ombre les nombreuses contributions qu'ont apportées les résidents dans d'autres cadres, suite aux différentes invitations qui leur ont été adressées ou à leur propre démarche d'ouverture.

L'idée n'est pas de fournir un inventaire exhaustif de l'activité scientifique, mais plus simplement de rendre visible toute cette part de travail qui ne transparaît pas d'habitude et qui, pourtant, se révèle si cruciale dans le cheminement de la pensée et la formation des nouvelles idées qui profiteront demain au monde de la recherche et à la société dans son ensemble.

Foreword

by Samuel JUBÉ
Director of the IAS - Nantes

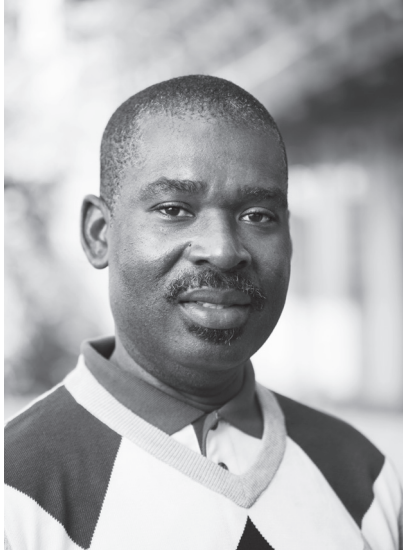
Granting total intellectual freedom to our Fellows and guest artists is a long-term strategy of our Institute. Rather than merely increase the output of publications, we seek to bring about a profound evolution in their subject matter. Those in residence here have never failed to be surprised by the extent to which the privileged exchanges which take place in the course of seminars, conferences, meals and other informal get-togethers have helped them to push back the boundaries of their questioning and redefine the categories on which their thinking had so far been based. They go on to explore hitherto unthought-of ramifications, opening up entirely new perspectives.

At the end of the year, the benefits may not seem immediately apparent, as the ideas which germinate and blossom at the IAS-Nantes tend to bear their fruit in the years that follow, in the form of scientific publications or artistic productions. It is, however, possible to gain an impression of the creative effect of emulation by observing the wealth and diversity of questioning as a whole. This is the aim of this collection of scientific exchanges. Firstly, it brings together the introductory texts from the weekly seminars in which each Fellow presents his/her work and responds to questions from the others. It then goes on to provide a list of the many informal meetings organized by Fellows to share their interest in a particular subject, as well as workshops that include researchers from elsewhere in France, Europe and sometimes further afield. We also present the programme for the cycle of lectures planned both at the Institute and at the Lieu Unique for the IEAoLU cycle, as well as events organised in partnership with other institutions, such as the Château des Ducs de Bretagne, the Casa de Velázquez, the university of Nantes, the IEP of Rennes or the Club des 100. The role of these events is primordial, providing as they do an interface between French academics and the economic actors and the public of Nantes.

However, this volume does not focus on the many publications and contributions which our Fellows have made elsewhere, in the context of invitations they have received, or as a result of their own initiatives. Our objective is not to produce an exclusive inventory of scientific activity, but to give visibility to work which goes on largely unseen, but which nevertheless plays a crucial part in the evolution of thought and the emergence of new ideas which tomorrow will benefit both the world of research and society as a whole.



Témoignages et Séminaires
Testimonials and Seminars



Yaovi AKAKPO

Philosophie, université de Lomé, Togo

Philosophy, University of Lomé, Togo

« Je voudrais exprimer, encore une fois, ma reconnaissance à l'administration de l'IEA et à son conseil, pour m'avoir accordé ce séjour de recherche. Je dois dire que j'ai commencé mes recherches sur les aspects épistémologiques de l'histoire des savoirs ou sciences de l'oralité, depuis 2011. J'avais, à l'époque, apporté une contribution sur la question, par un article intitulé « Pour une approche historique des sciences africaines », dans un numéro de la Revue critique (2011/8 771-772), numéro réalisé sous la direction de Souleymane Bachir Diagne. Après un séjour, en 2012, au Centre Alexandre Koyré, j'avoue que mes recherches sur la question ont plutôt progressé à pas de tortue. Parce que j'ai plutôt, depuis 2013, travaillé sur les questions relatives à « science et reconnaissance », au corps.

Ce séjour que l'IEA m'a accordé m'a particulièrement réjoui, parce que j'espère pouvoir avancer plus significativement sur la question des aspects épistémologiques des savoirs de l'oralité, un aspect de mon programme de recherche. Cet espoir peut se justifier largement par le cadre de travail que l'IEA de Nantes m'a offert. Je fais allusion au cadre matériel et logistique, à l'abondance et à la richesse des fora scientifiques (séminaires, conférences de l'IEAoLU, colloques), à la disponibilité de la documentation, aux rapports humains ou interpersonnels, bien chaleureux, entre l'administration et les fellows, entre fellows. Sans oublier les relations intellectuelles que l'IEA se charge de faciliter. Je me réjouis du séminaire que l'IEA m'a demandé

de co-animer, le 14 mai 2018, avec Giuseppe Longo. Séminaire, où je crois pouvoir lire la position défendue, dans Au sujet des lois en sciences humaines et de la nature, par G. Longo (2017), à partir de l'axe de variation que peut être le principe de cohérence faible (une version plus expressive de ce que Marc Augé, en 2004, a appelé « principe de cohérence ») dans les médecines traditionnelles africaines. »

Aspects épistémologiques de l'histoire des sciences des cultures de l'oralité en Afrique

Séminaire du lundi 5 mars 2018

Problématique

Les aspects épistémologiques de l'histoire des savoirs ou des sciences des cultures de l'oralité en Afrique ne peuvent être abordés sans une considération du tournant et du passif épistémologique que représente l'avènement de l'ethnologie et des ethnosciences. Aux XIX^e et XX^e siècles, où la sociologie et l'anthropologie s'affirmaient comme des « sciences positives » (A. Comte), avaient émergé, dans la recherche ethnologique sur les sociétés autres, des disciplines particulières : ethnobotanique, ethnozoologie, ethnomédecine, ethnomathématique. L'important et rapide développement de ces disciplines constitue, sans doute, un tournant, notable dans les études ethnographiques sur la « pensée sauvage », terme utilisé, depuis Claude Lévi-Strauss, pour désigner les épistémés des sociétés différentes ou indigènes, supposées « sans écriture ». Ce tournant est dans la réalité que ces disciplines ont bousculé le *great divide* qui a réduit les épistémés indigènes aux systèmes magico-religieux et aux formes diverses de socialité. Les recherches, inscrites dans ce tournant, ont commencé par étudier les classifications primitives (zoologique, botanique), les systèmes de numération, les mesures géométriques, etc. Malgré le tournant dont ils sont issus, les travaux d'ethnoscience ont gardé le modèle explicatif qu'avait l'ethnographie classique. D'abord, les recherches en ethnoscience prennent leurs objets dans les lieux communs où l'ethnologie a rendez-vous avec les « sociétés différentes » : le magico-religieux, les langues, les pratiques populaires. Ensuite, les recherches en ethnoscience n'ont donné aucun statut particulier aux « connaissances positives » ; celles-ci n'étant pas distinguées des savoirs populaires, ni du système magico-religieux.

Pour se départir de ce passif épistémologique, on peut poser quelques questions : qu'est-ce que la science, distinguée des savoirs populaires, magico-religieux, des cosmogonies, dans les « cultures de l'oralité », en Afrique par exemple ? Par quels mécanismes, reconnus par ces sociétés elles-mêmes, se pratiquaient les savoirs positifs ? L'oralité est-elle capable d'assurer à la science ce que Georges Canguilhem a appelé son essence critique, son inachèvement essentiel ? L'archive orale (J. Goody ; Mamoussé Diagne) a-t-elle suffisamment de mémoire, pour permettre qu'on reconstitue les parcours historiques des savoirs de l'oralité ?

Méthodologie à deux volets

- Une recherche documentaire critique, focalisée sur des travaux d'anthropologie des savoirs et d'ethnoscience ;
- Des recherches ethnographiques sur les archives orales : informations sur la tradi-médecine au Togo, rapports entre la tradi-médecine et la médecine moderne, la tradi-médecine et les recherches universitaires ; observation du système mathématique *fa* ou *ifa*, pratiqué sur « l'ancienne côte des esclaves » (B. Maupoil) et du jeu de combinaison *adi* ou *awalé*.

Orientations de recherche

Spécification des « connaissances positives » de l'oralité

Ce que j'essaie de montrer, c'est l'enjeu d'éviter, en la matière, un relativisme sans limite, un malentendu dominant, présent en anthropologie et en ethnoscience, qui laisse penser que l'histoire des sciences pourrait élargir, exceptionnellement pour ce qu'on a appelé la pensée sauvage, son champ de recherche, afin d'y inclure les formes d'intelligibilité qui n'ont aucune analogie avec les savoirs positifs. Une lecture critique de *Mathématiques d'ailleurs. Nombres, formes et jeux* dans les sociétés traditionnelles m'ont permis de proposer une modeste perspective de spécification des objets que devraient être, pour l'histoire des sciences, les épistémés d'ailleurs. Le label d'ethnomathématique devrait être accordé à la « description mathématique formelle » que l'auteur fait sur des pratiques artisanales, des « bandes décorées » des maisons ; le « jeu des numéraux » des langues parlées ; les « classificateurs numériques des nombres ». Une histoire des mathématiques, elle, porterait plutôt sur les pratiques érudites de mathématiques que l'auteur, elle-même, transcrit en langage formalisé : le « système logico-numérique des quipus » (chez les Incas), les tracés de graphes sur le sol (chez les Boshong d'Afrique équatoriale), etc. Car, ces épistémés, contrairement aux premières, sont des savoirs érudits, des savoirs d'érudits, socialement reconnus comme tels.

À propos des limites du pouvoir cognitif de l'oralité à faire la science

Dans ses ouvrages, l'idée de Goody est que l'écriture, « moyen d'inspection du discours », permet « d'accroître le champ de l'activité critique », autorise « une formalisation plus stricte » liée à l'abstraction, « l'accumulation et le développement du savoir humain ». L'oralité n'a pas le même pouvoir *cognitif*. En Afrique, selon l'auteur, l'apprentissage oral accentue « l'importance de la relation maître-élève » au point que « le nombre de recettes que la mémoire peut retenir est forcément limité, alors que grâce à l'écriture il devient illimité ».

Ma discussion de cette thèse de Goody est appuyée, d'une part, sur l'étude du jeu de combinaison mathématique *awalé* (chez les Baoulé et les Akan en général ou *adi* en Ewé au Togo). D'autre part, sur la pratique de la tradi-médecine en Afrique, au Togo en particulier, avec un accent sur ce que Marc Augé appelle sa « dimension expérimentale ». J'essaie d'estimer, dans ce sens, la portée épistémologique du regain d'intérêt des tradi-connaissances dans les recherches universitaires en botanique, en médecine, en chimie, en pharmacologie, et auprès de firmes pharmaceutiques.

Ethnographie comparée et chronologie des savoirs de l'oralité

C. Lévi-Strauss, dans *La Pensée sauvage*, avertissait contre la tendance à réduire le «code général» de l'histoire à la «chronologie» à faire de la démarche de l'histoire une «méthode desséchante» qui réduit l'historicité à «un corps décharné dont les dates font le squelette». Lévi-Strauss, retient, avec raison, que «le codage chronologique dissimule une nature beaucoup plus complexe qu'on ne l'imagine quand on conçoit les dates de l'histoire sous la forme d'une simple série linéaire».

Si l'histoire peut gagner en précision en s'écrivant avec des dates, l'historicité du savoir, quant à elle, est en soi la circulation et le parcours du savoir, les lieux et les circuits qui l'ont marqué et par lesquels il prend son sens. Malgré cette précaution, on doit reconnaître que «la chronologie restera, pendant longtemps encore, le problème le plus ardu de la tradition orale» (Ki-Zerbo, 1972, p. 105). Dans *La Critique de la raison orale*, M. Diagne s'interroge sur la pertinence du rôle de «témoignages» que l'histoire des historiens professionnels a réservé à la «tradition orale historique». Il pense que la tradition orale historique n'a pas vocation à jouer ce rôle, parce que les textes oraux (mythe, devinette, conte, épopée) «ne sont pas tournés vers le passé historique en tant que tel».

Ce qu'on doit noter, c'est que la possibilité d'écrire toute histoire à partir de documents oraux doit être fondée sur la distance épistémologique entre la reconstitution historique des faits (nécessairement critique) et la constitution dogmatique et close des contenus d'archive, vocation de toute archive, qu'elle soit orale ou écrite.

Pour l'histoire des savoirs des archives orales, je me suis intéressé aux formes que prennent la signature et la citation de formules savantes dans les documents oraux. La signature du texte oral consiste en ce qu'un savoir porte le nom d'un personnage qui l'a marqué ou les circonstances historiques dans lesquelles il est né ou a pris de l'importance. *Jisa*, appellation d'un des quatre systèmes de la mathématique *Fa*, est aussi le surnom donné à un Yoruba, qui l'eût introduit à Abomey, sous le règne du roi Agadja. La signature et la citation, sous ces formes, laissent des traces, indiquent des pistes, sans parler assez. Tout en retenant les traces d'histoire des parcours d'idée que sont ces diverses formes de signature, le problème de «l'oralité temporalité» paraît avoir une solution épistémologique dans la voie de l'*oralité spatialité*, si l'on considère, en la matière, qu'un itinéraire suppose aussi bien des moments que des lieux. Ce qui peut faire de l'ethnographie comparée des savoirs une approche d'histoire des savoirs de l'oralité.



Marija BARTL

Droit, université d'Amsterdam, Pays-Bas

Law, University of Amsterdam, the Netherlands

Economic and Legal Imaginaries: Transforming the International Economic Order

Séminaire du lundi 14 mai 2018

My project at the IAS-Nantes investigates a (seemingly) simple question: how comes that despite a plethora of economic institutions at global, regional and national level, and many new emergent ones, we seem still not to be able to collectively address the most important problems that ail global economic order – such as bearable labor conditions, blatant economic inequality, or climate change?

Over the last decades, we have seen gradual deepening of economic integration across the globe, set out in numerous treaties – ranging from WTO, NAFTA, to more novel “mega-regional” trade agreements such as CETA or the TTIP. The last mentioned mega-regional trade deals go, as the tradition would have it, yet another step further in economic liberalisation, incorporating old and new regulatory fields and creating additional regulatory structures.

This increasing density of trade rules has caused a considerable concern, suspected to be locking in contestable political and distributive gains in the form of international law. While this critique is certainly valid, I will argue that the problem with the international economic integration is far deeper than captured by the image of the proliferation of treaty provisions and rules – however numerous and asymmetrical.

In my project I argue that various “installments” of international economic integration have gradually limited the institutional capacities for public action in global political economy. By (layered) empowerment of some actors instead of others, the entrenchment of certain technocratic instruments of “governance”, or by the multi-plication of institutional structures unin-

terested in political opposition and drawing arbitrary boundaries between the “economic” and “non-economic”, the economic integration has created structures that turn a prospect of addressing some of the burning questions of today (such as economic inequality, labour exploitation or climate change) almost unimaginable at the level of global political economy.

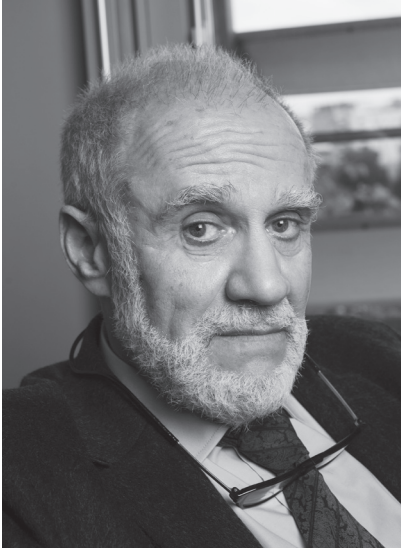
Paradoxically then, while busy creating structures that hamper the institutional capacity for public action on global economy in recent decades, the demand for political intervention has not decreased. Instead, these political demands for intervention have been provisionally re-directed toward private actors – companies (through “corporate social responsibility” schemes), to consumers (through ethical consumerism), or the NGOs and private regulators (fair trade initiatives). Yet, as it turns out, also these private initiatives cannot transcend the mill the current mode of accumulation and address these collective problems.

Eventually, global institutions are increasingly perceived as incapable to react to any popular demands of all sorts – and even if coming from countries that exercise economy hegemony across the globe. The turn to domestic political systems then, in what is often described as populist or protectionist backlash, is at least in part a consequences of a sober evaluation of the lack of credible prospects to instantiate political-economic transformation at global level.

My project tries to unpack not only the question of how did we get to this point, but also where to go from here. As a particular point of access to these (admittedly very broad) inquiries, I have chosen to focus on some of the most important recent EU interventions in global political economy – the mega-regional trade agreements (TTIP, CETA and JEFTA). These agreements aim to respond to salient problems of today (including sustainable development, the protection of labor and environment), while at the same time drawing unprecedented public outcry: opening thus in principle a space for the re-imagination of global political economy.

Yet what kind of political change, what kind of “new worlds”, can and do these agreements deliver? Drawing on cultural political economy (Jessop & Sum), I search a response to this question in the 1) struggle for meaning (economic imaginaries) 2) at the background of the instituted apparatuses of global political economy, 3) at a particular moment of intervention and eventual change. More specifically, focusing on the re-constitution of actors, institutions, the technologies of governance and discourses through mega-regional trade agreements, I show how the existing institutional structures, and actors that populate them, both recognize the need for important interventions (for instance in the field of data, labor or environment), and at the same time, ignoring critiques, institutionalize naturalized imaginaries of the global market, representing any re-distributive legal interventions in these fields as improper and unwise.

Ultimately, I am interested in how far such naturalised economic imaginaries may be destabilized by re-imagining law: what law can and cannot do. Different economic imaginaries have produced their own “legal imaginaries” over the past 150 years. The imaginary of the market as a political, economic project gave rise to imaginaries of transformative law, concerned with the intervention in the core infrastructure of (market) economy, which does not come with a set of predefined, “natural” institutions. In contrast, naturalised imaginaries of the “market” (both classical and neo-liberal) gave birth to the legal imaginaries of facilitating law, where law at best facilitates the development of the potentia inherent in natural or good market processes, developing its necessary institutions and supporting healthy self-regulating processes. The question I aim to address is whether these corresponding legal imaginaries are solely parasitic on economic ones, and thus mobilizing around law would get us nowhere, or are there ways to think about the transformation of global political economy by resuscitating more “confident”, interventionist legal imaginaries, and where to ensemble social forces to support such an intervention.



José Emilio BURUCUA

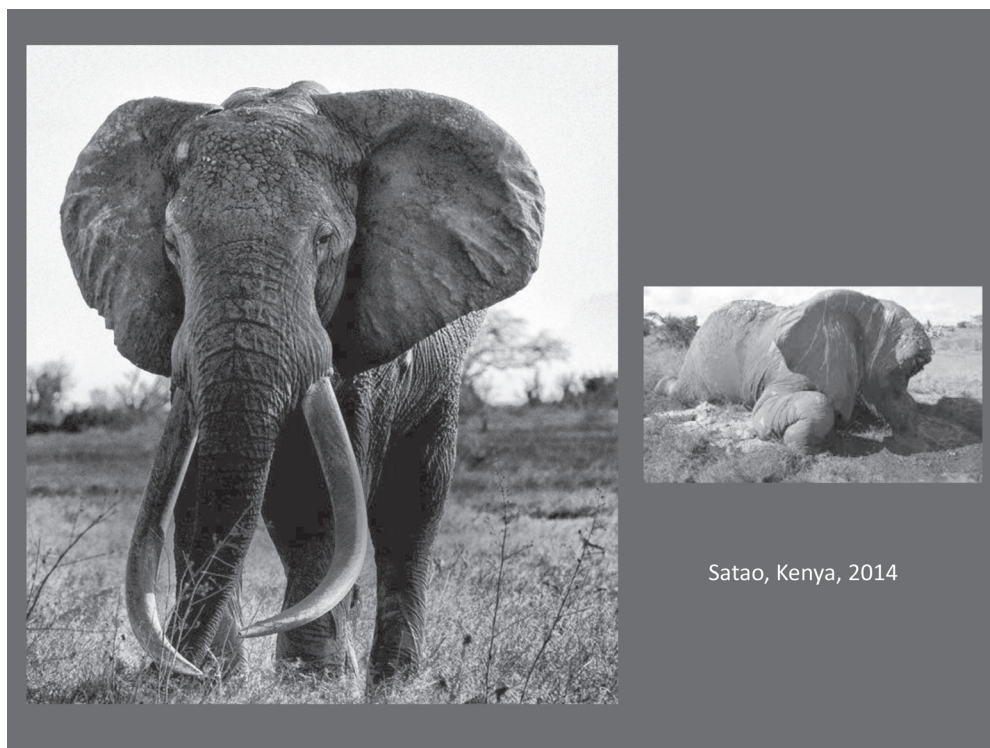
Histoire, Université Nationale de San Martin, Argentine

History, Universidad Nacional de San Martin, Argentina

« Ma participation au Séminaire général des lundis a suscité des questions et des commentaires des fellows qui ont déclenché des modifications importantes dans ma recherche sur les éléphants et leur symbolisme en Occident. Grâce à tous ces échanges, mon collègue Kwiatkowski et moi avons décidé d'ajouter quelques appendices à notre livre sur l'histoire philosophique des éléphants en Europe. La bibliographie conseillée par Umamaheshwari R. nous permettra de rédiger nous-mêmes un texte sur le symbolisme de notre animal dans les traditions indiennes. Nous avons aussi la promesse de textes brefs, écrits par Yaovi Akakpo, Parfait Akana et Uma, sur les éléphants dans la réalité et l'imaginaire des populations du Togo, du Cameroun et du Tamil-Nadu en Inde où l'association entre les pachydermes et la classe ouvrière reste, par exemple, un topos central de la culture populaire. »

Vers une histoire symbolique des éléphants¹

Séminaire du lundi 6 novembre 2017



Satao, Kenya, 2014

© José Emilio Burecu

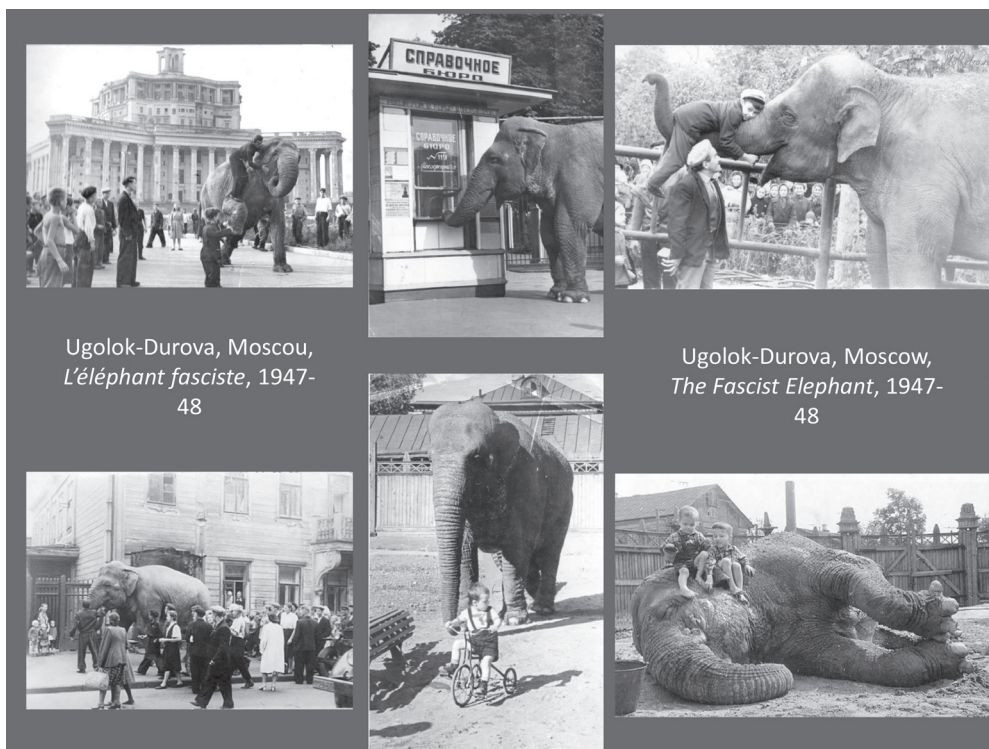
L'œuvre d'Italo Calvino reste toujours admirable. Je reviens sur la lecture de ses *Leçons américaines. Six propositions pour le prochain millénaire*, publiées en 1988. Je m'inspire de son exemple et suis ses traces en essayant d'écrire une histoire esthétique de six idées, dont quelques-unes sont déjà énoncées par Calvino et pourraient servir aux étudiants de sciences humaines au XXI^e siècle. Les idées choisies sont trop ambitieuses : finitude, beauté, vérité, pardon, espoir et, la plus vaste de toutes, humanité. Il s'agit de les explorer seulement sur les plans de l'imagination et de l'émotion concentrée, sur le terrain esthétique pratique, c'est-à-dire, de les trouver dans les vecteurs privilégiés de la signification qui sont les œuvres d'art, des peintures parfois, des textes poétiques ou bien des pièces de musique. Bien entendu, j'ai étudié pendant plus de quarante ans les arts de la Renaissance et de la période baroque, soit aux pays de l'ouest de l'Europe, soit dans les territoires coloniaux ibériques entre la Conquête et l'Indépendance. Il est donc clair que ma recherche se déploie à travers ces champs, « mais sans quitter l'envie » d'épier d'autres horizons de civilisation en Afrique, en Asie du Sud, en Chine. Mon malheur est que je ne connais pas les langues de ces peuples et n'oserais jamais m'en occuper sans ce savoir. Néanmoins, voilà l'occasion dorée que j'ai eue de me mettre en contact avec les savoirs des collègues, arrivés des quatre parties du monde. Il y a déjà eu des preuves magnifiques de ce potentiel de richesse, car je dois à Elena Gerasimova une trouvaille extraordinaire au sujet d'un relief dans la cathédrale de Saint-Georges à Yuriev-Polsky, près de Vladimir en Russie. Je

¹ La plus grande partie de ce texte a été écrite en collaboration avec le Dr. Nicolás Kwiatkowski, professeur de l'université nationale de San Martín, Argentine.

suis aussi redevable à Deresse Woldetsadik, qui m'a appris que les rois d'Aksum chevauchaient sur des éléphants aux VI^e et VII^e siècles et les menaient à la guerre contre les Himyarites en traversant la mer Rouge. En plus, au XII^e siècle, le roi Yemrehana Krestos de la dynastie Zagwe a fait construire une église au nord-est de Lalibela, où il a mis un éléphant sur le plafond comme emblème royal. J'ai pu connaître, pendant ces journées grâce à la finesse de Sara Keller, comment dans la joyeuse entrée d'Anne de Bretagne à Nantes, le 8 novembre 1498, on a construit un éléphant en bois sur des roulettes pour transporter la jeune fille qui fit don des clés de la ville à la reine et duchesse. Le dernier horizon ouvert ici, qui ne pourrait être plus riche et prometteur de nouveaux champs de recherche, je le dois à la collègue Umamaheshwari R., qui m'a fait connaître l'issue spéciale de la revue *Seminar*, décembre 2013, vouée entièrement aux éléphants de l'Inde. Merci infiniment. À ce sujet, mon expérience, à Nantes aussi, il y a deux ans, ne pourrait être plus prometteuse. Rien de tout ce que je vais étudier dans mon séjour à l'IEA n'aurait été possible sans l'inspiration et le secours de Sudhir Chandra, Geetanjali Shree, Rimli Bhattacharya et Kumar Shahani, mes camarades de l'année 2015-2016.

L'idée que j'ai essayé de développer est la plus risquée : humanité. Mais, quoique le corpus soit immense, j'ai eu la chance de trouver un raccourci. Kumar m'a demandé une fois : « Quels sont les animaux de la tradition européenne qu'on pourrait prendre comme symboles ou bien allégories de l'humain ? » Il a fallu que je réfléchisse assez : le renard, pour les rusés, le loup, pour les méchants, l'agneau pour les doux et les paisibles, le bœuf, pour les indifférents et les retardés, et... *eurêka*, pour tout ce qu'il y a de bon et d'excellent chez nous, l'éléphant, surtout entre la fin du Moyen Âge et le Siècle des Lumières. Mes amis indiens étaient abasourdis : l'éléphant ? Et pourquoi ? Il a fallu que je le leur démontre. C'est de cette façon que ma recherche a commencé. Faire une histoire esthétique de l'idée d'humanité par le biais de l'histoire des représentations morales et empathiques de l'éléphant.

Il est vrai que l'usage symbolique des éléphants a eu deux volets. L'un plus proche du pôle de l'expérience : on a traité les pachydermes comme la synthèse de la force et de l'intelligence militaires. D'autre part, l'imagination, nourrie par la littérature classique et indienne (grâce à la médiation grecque, byzantine et arabe) a associé les éléphants avec l'intelligence, la piété, la chasteté et la prudence. Je préfère me concentrer sur la deuxième partie puisqu'elle se place définitivement dans un horizon esthétique. Pour commencer, j'essaie de montrer qu'une étude de ce type peut devenir un outil efficace pour la vie actuelle. Sous l'inspiration de l'œuvre d'Aby Warburg, on constate que les actes esthétiques, ici redécouverts et évoqués, ont survécu au-delà de tous nos soupçons. L'humanité difforme de l'éléphant s'associe facilement à des phénomènes matériels et émotionnels d'aujourd'hui. En 2014, par exemple, le fameux Satao, une sorte de prince des éléphants africains, a été mis à mort dans le Parc National Tsavo au Kenya par des chasseurs qui voulaient lui arracher ses défenses. Notre insistance sur le fait que l'imagination occidentale ait identifié en ce pachyderme une des incarnations les plus accomplies de notre propre humanité pourra peut-être multiplier notre sensation collective de scandale inacceptable, dont la responsabilité porte sur une autre face de cette même imagination. Une histoire comme celle que je voudrais entreprendre pourrait rétablir notre amour envers l'animal et la nécessité impérieuse de sa conservation. Nous ne voudrions pas que nos descendants vivent dans un monde sans éléphants. Leur disparition en tant qu'espèce serait un attentat contre la beauté et la majesté de la nature. *Contrario sensu*, nous pouvons rappeler l'histoire de l'éléphant du zoo de Berlin qui, en 1945, a été porté comme butin de guerre à Moscou et installé dans le Ugolok Durova, avec son *mahout* allemand. L'homme voulait se promener avec l'animal dans les rues de Moscou. Au début, les Russes n'acceptaient pas leur présence vu leur origine ; on les appelait « l'éléphant fasciste et son porteur » et leur jetait des pierres lorsqu'ils passaient. Un jour, finalement, le *mahout* s'adressa en langue russe à la foule pour argumenter que le pachyderme n'avait aucun rapport avec les cruautés d'Hitler et ses complices. Bien au contraire, il était un



Ugolok-Durova, Moscou,
L'éléphant fasciste, 1947-
48

Ugolok-Durova, Moscow,
The Fascist Elephant, 1947-
48

© José Emilio Barucua

être paisible, bienveillant envers les humains, doué d'une patience infinie envers les enfants. Apparemment, le plaidoyer a eu un grand effet car, à partir de ce moment-là, l'éléphant allemand n'a plus été appelé fasciste et il est devenu une attraction quotidienne du quartier de l'Ugolok Durova. Une énième fois, apparaissait l'ancien rapport symbolique entre éléphants et êtres humains, fondé sur les ressemblances de leurs vertus respectives.

Les parties de mon exposé ont été :

1. L'éléphant et les spectacles
2. Entre l'être naturel et l'être symbolique
 1. L'Antiquité dans la Méditerranée²
 2. Le Moyen Âge en Europe : animal métaphorique et symbolique³
 - a. Bestiaires
 - b. Des *Exempla* à l'image symbolique
 3. La Renaissance européenne⁴
 - a. Prolongements du symbolisme chrétien
 - b. Humanisme⁵
 - c. Navigations et voyages⁶
 4. Culture et science du Siècle des Lumières⁷

² Fedeli, Paolo (1990), *La natura violata. Ecologia e mondo romano*, Palermo, Sellerio.

³ Pastoreau, Michel (2008), *Les animaux célèbres*, Paris, Arléa.

⁴ Fudge, Erica (2004), *Renaissance beasts. Of animals, humans and other wonderful creatures*, University of Illinois, Urbana-Champaign.

⁵ Bedini, Silvio (2000), *The Pope's elephant*, Penguin, London.

⁶ Lach, D (1994), *Asia in the making of Europe*, University of Chicago Press, Chicago and London.

⁷ Oettermann, Stephan (1982), *Die Schaulust am Elefanten. Eine Elephantographia curiosa*, Syndikat, Frankfurt am Main.



Nanlai CAO

Anthropologie, université Renmin de Chine, Chine

Anthropology, Renmin University of China, China

“During the period of three months in residence at IAS, I was able to fully immerse myself in an intellectually stimulating and research intensive setting with the warm support of the IAS administrative team and colleagues from around the world. It has further convinced me that thinking beyond disciplinary, institutional, and national boundaries is a necessity not because we should position us as “privileged” world citizens, but because we all face the same challenge of dealing with the compartmentalization of knowledge in today’s academic world. While my stay was rather short, the impact of the IAS intellectual agenda will continue to be felt in my future research endeavours.”

Religion, Trade and Locality in a Chinese Diaspora in France

Séminaire du lundi 13 novembre 2017

Like modern-day Marco Polos, the people of Wenzhou are extending the frontiers of China’s booming economy. Undaunted by treacherous terrain, harsh climate and hostile governments, Wenzhou natives are spreading Chinese commerce not only here but across the globe – “China’s global go-getters” (*Los Angeles Times*, March 12, 2007, p. A1).

Migrating to Paris is a gift from God you cannot resist. Life is temporary and can be likened to a journey from China to France. – A migrant Wenzhou businessman and church worker in Paris.

The project explores the intersections of religion, morality and business development among transnational Chinese merchants. By focusing on Christian business networks originating in Wenzhou, Southeast China, and linking China to France, it seeks to recount the dual process of how multidirectional international business migration contributes to an alternative model of transnational flows of spirituality and religion in a global world as well as how transnational Chinese draw on religious agency to recreate a territorial community and reproduce a transnational commercial culture in diaspora.

The rise of Christian religiosity in post-reform Wenzhou and its global spread take on meanings that are at once historical, cultural and political. Wenzhou merchants may not be unique in using the cultural resources available to them to create locality and ground their business operations in other places. The reliance on the state, the construction of native community, and the use of a cultural and moral language for self-legitimation have been viewed as the three vital dimensions of being a merchant in Chinese history. This conceptual framework for analyzing previous generations of mercantile experience appears relevant to the contemporary moment of Chinese transnationalism. The stories of economically shrewd, politically connected, and moralizing Wenzhou Christian merchants are certainly not unique in the contemporary Chinese practices of localization and domestication of global cultural resources. They are using global Christianity in an attempt to transcend a decadent state moral order captured by prevalent cadre corruption in both official and popular discourse and to flexibly engage a transnational world.

The contrast between the religiosity of the United States and the secularity of Europe has been well documented. Unlike in the United States, where religion in general and Christianity in particular enjoys privileged status in society, in a highly secularized European context active presence of immigrant religion in social life is discouraged and not considered a virtue by the general public. However, as this study shows, a highly indigenized Chinese Christianity has taken roots in post-Christian Europe. In recent decades, a large number of Chinese Christians, originated from the coastal city of Wenzhou, have migrated to France without proper travel documents and with a sole purpose to make money. They have brought a Sinicized version of Christianity along with their family businesses to Paris. This highly portable indigenous Christianity creates a real sense of communal social participation among the co-ethnics attending the service in the center of Paris and paradoxically parallels a disenchantment in Western Europe as symbolized by the empty cathedral nearby. While this is not a story of a Chinese inspired re-enchantment of secular Europe, the study seeks to paint a picture of an indigenous Christianity being globalized through male-dominated family ties and trading networks and how it creates a strong moral impulse to insulate these migrants from the mainstream society.

Since the turn of the new century, a migrant Wenzhou Christian community has acquired some visibility in Paris, as well as in other parts of Europe such as Italy and Spain. This group of Chinese migrant traders and merchants operate small businesses such as garment factories and restaurants and trade light industrial products between China and Europe and across Europe. They have formed large Christian communities at home, along with migrant enclaves in Paris. Conservative estimates a decade ago put the number of Wenzhou migrants in Paris at 130,000. The coastal city of Wenzhou is popularly known as China's Jerusalem, the most Christianized Chinese city (with 15%-20% of local population being Christian). There are more than a dozen Wenzhou Chinese migrant churches in Paris. Although facing

heavy initial financial burdens in the host society, these migrants actively expand their transnational business networks and cluster together in diaspora through implanting an indigenous congregational model of Christian life in the host society.

The strong link the Wenzhou Christian traders and entrepreneurs maintain with their home communities in China needs to be put in the larger context of reform era globalization of China (e.g. cheaper flights between Europe and China, state-backed business outreach, etc.). Drawing on multisited fieldwork conducted in Paris, France, and the Chinese city of Wenzhou over a seven-year period, this study seeks to reflect on the role the Christian church plays in the moral life of some diasporic Chinese Christians against the backdrop of European secularity. I show how a group of Chinese migrants, mainly as merchants and traders, while being haunted by memories and realities of migrant illegality, have managed to establish an institutional niche for their diasporic and religious practices in Paris. The ethnographic study examines structural convergences between their religious and business activities based on shared histories of marginalization and subjugation in the context of state-produced legality. I would like to use the term “bounded transnationality” to capture the ongoing process in which some indigenous Chinese preachers have managed to mobilize communal commitments of family unity and create an alternate moral framework for immigrants’ business and religious practices. Rather than signifying a propensity for assimilation like the case of post-1965 US-based immigrant religions, their diasporic religiosity implies a retreat to the culture of their origin and fosters a sense of rootedness in late modernity. It expresses their paradoxical position both as morally inferior subjects within the nation-state framework and as morally superior agents in the contemporary era of China’s globalization.

Ultimately, I hope to use ethnographic observations to illuminate how macro political economy intertwines with the flux of everyday life and moral imaginations. Religion is not a passive, responding force at the contemporary stage of China’s global business outreach. It structures community dynamics, familial choices and individual pursuits. The talk attempts to compare the role of Christianity with that of other religions, especially Buddhism that has also achieved some institutional presence in the Chinese diaspora. It is noteworthy that research on immigrant religions has largely been modeled on the historical experience of the United States, in which lacking in Christianity was once used as a moral argument in the late 19th century to justify Chinese exclusion and migration control. This work seeks to challenge not only the dichotomous symbolic relationship between “West” and “East”, but also the conceptual divides of state and religion, global and local, faith and economy by uncovering layers of human agencies and interactive processes in between.

Antonio DE ALMEIDA MENDES

Histoire, université de Nantes, France

History, University of Nantes, France

Chaire soutenue par l'université de Nantes /
Fellowship supported by the University of Nantes



« *Les pistes nouvelles que j'ai explorées durant mes mois de résidence à l'Institut d'études avancées de Nantes se sont nourries des rencontres, des discussions et des échanges que, jour après jour, j'ai pu avoir avec les autres résidents. Elles m'ont conduit à une lecture interrogative, inquiète, de mes propres sources. Les pratiques attachées à un espace, les images et les discours produits en un temps permettent de comprendre la complexité des mondes passés et de notre monde. Les réflexions sur le sens des mots, sur les images et les pratiques à l'échelle locale qui traversent les recherches présentées dans le cadre des séminaires, m'ont permis en retour d'interroger la complexité des rapports humains et des représentations qui se nouent dans le cadre d'une société portugaise qui est engagée dès les années 1750 dans la voie de l'interdiction de la traite des êtres humains tout en s'évertuant à légitimer l'existence de l'esclavage sur des bases légales. Interroger la permanence des pratiques de dépendance et d'esclavage revient à réfléchir à la définition de situations de non-liberté dans le contexte de sociétés où les rapports entre les individus sont encadrés par des normes, des constructions sociales et des rapports humains d'une grande complexité.* »

Le Portugal noir : Dépendances, travail servile et « race » (XV^e-XIX^e siècles)

Séminaire du lundi 9 octobre 2017

Pour ma présentation, je prends le parti d'exposer un projet de recherche global, de sortir des domaines qui à première vue sont davantage de ma compétence, à savoir la traite et l'esclavage ibériques des XV^e et XVI^e siècles. Mon projet d'une histoire aux entrées multiples et de longue durée répond au choix de revenir sur un récit historique et ordonné de l'histoire nationale et coloniale du Portugal. Écrire une histoire qui met en dialogue la métropole et les colonies est une manière comme une autre de dire que l'histoire de l'esclavage n'est pas que l'histoire des Autres, mais également que l'esclavage ne peut être pensé comme une question qui se suffirait à elle-même. Dans le cas de la société portugaise des Temps modernes faut-il parler de société à esclaves, de société esclavagiste ou de sociétés avec esclavage, concept qui permet de dépasser une catégorisation traditionnelle qui repose d'abord sur une lecture quantitative (le pourcentage d'esclaves) et ethno-raciale de l'esclavage. Au XVI^e siècle, Lisbonne est la première ville africaine hors d'Europe, mais également une ville où débarquent les populations issues de tout l'empire portugais. Les femmes et les hommes nés en Afrique, aux Amériques, en Asie ou en Afrique du Nord, et leurs descendants représentent une part considérable des habitants de la capitale. Une présence d'autant visible qu'il s'agit d'une population active, qui fait la ville au quotidien, qui exerce les différents métiers ambulants et tâches propres à une ville de 100 000 habitants.

L'idée que l'esclavage a été et demeure jusqu'à un temps présent une institution centrale à la perpétuation comme au fonctionnement de la société portugaise permet d'échapper à une lecture atlantique de l'esclavage qui se résume souvent à la figure de l'esclave marchandise employé dans une économie de plantation. On aurait pourtant tort de faire de l'océan atlantique l'espace de la modernité économique par opposition à une Méditerranée saturée sur le plan législatif et humain. La traite transatlantique, avec ces circuits en droiture, ses flux et reflux entre les côtes africaines et américaines, son organisation comptable ne s'impose dans toute son ampleur qu'à partir du deuxième tiers du XVIII^e siècle et le développement de l'esclavage au Brésil. Par bien des aspects ces transferts massifs de femmes, d'hommes, d'enfants et de marchandises sont associés à la domination planétaire d'une partie de l'Occident, à la grande Révolution industrielle du XIX^e siècle et au début de la transition démographique. Les années 1770-1820 voient la déportation de 80 % des 12 millions d'Africains introduits aux Amériques.

Aujourd'hui il est de bon ton de parler de l'esclavage au pluriel, d'insister sur les multiples définitions que l'on peut donner à être esclave, sur la polysémie du mot esclave, sur les statuts multiples d'alloués, *servos*, captifs, servants, esclaves, nègres, rachetés, esclaves de gain. Ces terminologies inscrivent moins l'esclavage dans une opposition claire à la liberté que dans un continuum qui ne s'efface que lentement et ne se limite ni à la race, ni à la couleur ni au genre. Les mots prennent leur totale signification dans les différents contextes politique, culturel ou économique où ils sont employés. À la fin du XVIII^e siècle, le mot portugais *escravo* se charge de significations, à tel point qu'il devient difficile de pouvoir le traduire par esclave ou *slave*. Les juristes et les propres acteurs lui préfèrent en fonction des situations ceux de *negro*, *mulato*, *preto*, *pardo*.

Mon projet de recherche propose d'explorer trois thématiques :

- Présences africaines, esclavage et société portugaise d'Ancien Régime
- L'insertion économique et politique pour les descendants d'Africains ?
- La naissance d'une société raciale

Aujourd'hui je me limiterai à questionner les limites et les conséquences de loi d'abolition de la traite des Africains à destination de l'Europe en 1761. Le 19 septembre 1761, le premier ministre du royaume du Portugal promulgue une loi prohibant l'entrée légale de tout nouvel esclave noir en métropole suivie, en 1773, d'une seconde loi, dite « loi du ventre libre », qui revenait sur la transmission de la condition d'esclave par le sang de la mère. La liberté est accordée d'office aux Noirs et aux Mulâtres du royaume dont les ascendants n'ont pas connu l'esclavage depuis quatre générations. Les lois de Pombal proposent aux esclaves une libération graduelle et une intégration de plein droit avec la disparition à terme de la macule associée à la servilité. Elles sont sans équivalent à l'échelle du monde atlantique et méditerranéen. Elles auraient pu donner lieu à la première révolution atlantique des temps modernes tant elles entérinaient la fin d'un système économique et d'un modèle sociétal. En réalité, les lois de 1761 et de 1773 ne tiennent pas du sursaut moral. Elles sont d'abord le miroir des questionnements qui traversent la pensée occidentale. Les Portugais et les Occidentaux dans leur ensemble ont le sentiment de vivre une profonde rupture dans le cours de leur histoire et dans les rapports qui unissent la métropole à leurs territoires coloniaux. L'une des premières mesures de ces lois d'abolition concerne la suppression de la catégorie intermédiaire de *liberto*, d'affranchi, au Portugal. Elle sera source de confusion lorsqu'il s'agira d'accorder quelques années plus tard la pleine citoyenneté à tous les habitants de royaume. Les anciens esclaves sont contraints de signer un « acte de location de services » par lequel ils s'engagent à travailler pendant sept ans pour leurs anciens maîtres, bien qu'ils ne soient plus captifs, en échange d'un logement, de vêtements, et de nourriture. Pour ces hommes et ces femmes, la confrontation au marché du travail est complexe. Il faut reconstruire une réputation et accepter d'être mis en concurrence avec les nombreux chercheurs d'emploi. La volonté d'abolir la toute-puissance des maîtres sur l'activité des esclaves et de moderniser des rapports humains considérés comme archaïques, car basés sur les notions d'obéissance, de charité et d'intégration de l'individu dans le cadre collectif de la *familia* chrétienne élargie (la maisonnée dirigée par un *pater* qui englobe la famille de sang, les clients, les dépendants et les esclaves) a pris du temps. La lente transition vers une société de l'individu et de la liberté individuelle, l'abrogation du modèle de la transition par le sang des titres de servitude proposée par la loi du « ventre libre » du 16 janvier 1773 et confortée par l'abrogation, le 25 mai 1773, de la distinction entre vieux et nouveaux chrétiens marque le passage à une société racialisée. On ne sait si ces réformes s'inscrivent dans la volonté de rendre à nouveau visibles des hommes et des femmes qui sont sur le plan du phénotype, de la langue ou de l'habillement devenus des invisibles ou si elles tiennent d'une vision humaniste. Le roi Jean V justifie la promulgation de la loi du « ventre libre » de 1773 par le fait qu'« il avait eu connaissance que, dans le royaume de l'Algarve et dans certaines provinces du royaume du Portugal, il existait des personnes dénuées d'Humanité et de foi en Dieu qui gardaient des esclaves à leur domicile. Certaines sont plus blanches qu'elles ne le sont même si elles les traitent comme si elles étaient noires, quelques-unes sont métisses et d'autres sont véritablement noires. Le maintien de l'institution de la captivité conduit à ce que des noirs continuent à naître au Portugal ». Le métissage et l'abandon d'un encadrement des individus par la voie généalogique vont constituer le terreau sur lequel vont s'élaborer de nouvelles pratiques d'exclusion, ouvrant la voie au racisme biologique et à une exclusion par la race.



Parfait D. AKANA

Anthropologie, université de Yaoundé, Cameroun

Anthropology, University of Yaoundé, Cameroun

Subversion iconique et tyrannie : Facebook, figuration politique et pouvoir au Cameroun

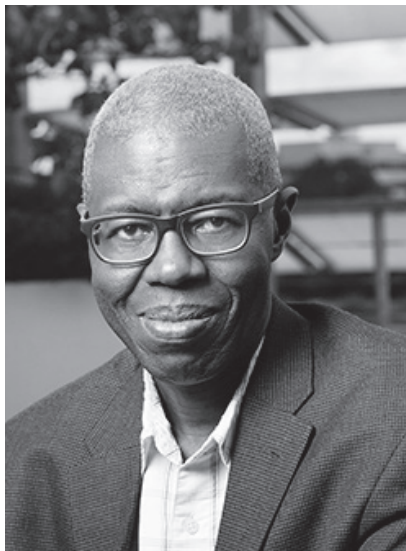
Séminaire du lundi 16 avril 2018

Ce travail cherche à comprendre et à analyser les ressorts iconiques de la dissidence politique au Cameroun à l'ère des réseaux sociaux et, principalement, de Facebook. Il le fait en investissant les images qui permettent de mettre en évidence une figuration critique du politique avec des thèmes et des personnages dont l'iconicité est atteinte, par-delà tous les mécanismes de décodification et de resignification alternative, grâce aux logiciels de retouche photographique. Ces derniers concourent à la production concurrente et polémique des types précis d'intentionnalité et d'agence dont la reconnaissance est assurée grâce à leur inscription dans une histoire et dans un contexte dont les réserves de sens permettent à la fois une thématization et une compréhension topique. Le lieu est ici ce qui éclaire la compréhension d'une image par-delà la possibilité de recoupements, toujours présente, avec d'autres expériences culturelles. En effet, il n'y a pas, de mon point de vue, pour les exemples qui m'intéressent et que j'analyse, une « inscrutabilité de la référence » tel qu'il serait, pour quiconque est étranger au contexte d'énonciation d'une image, de la comprendre... Une telle éventualité signifierait, ainsi que l'analyse Albert Ogien, « l'existence d'un langage privé » (2007 : 60) et donc, par nature, intraduisible... Pour qui conçoit le projet anthropologique, à la manière de Mondher Kilani (1999), comme une « entreprise de traduction des cultures » (avec les inévitables impensés et silences de la traduction), cette position est, à n'en point douter, aporétique. Je fais donc le pari, dans ce travail, que les analyses et descriptions que je proposerai ne tirent pas exclusivement leur légitimité et leur cohérence (espérons-le !) de la perspective émiqque qui est la mienne et que je me suis assigné, mais plutôt de ma capacité à analyser avec justesse quelques signifiants anthropologiques majeurs des différentes images qui constituent mon corpus en les contextualisant dans l'histoire politique et sociale du Cameroun, d'où elles tirent leur signification, en raison du lieu.

Je postule que ces signifiants anthropologiques opèrent comme des catégories qu'on peut principalement regrouper sous les registres hédonique, scatologique et animal. Ils permettent d'exprimer, je le montrerai, non seulement un type de rapport avec le pouvoir, mais aussi la lecture que l'on en a. Dans l'histoire politique et sociale du Cameroun, la critique véhémement du pouvoir, de même que sa représentation dans les imaginaires et les cultures populaires, s'est abondamment exprimée à travers la musique, les sketches et la caricature politique. Durant les « années de braise » (la décennie 1990), la caricature politique a connu un essor fulgurant grâce aux séries satiriques telles que « Cinéma le Popoli » et « Tobias », paraissant respectivement dans les journaux *Le Messenger* et *Challenge Hebdo*, et reconnues pour leur dérision du personnel politique, ainsi que pour le braconnage du pouvoir lui-même. Achille Mbembe a consacré à cette séquence historique, de nombreux travaux (1996, 2000). Depuis près de cinq ans, les réseaux sociaux sur Internet, au premier rang desquels Facebook, représentent l'un des lieux les plus emblématiques où se manifestent de nouveaux modes de protestation politique. On assiste ici à l'apparition de communautés numériques qui reprennent et radicalisent, bien que sous des formes différentes, un certain ethos de la dérision et de la critique déjà massivement présent dans des contextes hors-ligne. Et, contrairement à ce que certaines analyses soulignent, il est partiellement inexact de croire que les productions plastiques et discursives en ligne, sur des questions politiques, participent d'un « monologue interactif » (Fabienne Greffet et Stéphanie Wojcik, 2008) et donc, dans leur acception, sont inopérantes. L'actualité de la crise anglophone au Cameroun, ces deux dernières années, apporte un démenti à une telle position en même temps qu'elle oblige à penser à nouveaux frais le rôle de la critique sur Internet, son influence, les champs de force et d'opposition qu'elle révèle dans ce qui apparaît comme le signe d'une longue controverse, irrésolue, sur la légitimité du pouvoir politique et de ses personnages.

Ces derniers, à la fois accusés de collusion et de larbinisme vis-à-vis des puissances étrangères qui leur assureraient la perpétuation d'une rente de position exercent, pour des raisons apparemment sécuritaires, un contrôle paranoïaque sur les populations. Un tel contrôle, consubstantiel à la structure même de l'action du pouvoir sur les « administrés », non encore parvenus à la dignité de citoyens (Fabien Eboussi Boulaga, 1997 ; Mahmood Mamdani, 2004), prend la figure d'une pulsion aversive que je décrirai comme le chiffre secret de tout pouvoir autocratique. Deux exemples concrets permettent d'illustrer ce qui précède. Le premier concerne la décision récente de l'État (mars 2018), par la voix du ministère des Postes et Télécommunications, de mettre en œuvre un système permettant l'identification des abonnés, le monitoring des communications électroniques et le monitoring des conversations dans les réseaux sociaux. Le second concerne la coupure brutale d'Internet, pendant plus de trois mois, dans les deux principales régions anglophones du pays.

Tel est le contexte à partir duquel je voudrais réfléchir à la question de la figuration politique sur Internet au Cameroun. Je le fais en partant non seulement de Philippe Descola pour ses analyses roboratives sur la figuration en anthropologie, mais aussi des travaux, principalement, de Comi Toulabor, d'Achille Mbembe, de Célestin Monga et de Fabien Eboussi Boulaga sur la violence des imaginaires et la nature du pouvoir politique dans l'Afrique postcoloniale. Le premier moment de ma réflexion consistera en un cadrage théorique de ce qu'il faut entendre par « figuration iconique ». En deuxième lieu, j'analyserai historiquement quelques-unes transformations du travail de la subversion politique au Cameroun, principalement à travers la presse satirique et l'humour. En troisième lieu, sous les registres que j'ai annoncés (hédonique, scatologique et animal), je proposerai une description critique de quelques-unes des images tirées de mon corpus. Enfin, la conclusion reste à achever ici, pendant le temps qu'il me reste pour justifier de mon administration...



Bachir Souleymane DIAGNE

Histoire, université Cheikh Anta Diop, Sénégal

History, Cheikh Anta Diop University, Senegal

Les intraduisibles des trois monothéismes

Séminaire du lundi 4 juin 2018

« Comment dit-on Dieu ? – Torah, Bible, Coran ? »

Le Dictionnaire des intraduisibles des trois monothéismes, dont nous poursuivons le projet, a pour point de départ, non des valeurs éthico-religieuses dont on voudrait établir la concordance ou l'hétérogénéité, mais les textes des trois religions abrahamiques eux-mêmes, dans leurs langues et dans leurs mots. Ce corpus, les textes, et cet angle d'attaque, les langues, s'imposent d'autant plus que chacun des trois livres se pose, de manière très différente, comme « révélé » dans un lien plus ou moins organique avec une langue, et susceptible ou non de traduction. Ce travail nous paraît plus que jamais d'actualité. Dans une société mondialisée où s'affrontent les fondamentalismes, l'une des tâches essentielles est de compliquer l'universel, loin de tout catéchisme des valeurs. Un bon moyen de compliquer l'universel est la lecture comparée des textes sacrés à partir des langues dans lesquelles ils sont écrits.

Un premier séminaire marseillais s'est tenu au Mucem en décembre 2016, autour de « Comment dit-on Dieu ? » Le second s'est tenu sur le même thème à l'IEA de Nantes le 4 juin 2018. Nous nous sommes efforcés de finaliser tout ou partie d'une entrée modèle, au croisement des savoirs et des langues, entre philosophie du religieux, linguistique, histoire, anthropologie..., comme dans les maisons de la sagesse.

Ce travail, piloté par le Labex TransferS (CNRS - ENS Ulm - Collège de France), s'est inscrit dans le sillage du *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles* (Seuil, 2004) et fait suite à l'exposition « Après Babel, traduire » (Mucem, décembre 2016-mars 2017) et « Les Routes de la traduction. Babel à Genève » (Fondation Bodmer, octobre 2017-mars 2018).

Griselda GAIADA

Philosophie, Université Nationale de La Plata, Argentine

Philosophy, National University of La Plata, Argentina



« J'ai découvert à Nantes une ville magnifique, à la fois accueillante et très active sur le plan culturel. Chaque matin, au moment de sortir pour courir, la Loire a offert à mon regard une vue qui, en étant également belle, n'aura jamais été la même et le Jardin des Plantes plusieurs sentiers pour élaborer des idées qui seraient ensuite couchées sur le papier. L'Institut, ou pour mieux dire chacune des personnes qui lui insufflent la vie, a fourni le cadre parfait pour mener à bien mes recherches. Cela a été possible, en grande partie, grâce aux forts liens de camaraderie qui, jour après jour, se sont créés – les dialogues au club ou dans les couloirs, les cafés sur la terrasse, les sorties collectives – et à la disposition au travail qui est née de cet état d'esprit. Il m'apparaît que nous avons formé une sorte de grande famille : un corps cosmopolite animé par une âme qui rend son fonctionnement plein. »

Leibniz et le « problème de la justification de la guerre ». Une reconstruction selon les modalités déontiques et le droit naturel

Séminaire du lundi 12 février 2018

Il leur échet de vivre une époque étrange.

La terre avait été partagée en différents pays, pourvus chacun de fidélités, de souvenirs chers, d'un passé probablement héroïque, de droits, de griefs, d'une mythologie particulière, de personnages en bronze, d'anniversaires, de démagogues et de symboles.

Jorge Luis Borges, « Juan López et John Ward », 1982 (*Les Conjurés*, Traduit par C. Esteban, Gallimard, 1988)

La guerre comme « problème philosophique »

Compte tenu de la pluralité de disciplines qui ont abordé le sujet de la guerre, la première question qui se pose est celle de savoir ce que signifie le fait de considérer la guerre comme un « problème philosophique », c'est-à-dire quelle est sa spécificité à la lumière de la philosophie. On dira donc que ce problème n'est que celui de la justification de la guerre, qui peut être réduit à trois grandes positions :

- le bellicisme qui considère toute guerre comme justifiée en tant qu'exercice du droit du plus puissant ;
- le pacifisme qui considère toute guerre comme injustifiée sur le plan moral ;
- le courant de la guerre juste qui considère qu'il y a des guerres justifiées et injustifiées et qui cherche à établir des critères normatifs afin de les distinguer.

Même si chacun de ces courants a eu autant de représentants que de nuances, en généralisant à l'extrême, on dira que dans les deux premiers cas disparaît la nécessité d'un critère de démarcation entre des guerres justes et des guerres injustes : dans l'extrême par excès, le droit équivaut simplement au pouvoir (d'agir), ou à l'emploi de la force comme le moyen le plus efficace (*homo homini lupus*) ; dans l'extrême par défaut, aucun droit ne permet d'employer la force ou de faire la guerre (*homo homini agnus*). Par conséquent, au sens strict, le problème de la justification de la guerre appartient aux théories qui se situent entre ces deux extrêmes. Parmi les représentants de cette position intermédiaire, on trouve plusieurs philosophes de la Scolastique tardive ou de la première Modernité, tels que Vitoria, F. Suárez et Grotius, entre autres.

Leibniz et la justification de la guerre

Même si Leibniz (1646-1716) n'est pas considéré comme un théoricien de la guerre juste, son corpus offre une pluralité de réflexions sur ce sujet qui nous permettront de reconstruire un appareil conceptuel visant à établir des critères de démarcation entre des guerres justes et des guerres injustes. D'un côté, on trouve les critiques de Leibniz contre « l'extrême par excès », à savoir contre le bellicisme représenté à son époque par Th. Hobbes (1588-1679), pour qui la « souveraineté par acquisition », ou la domination acquise par conquête, est aussi

légitime que la « souveraineté par institution », ou celle qui provient du contrat social au niveau domestique. Les critiques de Leibniz montrent que, pour lui, toute guerre n'est pas justifiée et ouvrent une voie positive pour rechercher les critères de justification sous-jacents dans ses écrits. D'un autre côté, ceux-ci comprennent une grande quantité de références aux guerres de son temps¹, et ses affirmations concernant la justice ou l'injustice de ces guerres peuvent entrer dans le cadre de ses réflexions plus générales sur le droit naturel, qui doit toujours régler le recours à la force. Autrement dit, bien qu'il soit vraiment difficile de parler chez Leibniz d'une « théorie de la guerre juste », comprise comme un corpus de doctrine systématiquement développée, d'innombrables réflexions, le plus souvent fragmentaires et disséminées çà et là, rendent possible une reconstruction de sa position et des critères qui en découlent pour déterminer quand et pourquoi une guerre serait justifiée ou injustifiée. Nous essaierons donc de rendre visible ces critères : à partir des principes généraux du droit naturel chez Leibniz, d'une part, et d'une redéfinition de ses modalités déontiques, d'autre part.

Les critères de justification de la guerre à partir du droit naturel et des modalités déontiques

Les principes du droit naturel chez Leibniz

Pour Leibniz, le droit naturel, c'est-à-dire le sens de la justice qui a sa source dans la nature de la Raison, s'exprime par un ensemble de principes *a priori* et universels (ou valables pour tout être raisonnable), à savoir :

- le droit strict qui prescrit de « ne léser personne » (*neminem laedere*);
- l'équité qui prescrit d'« accorder à chacun ce qui lui appartient » (*suum cuique tribuere*);
- la justice universelle ou la *caritas sapientis*, dont on trouve essentiellement deux formulations : celle de « vivre honorablement » et celle « d'aimer les autres ».

Ces principes constituent des « degrés du droit naturel » et leur rapport suppose que « chacun d'entre eux est plus parfait que celui qui le précède et le confirme, mais, en cas d'opposition, y déroge. » (AA VI 1, 343).

Les modalités déontiques de Leibniz et notre reformulation

Dans le cadre de son programme rationaliste visant à donner des fondements aux sciences, Leibniz a cherché à créer et à développer une logique juridique, fondée sur l'analyse des concepts qui doivent être à sa base, à savoir les concepts déontiques. Même si ses travaux ont été plutôt des échantillons, il a esquissé différentes approches de cette logique déontique. Dans tous les cas, le noyau de ses réflexions a consisté à définir les modalités déontiques (le permis, l'interdit, l'obligatoire et le non-obligatoire) à partir des concepts modaux aléthiques du possible, de l'impossible, du nécessaire et du contingent². Même si, telles qu'elles ont été présentées par Leibniz, ces modalités constituent un schéma puissant

¹ Par exemple, les références de Leibniz à la Guerre de Dévolution dans sa *Securitas publica* (1670) et à la Guerre de Succession Espagnole dans ses lettres à Th. Burnett. Voir respectivement : AA IV 1, 131-207; AA I 20, 22.

² Par exemple, « Juste ou permis est tout ce qui est possible pour l'agir de l'homme vertueux ; injuste ou interdit est tout ce qui est impossible pour l'agir de l'homme vertueux ; équitable ou obligatoire est tout ce qui est nécessaire pour l'agir de l'homme vertueux ; indifférent ou non-obligatoire est tout ce qui est contingent pour l'agir de l'homme vertueux » (AA VI 1, 465).

pour penser les scénarios d'action possibles ou moralement impossibles selon le critère de l'homme vertueux (*vir bonus*), celui-ci semble trop restrictif et poser des problèmes au moment de prétendre appliquer les définitions de Leibniz à des autres formations, telle que la « personne civile » (ou l'État), dont la justification des actions relève, comme pour les nôtres, de principes rationnels, par exemple, du principe du meilleur. C'est pourquoi nous proposons les définitions suivantes :

- justifiable : ce qui peut être justifié par le principe de raison suffisante (ou par la raison du bien en général) ;
- injustifié : ce qui ne peut pas être justifiable ; ou non justifiable que A (où A dénote un acte, en l'occurrence la guerre) ;
- justifié : ce qui ne peut pas ne pas être justifiable, ou non justifiable que non A (*i. e.* non justifiable qu'on n'agisse pas) ;
- facultatif : ce qui, en pouvant être justifiable, permet que sa négation puisse aussi être justifiable, ou justifiable que A et justifiable que non A (*i. e.* justifiable l'acte et justifiable la non-réalisation de l'acte).

Notre appareil conceptuel

L'enjeu de celui-ci consiste donc à placer au sein de chacune de ces modalités déontiques les deux premiers degrés du droit naturel (le droit strict et l'équité), afin d'en faire découler les critères de justification de la guerre. Autrement dit, les modalités déontiques constitueront le schéma formel et plus général, où seront subsumés les deux premiers principes du droit naturel (« ne léser personne » et « à chacun ce qui lui revient »), pour obtenir ainsi des critères et des lignes d'action qui apportent une nouvelle lumière sur le « problème philosophique de la guerre ».

Philippe GEINOZ

Littérature, université de Genève et université
de Fribourg, Suisse

*Literature, University of Genève and University
of Fribourg, Switzerland*

Chaire soutenue par le secrétaire d'État à la
formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI /
*Fellowship supported by the State Secretariat
for Education, Research and Innovation SEFRI*



« *De l'IEA, la Loire est un miroir troublant. Face au spectacle de ce fleuve qui coule alternativement dans les deux directions, le sentiment est celui d'une perte des repères et de l'orientation. Quand l'ouest devient l'est et que les eaux huileuses semblent mues par le désir d'un retour en arrière, on voit s'affronter en tourbillons des courants inverses, des volontés contraires. Puis survient – c'est toujours un miracle – l'accord, le calme. Le temps est suspendu. Et c'est alors que la Loire, comme un lac, propose le reflet le plus net et le plus fidèle de ce qui s'opère sur ses rives, et surtout derrière les façades aux lames colorées qui s'y mirent. Dès lors, quand viendra le moment de se laisser emporter à nouveau par la pente naturelle du courant, on devra constater, malgré tout, qu'il s'est passé quelque chose, à Nantes. Et qu'on repart riche de tous les reflets que fait scintiller sur la Loire – telle qu'elle s'offre le soir, de la terrasse – le soleil qui refuse encore d'aller s'éteindre au loin, dans l'océan.* »

Américanisation et « décadence »

Présence des États-Unis et questionnements poétiques dans la littérature française des années 1870-1880

Séminaire du lundi 27 novembre 2017

Cadre historique

C'est Charles Baudelaire qui, dans un article relatif à l'Exposition universelle de 1855, forge le verbe « américaniser ». Le contexte est celui d'une charge contre « l'idée de progrès », contre la foi moderne dans le perfectionnement scientifique et technique qui conduit à négliger la réflexion morale et les œuvres de l'imagination, et le poète associe ainsi l'américanisation du « bon Français qui lit tous les jours son journal dans son estaminet » à une forme de décrépitude civilisationnelle, à une *décadence*.

Avant lui déjà, Stendhal avait dénoncé ce « pays modèle » qui lui semblait « le triomphe de la médiocrité sottise et égoïste » (*Lucien Leuwen*), ce pays où, comme le dit Mosca dans *La Chartreuse de Parme*, « il faut s'ennuyer toute la journée à faire une cour sérieuse aux boutiquiers de la rue, et devenir aussi bête qu'eux », donnant naissance, au nom d'une aristocratie de goût qu'il sent menacée, à ce que Philippe Roger appelle un « antiaméricanisme esthétique¹ ».

Cette décadence de l'Occident que la jeune société américaine – « positive », égalitaire et culturellement fruste – paraît paradoxalement annoncer, les écrivains français des années 1870-1880 n'hésiteront pas à la penser en marche. Car désormais, en France aussi, compte l'avis du « boutiquier », dans une République qui, cette fois, semble durable et dont le premier geste symbolique vers l'extérieur consiste à offrir aux États-Unis une encombrante allégorie de la « liberté » démocratique partagée.

Problématique

Dans les œuvres considérées, il ne s'agira pourtant pas principalement de repérer les traces de cet « antiaméricanisme esthétique », mais bien d'analyser jusque dans la forme des textes la manière dont s'inscrit quelque chose de plus ambivalent que je choisis d'appeler des « inquiétudes ». Crée l'inquiétude, en effet, non seulement ce qui menace mais également, plus largement, ce qui dérange, intrigue, émeut, ce qui, pour l'écrivain, motive et nourrit la recherche.

L'interrogation porte donc sur des images ou des opinions relatives aux États-Unis, telles qu'elles apparaissent dans les œuvres (propos ou personnages), ainsi que sur la réception d'auteurs américains. Car, si Baudelaire a montré l'exemple d'un rejet de l'américanisation, il est aussi le premier qui a promu, par la critique et la traduction, une littérature venue d'outre-Atlantique, en l'occurrence celle d'Edgar Allan Poe, indiquant de la sorte que l'Amérique est susceptible d'apporter elle-même certaines réponses à l'atonie spirituelle qu'elle paraît annoncer.

¹ Philippe Roger, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Seuil, 2002.

En d'autres termes, il s'agit d'examiner ce que permet d'entreprendre littérairement la référence à l'Amérique, en partant de l'hypothèse que cette référence est une façon de mettre à distance, à la fois pour s'en protéger et mieux les ressaisir, pour les faire travailler, des inquiétudes concernant l'avènement d'une société nouvelle dans laquelle *la fonction de l'activité artistique* doit se redéfinir et dans laquelle, plus largement, *la place et la reconnaissance* de l'individu ne sont plus assurées par un ordre hérité. Cette atomisation est d'ailleurs au centre de la célèbre « Théorie de la décadence » proposée par Paul Bourget en 1881, et le flottement identitaire qui en découle s'inscrit logiquement au cœur des préoccupations des écrivains de cette époque. Il se lit donc aussi dans le regard inquiet porté vers un lointain géographique qui paraît avant tout dessiner à grands traits la physionomie d'un proche avenir.

Lieux de réflexion

De la lecture des œuvres, se dégagent trois lieux principaux de réflexion.

La logique yankee

Ce premier lieu de réflexion concerne l'image des États-Unis comme nation « positive », assujettie à la logique pratique de l'ingénieur et dénuée de toute aspiration spirituelle. L'exemple d'Edgar Poe montre pourtant qu'une logique suivie dans ses conséquences les plus extrêmes peut finir par exténuer la logique et susciter le frémissement de l'inconnu. C'est en tout cas de cette manière que Jules Verne lit les *Histoires extraordinaires*, faisant des États-Unis le pays de tous les possibles et d'une science qui devient à proprement parler merveilleuse. Et c'est aussi ce qu'en retient Villiers de l'Isle-Adam dans ses nouvelles centrées sur l'invention technologique et surtout dans *L'Eve future*, cet étrange roman méditatif où l'auteur choisit d'incarner la possibilité d'un dépassement vers l'Idéal dans le champion de cette Amérique du « progrès » : Thomas Edison.

Le divertissement yankee

Ce deuxième lieu de réflexion concerne les États-Unis en tant qu'ils sont le pays d'origine d'une véritable culture de masse. Dans les années 1870-1880, la réflexion passe avant tout par l'évocation du monde du cirque. D'une part parce que celui qui représente, par excellence, la « charlatanerie » américaine, Barnum (qui s'est fait appeler lui-même « *the Yankee showman and the prince of humbugs* ») a posé son empreinte sur le cirque en le faisant changer d'échelle. D'autre part parce que les écrivains et les peintres sollicitent de plus en plus fréquemment le monde des saltimbanques, des clowns et des acrobates pour réfléchir à leur art et aux conditions dans lesquelles la société bourgeoise en autorise la pratique. Il n'est dès lors pas étonnant de rencontrer des allusions aux États-Unis ou des personnages américains dans les œuvres évoquant le cirque. Ainsi en est-il, par exemple, de ces troublantes acrobates (la Tompkins et Miss Urania), saines et dangereuses à la fois, que présentent Edmond de Goncourt dans *Les Frères Zemganno* (1879) et Joris-Karl Huysmans dans *À rebours* (1884), deux œuvres avec lesquelles sont remis en question de l'intérieur les principes du roman naturaliste.

La « poésie » yankee

Ce troisième lieu de réflexion est un peu différent des deux autres, dans la mesure où il s'invente dans l'œuvre d'écrivains américains et surtout dans la réception de leurs textes et dans l'extrapolation qui est proposée de certaines de leurs caractéristiques. L'enquête

passé ici d'abord par les cabarets et par les genres mineurs qui s'y pratiquent (le monologue, par exemple), avec en arrière-fond la reconnaissance dans l'œuvre de Mark Twain d'un humour inconnu en France, direct, énergique et parfois même brutal, sorte d'antidote au raffinement «décadent». De cet humour, en tous les cas, Jules Laforgue retient une leçon plus générale en termes de poétique, une leçon qui s'exprime notamment dans des notes sur Baudelaire, rédigées en 1885, lorsqu'il relève avec enthousiasme, en parcourant *Les Fleurs du mal*, des exemples d'«américanismes» («comparaisons palpables, trop premier plan, en un mot américaines» ou «yankee, sans parti pris»). De l'effet dynamique de ces rapprochements immédiats, Laforgue va tirer des conséquences formelles, en s'appuyant également sur la poésie de Whitman, qu'il traduit.

Conclusion

S'intéresser à la présence des États-Unis dans la littérature des années 1870-1880, la littérature de la France républicaine à ses débuts, c'est ainsi faire apparaître, sous l'hostilité souvent affichée (hostilité à l'Amérique, à la société industrielle et démocratique), la recherche par les écrivains de modes d'appropriation, de manières de saisir et de configurer la nouvelle réalité sociale. C'est mettre au jour une «politique de la littérature²».

² Jacques Rancière, *Politique de la littérature*, Paris, Galilée, 2007.

Elena GERASIMOVA

Droit, université nationale de la recherche « École des hautes études en sciences économiques » (EHESI), Russie

Law, National Research University Higher School of Economics (HSE), Russia

Chaire France-BIT, soutenue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle /
Fellowship supported by the French ministry of Labour (ILO-France Chair)



“The opportunity to be a fellow at the IAS-Nantes is the present day luxury. It is a luxury of having brilliant, intelligent, passionate academics from different disciplines from all over the world around, speaking with them, having seminars and discussions, sharing thoughts and ideas. I am delighted I had a chance to spend a year in the great team of fellows, many of whom became friends. Our weekly seminars, lectures and cinema club gave many opportunities for broadening knowledge, way of thinking and understanding, and influenced my research a lot. The library and the support of its staff were just perfect. Thanks to the IAS I had an opportunity to give lectures and presentations in Nantes University, Rennes, Paris and Geneva. The other really rare luxury I had during this year is the time – the time for reading, thinking and writing. Nantes itself is perfect place for stay and work – dynamic and developing, but at the same time quiet and green. It was a fortunate gift to be a fellow at the IAS-Nantes for this year.”

Workers' participation in management: legal concept, modern forms and prospects for Russia

Séminaire du lundi 20 novembre 2017

How the interaction between workers and employers should be structured? For decades actors, politicians and researchers in different countries have been struggling to answer this question in both theory and practice.

Russia made the first attempts to regulate collective interests representation at the beginning of the 20th century. After 1861, when the serfdom was abrogated in Russia, the workers' movement was constantly growing and by 1870 played an important role in public movement in the country. By the beginning of 20th century the number of strikes and protests was quite serious, and the need for regulation of workers representation became obvious. In 1903 the first Russian Law, which recognized the workers' right for participation, was adopted and allowed workers to elect their representatives for communication with authorities and plants' management concerning employment conditions. In 1905-1906 the freedom of coalitions and of strikes was granted, and the criminal liability for economic strikes was abolished. The Act of 1906 on Professional Societies, which was consistent by spirit with the later International Labour Organisation Convention No. 87 (1948) on Freedom of Association and protection of the right to organize, gave a start for quick development of trade unions.

After the February Revolution of 1917 factory committees and various workers' bodies became widely disseminated. The Regulations on Works Council in Industrial Enterprises of April 1917, adopted by the Temporary Government of Russia, granted them a wide range of competences to the employees' representatives on the workplace level. For some authors, Russian Works Councils were considered as an example for the future German law on Works Councils of 1920. The Regulations had only been implemented for a few months. After the October Revolution of 1917, and during the First All-Soviet Convention of Trade Unions in 1918, Works Councils were united with the system of trade unions at the plant-level.

During the soviet period only the trade unions had played a vital role in regulation of labour relations, obtaining more and more power with decades. In 1918 they were granted authorities to establish conditions of work in negotiation with the owner and to determine payment level for particular workers in special Trade Union's commissions. After the discussion on the role of trade unions (from the end of 1910's to the beginning of 1920s) the idea gained momentum to use Trade Unions as "school, school of unionization, school of solidarity, school of protection of own interests, school of governance, school of management" and as "school of communism". The economic and management functions of Trade Unions were broadened, but they were more and more imposed by the state. In 1933 they received the functions of the governmental labour agency.

During World War II trade unions mobilized people to work for war needs. After the war the task to re-establish the economy, to organize the socialist competition to raise workers' motivation was imposed upon them.

Thus, during the first part of the 20th century, trade unions were totally controlled by the Communist Party, acted as a chain in the system of the state and economic governance, and realized the function of social protection.

After Stalin's death in 1953 and the 20th Convention of the Soviet Union Communist Party, the political system has started to relax its rule as a whole. The humanization of the labour and employment policies and legislation were a part of this broader process. Various new forms of workers participation were developing: in 1958, the so-called "Permanent Production Councils" (PDPS) were established, and later in the 1960s they gained more strength. Workers' participation was already possible through local trade union organizations, PDPS, and workers' assemblies. The principle of workers' participation in managing enterprises was implemented as one of the principles of the Soviet labour law.

This process developed further by the end of the 20th century. In 1983, during the "Perestroika" period, the law "On Labour Collectives" was adopted, based on the theory of "the participation of labour collectives in enterprise management". The idea was to empower the labour collectives to participate in the corporate governance with advisory and sometimes co-determination power. In 1987, a further theory of workers self-government was implemented by the law: labour collectives could determine themselves every aspects of the industrial and social development of the enterprise, their decisions had binding effect not just for the management of the enterprise, but also for the state and the economic bodies of higher levels. This legislation provided labour collectives with a considerable number of rights. A permanent body – the "council of labour collective (STK) – was established, and its decisions regarding production and social services were binding for administrators. Administrators of an enterprise at all levels had to be elected by the labour collectives.

After the economic reforms of the mid-1990s the councils of labour collectives *de facto* stopped functioning, and after the adoption of the Labour Code of the Russian Federation (LC) in 2001 they were terminated *de jure*.

In parallel, in 1990, the concept of social partnership was introduced in Russia and was developed in law. It was planted from above, with the consequence that the parties in the social partnership did not feel much that they were agents in the decision-making process and therefore little invested in it. This had a serious effect on all the system of collective labour relations.

First, actors of this system did not become strong enough. Trade unions were deprived of all their managerial rights and functions, given by the soviet state, and other workers' representative bodies were liquidated. Based on a paternalistic model during the soviet, they have been seeking a new model for their activities in recent decades. After years of struggling we discover that Trade Unions, which are the successors of the Soviet Trade Unions, are increasingly linked to the current governmental structure and are again becoming part of a pseudo-social welfare system.

"New" independent trade unions, which developed after the collapse of the USSR, have been always experiencing difficulties in creating new organizations and broadening their membership base. The government severely restricts their ability to operate independently and decisively, and this tends to limit the confidence in trade unions among workers. The independent trade unions have not yet reached the status of a full-fledged partner. Therefore, Russian workers lack vigorous and independent representation suitable for entering into a dialogue with employers and the government on anything resembling equal terms.

According to the LC there are four main forms of social partnership:

- collective bargaining on collective agreement;
- consultation;
- workers' participation in management of organization;
- participation of workers' representatives in the resolution of labour disputes.

Workers participation may be implemented under the LC through consultations (consideration of the opinion of workers representatives in cases specified by law or collective agreement; consultations of the employer with workers representative concerning the adoption of local normative acts); participation in development and conclusion of collective agreement; receiving of information by workers representative from employer is a form of participation in management of organization, insured by a different level of quality mechanism of its realization.

In practice forms of workers' participation at a plant level are limited to participation in collective bargaining, consultation with workers' representatives on some working conditions and adoption of some local normative acts. Due to the general weakness of trade unions and their lack of power, trade unions show a low level of influence on the working conditions of the people.

Other forms of workers participation, defined by the LC (discussing with the employer ideas concerning the functioning of the company; suggesting ideas of its improvement; discussing of plans of socioeconomic development of the organization) are not supported by mechanism of their realization, and are not used in practice. Collective agreements may establish other forms of workers participation in management of organization, but again in practice, it is quite exceptional and can be found only in some very rare cases.

Government actively promotes the social partnership rhetorically, but does not have any methods to evaluate objectively the quality and effectiveness of existing partnership, including at the local level. Experts and participants of the relations of social partnership, mainly characterize it as well-developed system and legal mechanism with low practical effectiveness and formal character. Lately one can witness the growing number of employers' attempts to imitate the social dialogue and workers participation. Trade unions are not strong enough to change the situation.

After 2012 elections president Putin declared the task of strengthening the workers participation in management through the creation of works councils. The following discussion showed that neither trade unions, nor employers agreed to change their status quo. LC's amendments of 2013 permitted employers to create works councils at their own discretion, which are neither workers representatives' bodies, nor the form of workers' participation in management. They do not interfere with trade unions or employers competencies, and can deal only with productivity, or industrial and technological issues.

There is no legislative regulation on employee representation at a board-level and on workers' participation in company profits.

Meanwhile, the number of poor people, including those working full time, is increasing from year to year. The level of inequality is growing, while the level of social satisfaction is decreasing.

Do mechanisms of work-place democracy and workers participation may work as a mean for improvement of this situation and the making of a suitable socioeconomic situation for workers and their families? How can these mechanisms work in a time of rapid change in the sphere of labour?

Based on the analysis of practices related to workers' participation in the European Union and some selected countries, on current debates on this topic, on the analysis of the international standards in this field and the obligations of Russia under these standards, and on the Russian experience during the 20th century, the research aims to develop suggestions on regulation and implementation of mechanisms for workers' participation in Russia.



Céline LABRUNE-BADIANE

Histoire, université Paris Diderot Paris 7, France

History, University Paris Diderot Paris 7, France

« Ce sont avant tout les rencontres, les échanges et les liens noués avec des chercheur(e)s d'horizons, de parcours, de personnalités et de disciplines, divers et fort différents, qui ont rendu éminemment agréable et enrichissant mon séjour à l'IEA. Les résidents ont proposé, partagé et discuté leurs recherches, des films, des livres, des idées, des questions, des expériences au cours des activités organisées ou de manière informelle et m'ont ainsi chaque jour permis d'être ici et ailleurs en même temps, d'apprendre quelque chose de nouveau et surtout d'élargir mon propre regard. »

Présences antillaises et guyanaises au Sénégal depuis la fin du XIX^e siècle

Séminaire du lundi 19 février 2018

Mon projet de recherche porte sur les circulations au sein du « triangle atlantique français »¹, cet espace né de la traite atlantique dans le cadre de l'Empire colonial français, reliant la France, l'Afrique et l'Amérique depuis le XVII^e siècle. Il s'agit d'analyser les relations entre les différentes composantes de cet espace par le biais des imaginaires, des discours et des interactions des acteurs à partir des circulations des Antillais (Martiniquais, Guadeloupéens et Haïtiens) et des Guyanais entre l'Afrique de l'ouest, la métropole/l'hexagone et leurs départements/pays d'origine. Depuis la fin du XVIII^e siècle, des Antillais et des Guyanais ont

¹ Miller C. (2008), *The French Atlantic Triangle*, Duke University Press, 592 p.

parcouru l'Atlantique dans le sens inverse de celui pris par les millions d'Africains déportés dans les Amériques. Ce flux migratoire s'est intensifié avec la constitution du second empire colonial français à la fin du XIX^e siècle et s'est poursuivi au-delà des indépendances des pays africains. Leurs trajectoires s'inscrivent dans le cadre de l'Empire colonial français et de sa recomposition après la départementalisation des Antilles et de la Guyane et les indépendances des pays africains. Ces circulations triangulaires sont emblématiques de la permanence et de la spécificité des liens entre la France, les Antilles, la Guyane et l'Afrique de l'ouest (française puis francophone). La déportation d'Africains aux Antilles dans le cadre de la traite atlantique – qui a profondément structuré les sociétés antillaises –, le modèle assimilationniste français – qui a modelé le rapport des Antillais et Guyanais à l'Afrique – et la fonction publique coloniale puis la coopération – qui ont créé des opportunités de rencontres en Afrique – fondent la spécificité de cet espace. S'intéresser à la relation entre Antillais, Guyanais et Africains à partir de l'Afrique permet de sortir du prisme de la majeure partie des travaux sur l'Empire colonial français, qui ne se concentrent que sur les circulations entre la métropole et ses colonies, du centre vers les périphéries. Or, si les échanges s'inscrivent dans un cadre institutionnel et politique défini par la France, des liens se créent tout de même entre les colonies à l'intérieur d'un même Empire, et notamment, dans le cas qui nous intéresse, entre les Antilles, la Guyane et les colonies françaises d'Afrique de l'ouest. Ces liens se maintiennent et se recomposent au-delà des indépendances comme nous le verrons. Antillais, Guyanais et Sénégalais ne sont pas simplement modelés par cet espace mais ils le modèlent également.

Les circulations d'acteurs politiques, culturels ou éducatifs entre la Caraïbe et l'Afrique sont révélatrices des imaginaires, des représentations de l'Afrique dans les sociétés antillaises et guyanaises et permettent de questionner ces identités en perpétuelles mutations. La place de l'Afrique dans les imaginaires antillais a considérablement évolué depuis la fin du XIX^e siècle : d'abord elle a été mise à distance, l'assimilation culturelle et politique à la France étant l'horizon à atteindre pour la plupart des Antillais. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Afrique est fantasmée et mythifiée dans un contexte intellectuel dominé par la figure tutélaire d'Aimé Césaire, l'un des pères de la Négritude. Pour Fanon, « il semble donc que l'Antillais après la grande erreur blanche, soit en train de vivre dans le grand mirage noir »². À partir des années 1970, vint le temps des désillusions puis de la reconnaissance de la part de l'Afrique dans les cultures caribéennes aux côtés d'autres apports (européens, chinois, indiens...). D'aucuns attribuent toujours une part plus importante à l'apport africain (dans les années 1970, la coiffure « afro » est par exemple en vogue aux Antilles et chez les Antillais de métropole) ou revendiquent leur « antillanité » ou leur « créolité »³, mettant ainsi en exergue une culture née de ces différents apports, ancrée dans son territoire, « avec pour résultante une donnée nouvelle, totalement imprévisible »⁴. Il y a ainsi une pluralité de récits identitaires qui cohabitent. Sur le plan plus individuel, l'expérience africaine n'est jamais neutre.

Dans le cadre de ma résidence à l'IEA, je m'intéresse plus particulièrement à une catégorie d'acteurs (fonctionnaires de l'administration coloniale puis coopérants) et à un pays (le Sénégal), même si pour la période coloniale (jusqu'en 1960), je me permets des incursions dans les autres pays d'Afrique Occidentale Française et en Afrique Équatoriale Française. Le Sénégal reçoit une grande partie des fonctionnaires coloniaux et coopérants français en Afrique, tant métropolitains qu'ultra-marins car les opportunités professionnelles, du fait de la place du Sénégal dans l'Empire colonial français, y sont plus nombreuses. Les liens d'amitié entre les fondateurs du mouvement de la Négritude, Léopold Sédar Senghor,

² Fanon F., « Antillais et Africains », *Esprit*, n° 2, 1955, p. 269

³ Bernabe J., Chamoiseau P., Confiant R., *Eloge de la créolité*, 1989, Paris, Gallimard.

⁴ Glissant E., *Traité du tout monde*, Paris, Gallimard, 1997, p. 37.

devenu président du Sénégal, et Aimé Césaire, député-maire de la ville de Fort de France en Martinique, ainsi que les initiatives et politiques diasporiques mises en place par Senghor, incitent d'autant plus les Antillais et les Guyanais à choisir le Sénégal comme destination en Afrique. En reconstituant leurs trajectoires, j'étudie les représentations qu'ils ont de l'Afrique, leurs motivations, les cadres institutionnels et politiques de leurs mobilités, leurs pratiques sociales et culturelles, l'impact de leurs expériences sur la façon dont ils se définissent, la manière dont ils sont perçus par les Sénégalais et les relations qu'ils entretiennent avec eux. En somme, il s'agit d'écrire une histoire sociale des Antillais et Guyanais au Sénégal, de dresser les contours de leur présence au Sénégal, à partir de l'analyse de trajectoires individuelles et selon une approche prosopographique.

L'objectif de cette recherche est d'abord de contribuer aux travaux sur le fonctionnement de l'État colonial en étudiant le rôle de catégories intermédiaires dans la colonisation. Si les Antillais et les Guyanais font partie du groupe des colonisateurs du fait de leur statut de citoyen français et du cadre Européen auquel ils appartiennent, ils ne sont, du fait de la couleur de leur peau et du statut de colonie du territoire⁵ d'où ils proviennent, ni totalement des colonisateurs, ni totalement des colonisés. Ils constituent un « groupe tampon »⁶ et entretiennent dès lors des rapports ambigus avec les uns comme avec les autres. Ensuite, il s'agit de questionner les identités de couleur dans l'atlantique francophone. Les trajectoires des Antillais et des Guyanais en Afrique montrent très largement la complexité et la plasticité des catégories raciales : un Antillais peut être perçu comme un « mulâtre » aux Antilles, un « Blanc » au Sénégal et un « Noir » en France métropolitaine. Comme l'a montré Stuart Hall⁷, la race est un concept mouvant qui varie dans l'espace et dans le temps. Selon les contextes (sud-américain, caribéen, africain, français) et les périodes (coloniale et post-coloniale), les manières dont les populations sont catégorisées ou se revendiquent comme « Black », « Noires », « Métisses », « Afro-descendantes », « Afro-américaines », « Antillaises », « Afro-caribéennes », « Africaines-américaines » ou encore « Africaines » ne sont pas les mêmes. Enfin, l'histoire sociale des Antillais et Guyanais en Afrique, quoiqu'ils constituent un groupe restreint, permet de dépasser les frontières temporelles et géographiques dans lesquelles la plupart des recherches s'enferment, tout en restant attentive à la diversité des situations locales et en combinant différentes échelles d'analyse.

⁵ Jusqu'en 1946 quand la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane deviennent des départements français.

⁶ Bavoux C., *Réunionnais à Madagascar de 1880 à 1925*, Thèse de doctorat d'Histoire, Université Paris VII, 1997.

⁷ Dans une conférence intitulée « Race : The Floating Signifier » (media education foundation, 1997).

Sofian MERABET

Anthropologie, université du Texas, États-Unis

Anthropology, University of Texas, USA

Chaire soutenue par l'université de Nantes /
Fellowship supported by the University of Nantes



“Stimulating, welcoming, and conducive to intellectual exchange. These are just a few adjectives that come to mind when I think about the Institute for Advanced Study in Nantes. Having the opportunity to meet with extraordinary people, fellows as well as administrators, in such a singular space is a true privilege and, so far, amounts to one of the very best experiences I have had in my scholarly life. Away from one’s otherwise regular teaching and administrative obligations, the shores of the Loire, which the living and working quarters of the Institute overlook, are a true abode of reflective scholarship that, in its somewhat distant but always critical engagement with the world, needs to be preserved.”

Hotel Beirut

Séminaire du lundi 5 février 2018

This is a work in progress and an attempt by a trained cultural anthropologist to write a work of fiction. The idea started some years back when I gained access to some documents pertaining to a former hotel in Beirut (Lebanon). These documents shed a compelling light on the social and political history of the city, the country, and the wider region, starting in the mid-1950s, all the way to the first decade of the 21st century. I knew the Hotel Carlton in Beirut from before it closed in 2001, and before it was eventually demolished in 2008. I was also aware of the countless stories that circulated around it in and outside of Lebanon. Yet after

I started archiving the documents I had received, I quickly became consumed by the war raging in neighboring Syria. Having spent a lot of time in Damascus since the mid-1990s, I was sucked into the human devastation and I had no choice but to follow the plight of individuals I had previously been acquainted with. As a consequence, the growing refugee crisis imposed itself to me, not only as the subject of personal concern, but, gradually, also as a research topic. Thus, following Syrians to disparate places such as Lebanon, Europe, and South America, my project grew into something that was only in part about the history of what I call “Hotel Beirut”. Ultimately, it is also an effort to address the current predicament by bringing different topical, geographical, and disciplinary concerns together.

As an anthropologist, working with archives can be a bit of a challenge. The professional and methodological training most historians enjoy before graduation is generally non-existent. Moreover, the idea of spending time in dusty basements and hunting for key documents that would in the long run validate one’s intended research agenda scares off most practitioners whose ideal of imminent participant observation is put into question by long hours of supposed antisocial activity. Archives, however, can be highly interactive, especially if put into a larger context of a sociopolitical past and present to which they speak in no uncertain voice, and this in spite of the incomplete nature of any such documentation. What we think of as an archive is in most cases a construct that allows for categorization and can serve as an invaluable tool to assess something much larger. The tool, then again, first needs to be crafted before it can be used in some meaningful way. Part of my crafting here is to fictionalize the in- and out-side of this particular archive.

The disparate items pertaining to the surviving collection of what the Lebanese Association for Cultural and Artistic Exchange (UMAM, Documentation and Research) disposes from the now defunct Carlton Hotel, and to which I gained access over the years, form only one part of a toolbox that demands to be completed. Long lists of purchased merchandise over the decades, personnel (and sometimes personal) information, as well as pictures and artifacts need to be juxtaposed with collections located elsewhere, including in other parts of Lebanon as well as Europe and, in my fictional account, South America. But it is equally important that these collections be put in dialogue with pertinent newspaper clippings or other written narratives from the past, all of which illustrate involvement with the Carlton Hotel. What will result out of this interdisciplinary endeavor is in the process of being elaborated. As you will hear during my presentation, it is neither a conventional historical treatise, nor a sociological or, for that matter, standard ethnographic study. Initially, I flirted with some sort of creative non-fictional approach, akin to what I had done in a previous book (*Queer Beirut*, 2014). Given the convoluted wealth of “the data”, the thought of writing a novel as a plausible counter-option imposed itself quickly. To me, it seems to be the only suitable solution in an attempt to make sense of a particularly queer microcosm that might shed light on the sociopolitical complexities of the macroscopic goings-on in and around Lebanon and Syria over the past sixty years.

My presentation will merely focus on the beginning of this novel in process. For now, you will not hear much about the hotel itself, not even about Beirut, let alone Damascus. Rather, you will be acquainted with a young Syrian man in his twenties who finds himself as some sort of a refugee in Buenos Aires. There, he not only discovers a new city and its inhabitants, in discovering it, he also explores his own homosexuality. Yet it is in Buenos Aires that he stumbles upon some personal documents pertaining to a recently deceased lady who, while living over twenty years in Argentina, has entertained a special relationship with the hotel before she left Beirut for good at the end of the Lebanese civil war (1975-1990). Although my presentation will not say much about the hotel, you need to know that the actual establishment was built by the Medawar family in the 1950s in an area of Ras Beirut that was relatively empty at the

time. An areal picture from probably 1957 shows how the still unfinished structure of the Polish architect Karl Schayer almost dominates the coastal stretch from Raouché to the west and Ain al-Tiné to the east. Apart from a couple of edifices left and right (notably the Coral Building in Raouché still standing today), this part of Beirut formed its outskirts and features to the surprised contemporary eye countless groves and orchards. Today, the area has turned into a concrete jungle and is an integral part of the inner urban fabric.

In the 1960s up to the beginning of the Lebanese civil war, the family-operated Carlton Hotel becomes one of the prime addresses of high-end tourism in Lebanon. Part of the European and North American jet set occupy the luxurious rooms of the nine-story structure, and so do Arab royalty, namely from the Gulf. But by the 1970s, the hotel becomes also a laboratory of social experimentation that, more often than not, points to the limitations of an upward mobile local bourgeoisie who experiences increasing difficulties in maintaining what it thinks its undisputed and exclusive privileges are. The practice of dissident sexualities and perceived debauchery based on the mixing of classes also turn the Carlton Hotel for many into a place of the abject, but also one of myths and myth-making.

The war has its toll on the enterprise. An annex to the original hotel structure is built in the early 1970s and intended to host the initially growing number of patrons. However, the numbers dwindle, while the debt the hotel owners have toward their lending bank rises. Thanks to witty politics, the main hotel proprietor, who lives on the premises in spite of originating from the slopes of Kesserwan, manages to navigate the dangerous waters of West Beirut during the civil war. First, it is the various Palestinian political factions, then the Israeli invasion of 1982 that take center stage. Later, it is the Shii Amal militia, Druze paramilitaries, and eventually the Syrian army that become the main protagonists. And all of this unfolds while the family bargains tirelessly for their political position on the other side of the “Green Line”.

With the end of the civil war, it becomes clear that the *dolce vita* has come to an irrevocable end. Generational conflicts as to who detains ultimate authority within the family assert themselves. Homosexuality on the part of some key individuals becomes ever more the focus of contention. In the end, a couple of murders occur in the hotel during the early to mid-1990s (including the killing of the nephew of the *de facto* owner). They thus announce the hotel’s twilight. The Hotel Carlton finally closes its doors on October 31st, 2001 and is sold at considerable loss to a Saudi investor who sells it in turn for almost twice the initial amount to a Lebanese real estate magnate. In December 2008, the latter tears down Karl Schayer’s structure that has been considered by many architects a masterpiece in order to put in its stead another one of Beirut’s nondescript luxury apartment complexes that seem to gradually asphyxiate the city at the beginning of the second decade of the twenty-first century.



Suleiman MOURAD

Professeur de religion, Smith College,
Northampton, États-Unis

*Professor of Religion, Smith College,
Northampton, USA*

“What I love most about IAS-Nantes is that it stimulates deep intellectual reflections at the individual and collective levels. Unlike any other similar institute, at the IAS one meets and talks to scholars and artists from all over the world, especially the global south. The exposure over an extended period (during seminars, conferences, meals, film screenings, social moments, etc.) gains the person perspectives and insights that cannot be attained by any other medium. It is not only that one has to step outside his/her comfort zone, the better deal is grasping how others in different fields think (their assumptions, conventions, methodologies, theories, even biases, etc.). As such, one leaves with a sense of fulfillment, yet hoping to return for another dip. The IAS is indeed that ideal space that actually exists. It is to be noted that the dedication of the IAS staff makes all of this possible.”

History as Ideology: The Shortfalls of Modern Scholarship on the Crusades

Séminaire du lundi 12 mars 2018

Modern scholarship on the Crusades is based on conventions informed by contemporary ideological bias. Since the 19th century, scholars, for the most part, have imagined Crusader history according to what I am terming the Troika problem: 1) as a clash between Islamdom and Christendom, dominated by violence and warfare believed to reflect the standards of the time; 2) as restricted to the Islamic Middle East, thus detached from other areas; 3) as limited to 1095-1291, thus separate from what came before and what unfolded after. One can add to these two additional problems. The modern study of Crusader history has been shaped by Eurocentric agendas and seen through a European lens (Crusaders as medieval predecessors of European colonialists who had a mission to save the world; Europe's critique of colonialism; Crusaders as the last vestiges of Europe's Dark Age; etc.). Also, except for a few limited cases, the Arabo-Islamic narrative about the Crusades from that period is still not properly read, let alone incorporated into the modern historiography of the Crusades.

There is no doubt that the Crusader period witnessed a heightened level of religious militancy between Muslims and European Christians during the Middle Ages. However, this was not the only reality at the time. There are countless examples of religious and social tolerance, political and military alliances, and various forms of exchange (commercial, cultural, and scientific) between Muslims and Crusaders. Scholars explain away this reality of coexistence and cooperation either as political opportunism or as marginal and non-representative historical curiosity. In their totality, however, these examples form a pattern that conveys the competing agendas and strategies of different actors during the Crusader period, which continued dynamics that started much earlier in the 11th century, and lasted long after 1291. As such, Crusader scholarship has only helped us understand an aspect of the period's history in a specific geography and time, and misinformed us very badly about other aspects and about its broader reality.

My project examines examples of political/military alliances, religious tolerance and coexistence, and sharing sacred spaces between Muslims and Crusaders. My argument is that if we acknowledge the problem with the modern conventions of studying the Crusades and chart a new trajectory for studying the topic, we might construct a better narrative. The five points mentioned earlier have undermined the scholars' ability to understand the period as involving many actors with conflicting agendas and a complex web of exposures, cooperation and animosities that not only unfolded during the Crusader period, but also preceded it and endured after it. When the Crusader period is re-examined with this awareness, what is seen as exception to the dominant outlook of warfare – such as trade, political and military cooperation, religious tolerance, scientific exchange, and so on – cease to be isolated cases and become a pattern, and the military clash is reduced to another pattern.

Yet, my interest in the subject is not merely historical. I am concerned with the employment of the traditional narrative of Crusader history in the discourse of modern "White" supremacy and the polarization between the West and the Muslim World. In my opinion, the traditional historiography of the Crusades has produced a faulty narrative that has empowered "White" supremacists and those interested in pitching the West and Islamic world as permanent enemies.



Pierre MUSSO

Sciences de l'information et de la communication,
université de Rennes 2/Télécom ParisTech, France

*Communication Sciences, University of Rennes 2/
Télécom ParisTech, France*

Les métamorphoses du politique en Occident. Trois figures de « l'État-Entreprise » : Silvio Berlusconi, Donald Trump, Emmanuel Macron

Séminaire du lundi 28 mai 2018

Cette recherche en vue d'une interprétation du politique occidental contemporain, prolonge des travaux antérieurs : ouvrages sur Berlusconi et le « sarkoberlusconisme » (2004-2011), puis lors de mon séjour à l'IEA (2014-2015) menant à la publication de *La Religion industrielle* (Fayard, 2017) et le séminaire « État-Entreprise » lancé à l'IEA depuis 2015.

En l'espèce, je poursuis ma réflexion sur la religion industrielle et sa relation à la religion politique, en vue de la publication d'un ouvrage.

Pour organiser mon propos, je m'appuie sur une citation de Louis Marin à propos de la représentation politique : « Il est de l'essence du pouvoir politique de se représenter [...] La représentation est la théâtralité du pouvoir où il s'institue. Le pouvoir est la théâtralité de la représentation où il se constitue » (Louis Marin, *Politiques de la représentation*, 2005, p. 176).

Ainsi je présenterai quatre réflexions en les insérant dans le dispositif théâtral de la représentation : d'abord, « la scène » avec trois personnages politiques contemporains (Silvio Berlusconi, Donald Trump, Emmanuel Macron) ; ensuite, le premier décor, celui de la représentation politique pour interroger « sa crise » ; puis le second décor, celui de l'analyse institutionnelle pour examiner les relations de l'État et de l'Entreprise, afin de suggérer que les trois personnages incarnent une figure institutionnelle neuve, à savoir « l'État-Entreprise » ; et enfin, le fond de

scène (appelé « le lointain » au théâtre), à savoir la métamorphose de la vision du monde occidentale qui fait tenir la structure d'ensemble.

1. Les trois personnages politiques qui occupent la scène sont inattendus (disruptifs ?) et gagnent les élections, du premier coup, comme « par effraction » : Berlusconi en 1994, Trump en 2016 et Macron en 2017. Ils se présentent comme « nouveaux », « post », « anti », voire « révolutionnaires ». Dans trois pays et autant de contextes différents, ils importent le management et le récit de l'entreprise dans le champ politique en maniant des technologies de pouvoir différentes dont le marketing. Ces personnages sont omniprésents et très commentés, mais demeurent sous-analysés, comme en quête d'interprétations, au-delà des étiquettes simplistes (du type « populistes »).

2. Puis je présenterai le premier décor, soit une analyse de ce qu'est la représentation politique, dans la diversité de ses définitions et de ses éléments constitutifs, pour essayer de caractériser quelle est la spécificité de la « crise » actuelle de la représentation politique dont ces trois dirigeants sont l'expression. Elle se manifeste par une dissociation entre les deux blocs constitutifs du dispositif de la représentation, à savoir d'un côté, la présence d'une absence ou « représentation transitive » et de l'autre, le renforcement d'une présence ou « représentation réflexive » (Louis Marin). L'exaltation de la seconde par les leaders politiques s'opère sous la forme de l'hyperpersonnalisation du dirigeant mis en scène, devenant un personnage « télé-réel » (Georges Balandier) dans une démocratie du *soap opera* et du *talk-show*.

3. Ensuite, je questionnerai le deuxième décor de cette scénographie, à savoir la relation de deux institutions majeures de l'Occident – l'État et l'Entreprise – en partant d'une affirmation d'Ulrich Beck : « Le politique devient apolitique et ce qui était apolitique devient politique » (in *La Société du risque*). D'un côté, l'État se dépolitise et s'aplatit sur la gestion devenant « un organe de la rationalité technique » (Éric Weil, *Philosophie politique*) et de l'autre, l'Entreprise se politise par extension de sa sphère d'action, de sa dogmatique managériale et de sa production normative. Tout se passe comme si un transfert d'hégémonie intellectuelle et politique (au sens d'Antonio Gramsci) s'opérait entre ces deux institutions conduisant à l'émergence d'une institution hybride nouvelle, à savoir l'« État-Entreprise » dont les trois personnages politiques examinés sont d'éminents représentants.

4. Enfin, je regarderai « le lointain » de la scène théâtrale pour examiner comment cette nouvelle figure institutionnelle de l'État-Entreprise transforme la relation entre la « religion industrielle » qui est celle de l'Entreprise et la « religion politique » qui est celle de l'État. Dans mon ouvrage sur la religion industrielle, j'avais défini la religion industrielle comme la vision du monde de l'Occident. Je l'ai nommée l'« industrialisation » en tant qu'elle a été la condition de l'*industrialisation*, phénomène historique développé depuis le début du XIX^e siècle et identifiant la « modernité » de l'Occident. Sur la longue durée, une religion en a caché une autre : la religion industrielle s'est construite en coulisses, puis à côté, et enfin, « contre » la religion politique. Et si la religion politique et l'État se sont sécularisés, la religion industrielle elle, s'est métamorphosée conduisant plutôt à une « désécliarisation » de l'Occident. Depuis la Seconde Guerre mondiale, cette religion industrielle a pris la forme de la « révolution managériale » (James Burnham) et cybernétique (Norbert Wiener) dans le *cybermanagement* et s'impose au nom de l'opérationnalité.

Berlusconi, Trump et Macron apparaissent comme des figures symboliques du dogme managériale de l'efficacité et du paradigme de l'entreprise importé dans le champ politico-étatique, à l'heure d'une grande mutation technologique et après la Chute du Mur de Berlin.

Quelques références bibliographiques

- Georges Balandier, *Recherche du politique perdu*, Paris, Fayard, 2015.
- Ulrich Beck, *La Société du risque*, Paris, Flammarion. Coll. « Champs ». 2001.
- Harold Bermann, *Droit et Révolution (Law and Revolution)*, 2 vol. Univ. Aix 2002 et Fayard, 2011
- Collectif IEA de Nantes, *L'Entreprise contre l'État ?* Manucius, Paris. 2016.
- Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, Institut Gramsci, Turin. Ed. Riuniti. 1975 .
- Ernst Kantorowicz, *Les Deux corps du Roi. Œuvres*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto ». 2000.
- Pierre Legendre, *L'Autre bible de l'Occident, Le monument romano-canonique*. Paris, Fayard, 2009.
- Louis Marin, *Politiques de la représentation*, Paris, Kimé. Collège int. de philosophie. 2005.
- Pierre Musso, *Berlusconi le nouveau Prince*, 2004, Télé-politique, 2009, éd. de l'Aube ; *La Religion industrielle*, Fayard, 2017.
- Hanna F. Pitkin, *The concept Of Representation*, Berkeley. University of California press, 1972.
- Myriam Revault d'Allonnes, *Le Miroir et la scène. Ce que peut la représentation politique*, Seuil, 2016.
- Carl Schmitt, *La Notion de politique*, Paris, Flammarion. Coll. « Champs ». 2009.
- Alain Supiot, *La Gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard. 2015.
- Eric Weil, *Philosophie politique*, Paris, Librairie philosophique Jean Vrin. 1956.

Jocelyn OLCOTT

Histoire, université Duke, États-Unis

History, Duke University, USA



“IAS-Nantes exemplifies an increasingly rare breed of research institute built on the ethos that the most fruitful research environment provides the infrastructure to support intellectual explorations – the space, the seminars, the library, the administrative support – but refuses to direct or instrumentalize those explorations. Forging an intellectual community out of radical diversity of disciplines, backgrounds, and career stages, the Institute produces generative, unexpected discussions around a wide range of ideas. Although discussions over meals, seminars, and working groups have forced me repeatedly to reconsider my research questions and methods, they have given me the opportunity to make a more enduring, further-reaching intervention.”

Feminist Biography, the Decolonial Turn, and the Question of Sexuality: Concha Michel and the Cultural Politics of Mexican Maternalism

Séminaire du lundi 5 décembre 2016

How do you write a biography about someone who seems to be a chronic liar? And why on earth would anyone even try?

My fascination with Mexican folk singer and activist Concha Michel began a quarter century ago in graduate school, when, while perusing the stacks of the rare books library, I came across a 1934 pamphlet she had published – *Marxistas y “marxistas”* – arguing that the Mexican and Soviet revolutions had fallen short because of their failures to attend to what she called the “natural economy,” the economy of uncommodified caring labors, cultural production, and subsistence agricultural production. I’ve since learned a lot more about this pamphlet, among other things: that this copy is one of the few extant copies in the world, that it resulted in her definitive expulsion from the Mexican Communist Party because she refused to renounce it, and that it became the foundation of a lifetime of political thinking, writing, and activism that would gain a following among those who saw a particularly Mexican response to the liberalism that dominated 20th-century feminisms. Although Michel had died shortly before I came across this pamphlet, I tracked down her granddaughter, who had some of her papers at her home in Morelia, Michoacán. She evidently had simply dumped the contents of desk drawers and file cabinets into giant moving boxes that had remained untouched – I spent several weeks sorting through love letters and holiday cards mixed with gum wrappers, take-out pizza menus (some of which had scraps of poetry written on them), onion-skins of bureaucratic correspondence, and drafts of essays, both published and unpublished. In the years since, I have adopted what can only be described as a magpie methodology – picking up bright, shiny objects whenever I come across them, including her own writings and compositions, artistic renderings, interviews she has given over the years, and mentions of her in writings by and about more celebrated figures in her milieu, figures such as the Mexican artists Frida Kahlo and Diego Rivera, the Italian photographer Tina Modotti, and the Soviet diplomat and author Alexandra Kollontai.

Michel figured prominently in my first book, and I considered writing her biography after that but found myself stymied by the fact that I had become increasingly uncertain about a critical event in her life story, the very episode that had gained her a substantial following among Mexican feminists in the 1980s and 1990s. But more on that later. I put Concha Michel aside while I worked on another project, an article that mushroomed into a book about the 1975 United Nations International Women’s Year conference in Mexico City. While researching that project, I came across a recording that had been taken by a radio journalist covering a confrontation at the US embassy. Near the very end of two and half hours of sometimes-garbled cassette tape, I was astonished to hear the familiar, gravelly voice of Concha Michel. I knew that she’d authored a pamphlet to be released during the conference – a thoroughgoing critique of the liberal feminist concept of gender equality – but hearing her voice brought me up short. It felt like she wouldn’t quite leave me alone.

So, I've come back to Concha Michel, this time asking very different questions than I did when I first encountered her. While I first sought from her evidence of what I, at the time, considered feminism, I've since come to see her – and her episodic appeal among Mexican women – as giving voice to what was lacking in available feminisms. And while I first approached her biography by seeking definitive truths about how the facts of her life fit together, I've since become more interested in what the ambiguities and even outright falsehoods tell us about the ways many women experienced the tumultuous historical epoch that Michel witnessed. I originally came to the IAS hoping to weave this biography together with a separate project about the ways that conceptions of uncommodified labor change with major shifts in political-economic thought over the course of Michel's lifetime – from the high liberalism of the late 19th century to the neoliberalism of the late twentieth. I've since given up on that plan since the periodization simply doesn't match up and would require too much shoehorning of one into the other. Instead, two conceptual approaches have been particularly helpful in rethinking my approach to this story, both of which have emerged out of critiques of liberalism. First, perhaps ironically, the turn toward "new biography" – a subfield strongly rooted in critical feminist biography – explores fragmented, fractal individual experiences not as iconic or history-changing but rather as windows onto the intimate aspects of more generally experienced historical processes. Second, and less surprisingly, the decolonial turn in Latin American studies has demanded a far-reaching reconsideration of the most fundamental epistemological assumptions that undergird our scholarship, in particular the classificatory schemes that describe the boundaries of race, sex, and the human.

My seminar was more in the spirit of raising questions than offering explanations. I started with a description of who Concha Michel was and why she has attracted public attention over the years. In particular, the combination of her iconoclasm, her knock-on celebrity status, and her eagerness to develop social theories rooted in autochthonous Mexican cultures gained her a motley following of cultural and political activists. Next, I offered a fuller of explanation my engagements with new biography and decoloniality, with particular attention to epistemology and subject formation. Three aspects of Michel's life gave her what she considered a privileged epistemic perspective: her association with artists, her immersion in indigenous cultures, and her experiences with motherhood. Finally, I homed in on the particular role that sexuality played in Michel's thinking and writing and the ways in which it may offer an exceptionally generative – if quite vexing – area for thinking through these issues. Despite coming of political age amid Mexico City's bohemian community, characterized by erotic exploration and sexual experimentation, Michel instead hewed to the Marxist left's more puritanical positions regarding sexuality, particularly its aggressive, vitriolic attacks on sexual liberation and sexual diversity.



Michael PROVENCE

Histoire, université de Californie, États-Unis

History, University of California, USA

Chaire soutenue par la Région Pays de la Loire /
Fellowship supported by the Pays de la Loire Region

“For me, coming to IAS-Nantes was a return to a fondly remembered place. I had spent several weeks in Nantes in the summer of 2000 as a US graduate student living in Syria. At that time, I came to visit the Archives Diplomatiques and work on research that I used in my Ph.D. dissertation and first book about Syria during the 1920s. I had not been back in 17 years and I looked forward to a quiet year thinking about new projects. It turned out that the wonderful support of the Institute, the freedom to think, discuss, and learn, unhindered by the usual constraints of university life, launched me toward new and promising projects I had not even contemplated. The other fellows inspired me at every turn. It also turned out that the twin gifts of intellectual freedom and the archive collections in Nantes were far richer and more important than I could have dreamed.”

World War and Decolonization in the Arab East

Séminaire du lundi 11 décembre 2017

In July 1942, during some of the darkest days of the Second World War in Europe, British Prime Minister Winston Churchill, and Free French General Charles De Gaulle, and various senior statesmen, argued heatedly in a long series of personal and diplomatic letters on the schedule for parliamentary elections in the small country of Lebanon. After the elections took

place, French occupation authorities arrested and jailed a number of the newly elected members of parliament who they considered the favored candidates of their British allies.

A few years later, and eleven months after the end of the war in Europe, in April 1946, the last French soldiers left Syria and Lebanon. In 1920, after the end of the First World War, the League of Nations mandates system had supervised the partition of the Ottoman Empire into the British and French colonial states of Palestine, Iraq, Transjordan, Syria, and Lebanon. The mandate regimes claimed to be temporary and claimed to be based on the interests of the populations. The League of Nations charter read in part, "Certain communities formerly belonging to the Turkish Empire have reached a stage of development where their existence as independent nations can be provisionally recognized subject to the rendering of administrative advice and assistance by a Mandatory [Britain and France] until such time as they are able to stand alone." Few indeed had desired such status, and people in each of the mandate states protested vigorously during the mandates.

Finally after twenty-six years, Syrians and Lebanese were presumably free to arrange their own affairs. They were the first of the mandate states to be fully independent, but it was not a smooth process in any of the mandate states. Iraq had signed a treaty of nominal independence with Britain in 1932, but by late 1936 British officials and a few cooperative Iraqi officers had overthrown the independent government. In 1941 in the midst of the war, Britain again overthrew the Iraqi government. In May of 1941 Britain launched airstrikes and an eventual invasion of Iraq from its bases in Transjordan and Kuwait to reassert military control over the former mandate.

For Syrians the road to independence also brought more problems than it solved. Syrian politicians had negotiated and ratified an independence treaty with France in late 1936, but the French Senate, faced with political divisions, and the threat of war with Germany, declined to ratify the treaty. Like Iraq, Syria became a battlefield during the Second World War, but neither the Iraqis nor the Syrians felt much affinity with the war aims of their colonial occupiers. The month after the invasion of Iraq, in June 1941, British, Free French, and colonial forces invaded Syria and Lebanon to dislodge a French military command taking orders from the regime of Maréchal Pétain. Charles de Gaulle and Winston Churchill agreed that after the invasion Syria would be declared independent. The British government heavily censured the news from Syria since news of British soldiers fighting French soldiers was bound to be controversial. The campaigns in Iraq, Syria, and Lebanon were destructive with 15,000 dead and wounded, but were little known and immediately forgotten in Europe. Famous eye patch-wearing Israeli Defense Minister Moshe Dayan, recruited to the British Army from a Palestine mandate jail, lost his left eye fighting French soldiers in Lebanon.

By summer 1941 Britain reasserted control over Iraq, and Allied Free French forces reoccupied Syria. Oil from the British-owned Iraqi Petroleum Company resumed flowing to supply the war in Europe through a pipeline terminating in the Northern Syrian coast, and another terminating at Haifa in Palestine. The British air route to India was again secure. General de Gaulle and French officials in Syria and Lebanon came to resent intensely British intervention in Syria and Lebanon and De Gaulle himself felt Churchill aimed to cheat France out of Syria.

Faced with wide protests in Damascus and Beirut, French military officers jailed recently elected Lebanese and Syrian politicians and shelled the Syrian parliament in 1945. The crisis escalated till Churchill threatened to force the evacuation of France from Syria and Lebanon. The month after Syrian independence in May 1946, Transjordan became independent and Amir Abdallah, selected by Churchill himself in 1921, and great-grandfather of today's King Abdallah of Jordan, crowned himself King. The independence of Transjordan coincided with

the outbreak of war in Palestine, and the new British government of Clement Atlee announced its intention to evacuate and leave the problem its mandate had created to the new United Nations. Two years after the French evacuation from Syria and Lebanon, by 1948, the Palestine war had involved the entire region. The IPC stopped pumping Iraqi oil to the Haifa terminal.

The Palestine crisis destabilized the newly independent Syrian government and humiliated its small, poorly equipped army. As France and Britain left the region, the United States prepared to step in. In Damascus American ambassador James Keeley built an impressive new embassy building and ambassador's mansion. US President Truman and Secretary of State George Marshall's Plan for Europe and against the Soviet Union required new sources of oil. The American Arabian Oil Company (ARAMCO) and American engineers built a 2,200 km long oil pipeline from Saudi Arabia to the Mediterranean. The Palestine war had made Haifa impossible as a terminus, and the new, independent Syrian government refused to allow the pipeline to transit Syrian territory to the coast in Lebanon. After two and a half years of turbulent democratic independence, a Syrian colonel, backed by the American CIA based in Keeley's new embassy, overthrew the Syrian government and immediately approved the oil pipeline and signed the stalled monetary accord with France. Colonel Husni Zaim arranged a referendum on his rule, declared himself Marshal, and was overthrown and executed by his officer colleagues less than six months later. By the end of 1949, a third army coup brought another colonel, this time another CIA asset, to power leading to four years of increasing dictatorship. From the perspective of the Western intelligence agencies and their ostensible masters in Washington, Paris, and London, the western-leaning dictatorship in Syria was a successful covert outcome. The prospects for Syrians were less positive.

The preceding brief outline is the backdrop to the project I began here in Nantes. As the project unfolds, I want to investigate what phony independence and increasing covert intervention meant for Syria, its long-term political culture, and its citizens. It has been a fortuitous accident of time and research to have discovered a huge trove of unused records, leaflets, and secret intelligence documents covering nearly all aspects of Syrian party and political life, and Great Power machinations. It is no exaggeration to say that the archives at Nantes must be the richest collection for post-colonial Syrian and Lebanese history in the world. The material and the time to read, think, and digest, has already produced definitive evidence that the first US CIA coup in Middle Eastern history was not Iran in 1953 as has long been believed, but Syria in 1949. How Syrians negotiated the shoals and traps of decolonization and the dawn of the Cold War and struggled mightily to preserve their hard-won independence is a story worth telling. I am grateful to the Institut d'Études Avancées de Nantes, for the time and opportunity to research this forgotten episode in recent history.

Umamaheshwari R.

Histoire, Chercheur indépendant
en sciences sociales et journaliste, Inde

*History, Independent Social scientist
and journalist, India*



“Each day is one of discovery: of new skies, river, ecology around Loire, people, institutions, associations, books and thoughts. Every day is a day of learning something new. The space of IAS-Nantes is an inclusive and welcoming space; it is connected in special ways to institutions such as the Le Lieu Unique, the Chateau, Muse Beaux Arts, the Maison Julien Gracq, among others. The library is an interconnected one, which gives it its uniqueness, symbolising the sharing of knowledge and resources among libraries, the way it should ideally be in the world of knowledge and information. My stay has also been about learning that the language of love and camaraderie breaks narrow walls of limiting ideas and prejudices: about cultures, cuisines, ideas... The nature of our Fellowship allows for that kind of love and camaraderie to blossom and through that, the spheres of knowledge and scholarship, too, find new kinds of connecting between people and places. I my experience, falling sick (at least twice in this brief sojourn) meant that an Ethiopian family, an Italian, a Russian, a Croat, a French, a Chinese, or an Argentinian, could bring me back on feet through their love and compassion and sometimes, traditional medications! Eating food from France, or Senegal or Togo or Russia or Argentina or Cameroon (shared by Fellows) also means expanding one’s culinary canvas and thereby learning about food cultures and being accepting of food cultures, something which is currently under attack in my own country, India, where beef is banned by a supposedly “modern”

system of “law”! Being with a dog also means meeting people at the park, by the streets, making friends and learning about species of plants and trees and insects by the Loire and seeing seasons change in the brief moments spent here, from winter to spring. It is like living a small lifetime, almost. In terms of scholarship, it is an amazing experience to listen to weekly seminars on diverse subjects of research and being here is also learning about a whole new world of books, authors, poets, philosophers, writers, and musicians. It breaks the walls one sometimes tends to build around oneself and makes one expand one’s vision and heart, at the same time.”

Towards a Theory on/of Ecological and Cultural Imaginary: Communities, Landscapes, Histories and Politics of Nation in the Indian Context (Working Title)

Séminaire du lundi 4 décembre 2017

I seek to understand the ecological and cultural imaginary of the Nation, India, through some metaphors of intrusion¹ over a set of bodies, made, and made to seem necessary acts of intervention (in the past and in the present): apart from the human bodies (in the human project, the latest being numerisation of people and digitising of the economy as a simultaneous, interlinked exercise), the bodies of the rivers (dams; interlinking of all Indian rivers), agricultural fields, mountains, forests, pastoral lands; over non-human species. The dominant Nation’s imaginary is one of negations and exclusions more than acceptance, understanding and accommodation. My aim is to construct a theoretical premise based on reflexive self-engagement with some real-life, on-the-ground stories across landscapes in India, based on some conscious and some circumstantial journeys and experiencing paradoxes and ironies through people I met, sometimes lived with and sometimes interviewed. The time frame is large: starting from late 1990s to the present. An important time frame, also because of the “opening up” of Indian economy and structural reforms, as well as the upsurge in communal riots and communal assertions of the Hindu Right.

I see the Nation and the Indian Nation, as a construct, a work in progress, since the time we gained independence from British colonial rule (not colonization or colonialism, per se); it is a set of languages, or a single language, a set of discourses or a singular dominant discourse, over an official set of categories that are governanced and policed, at different times for different purposes towards an essentialised human (anthropocentric) project over several human conditions (understood differently as “development project”, “poverty alleviation programme”,

¹ But where the intrusions have been minimal for reasons to be studied, you can see metaphors that live, of a different imaginary; though nobody knows how long they shall last. These consist in languages other than those that the state speaks.

“tribal development project”, “rural development programme/project”, “population project”, “water and sanitation”, nay, “swacch bharat programme”, unique identity (Aadhar) scheme’, “river development programme”, and so on and so forth). The programmes govern or governance or police [verb] or policy [verb] over two billion people, with the people from some categories (included in the Constitution) excluded from the nation, in several ways – Scheduled Castes (SC) and Scheduled Tribes (ST)² and some Minority and few Backward Caste (BC) communities. I may touch upon (if I can fit all into the time I will have) a few stories that will bring out the paradox in a lived context of people who come largely from these communities. They happen inhabit the linguistic worlds of Kumauni, Hindi, Spiti, Telugu, Tamil, Assamese, etc.

Following are some disjointed set of thoughts that will be discussed in the course of my presentation:

- The Nation’s imaginary, has been about establishing a sense of domain and ownership and that of seeing people (especially the poor, marginalized) as beneficiaries. Or, as those whose lives must mean something for the Nation to progress. Culturally, the Nation was fixated upon some dominant Hindu ideas. Two quotes in this context are ascribed to the first Prime Minister of independent India, Jawaharlal Nehru: “If you suffer, you should suffer in the interest of the country.” And “dams are temples of modern India”. Both signify the trajectory that the Nation has taken towards establishing its “organizing principle”.
- The present Prime Minister, Narendra Modi, has, on several occasions, given the Hindu religion primacy over all others in India and hailed it as a “way of life”. But also about economic growth and technology. “In an emotionally charged town hall event at the Facebook headquarters in Menlo Park, Prime Minister Narendra Modi said he was convinced that cities of the future would be settled around optical fibre networks, and not rivers...”³ This was in year 2015. Yet of course, rivers continue to be the most intruded upon spaces where the Nation’s paternity seed is injected, time and again.

[In December last year, releasing a cheque for INR. 1,981 crores (366.85 million USD) for implementing the Polavaram multipurpose project (the contemporary dam project on Godavari river), the present Finance Minister, Arun Jaitley claimed that projects such as these lead to “social satisfaction”... This project displaces more than 300,000 people from more than 300 villages besides submerging more than 3,000 hectares of prime forest land, with an amazing biodiversity and range of animals, some listed in the Protected species list, assuring “social (and economic and water) satisfaction” to a global Petroleum and Petrochemicals investment region (\$ 3.95 billion investment) on the southern eastern coast of Andhra Pradesh state. Investors here are Reliance, Air Liquide, Eisai, Naturo, Continental Carbon, Pharmozell, etc.]

- Then there is the Interlinking of Rivers (ILR) project: a reconfiguration of not just one river but several rivers to fit into a dominant idea of “Nation” and economy. The ILR proposes

² The terms SC, ST, BC have entered into everyday language (in all regional languages of India) of people. However, interestingly, when the idea is of demanding rights from the state, this term is used. In a context of political assertion, the term dalit or dalit-bahujan is used. The excluded castes call themselves dalit (the oppressed) and the tribal communities have the self-reference of “adivasi” (indigenous/original inhabitants) or, in some regions, “girijan” (people of the forest). Incidentally, the population of SCs (2011 Government census) is 201.4 million, 16.6 per cent of the total population and the STs is 104.3 million, 8.6 per cent of the total population. And, the largest number of displaced, from “development” projects of different names and kinds – dams, mining, infrastructure development (road, housing, construction industry, national highways) – come from the categories supposed to be protected by the state, the SCs and STs and other Backward Castes (BCs), whose denominations vary per state and region.

³ At the Facebook “Q&A” held on September 27, 2015. Source: <https://in.news.yahoo.com/facebook-q-pm-modi-salute-025300433.html> [page rendue inaccessible depuis] (Report by Nandagopal Rajan, The New Indian Express).

to interlink the Indian Himalayan rivers and peninsular rivers among themselves and with each other. It is projected to transfer 334 billion cubic metres of water through construction of 30 inter-river links, involving 36 big dams, 94 tunnels, and 10,876 kilometres of canals.

- Yoga is a contemporary frame/metaphor/idiom, as well of the present Indian Nation. With a definitive sub-text, which is Hindu, in spite of all the façade of inducing a holistic well-being of a human being. When the whole nation is dictated upon to bend to Yogic postures, the frame no longer remains one of health and well-being.
- There are of course the murders and lynching of people who eat (or are suspected to have eaten) beef in a nation with many cuisines and food cultures and religions.
- In this context, I will end with some moments of protest, subversion of, and resistance to, the dominant ecological and cultural imaginary by the people in different spaces (especially a particular re-reading of a dominant Hindu mythology), and I will give a few instances of assertions of the marginalized, constantly *Talking back* to the Nation.

Felwine SARR

Économie, université Gaston Berger, Sénégal

Economy, Gaston Berger University, Senegal

Chaire soutenue par l'agence française
de développement (AFD) / *Fellowship supported
by agence française de développement (AFD)*



L'Écriture des humanités à partir de l'Afrique

Séminaire du lundi 16 octobre 2017

Notre projet de recherche part du postulat de la diversité des modes d'approches du réel selon les civilisations et les époques, la pluralité des modes de connaissance, ainsi que la relativité gnoséologique et épistémologique. Il se propose de penser la pluralité des aventures de la pensée humaine en partant de l'idée de l'égalité de principe des différentes traditions de pensée et en prenant acte de leur incommensurabilité. Ceci nous amène à envisager ces différentes traditions de pensée à partir de leurs horizons et des configurations du pensable qu'elles proposent, comme des aventures singulières de l'esprit qui se sont développées de manière parallèles et adjacentes, tributaires des cultures desquelles elles émanent.

Penser ces questions en contexte africain appelle un déplacement épistémique. Il s'agit d'intégrer la complexité des formations sociales africaines et les assumer dans leur spécificité culturelle et historique. Ce qui nécessite un travail de déplacement à l'intérieur des champs des savoirs constitués et de reprise ; un acte de penser qui porte une attention particulière à son milieu archéologique et aux tendances réelles des sociétés qu'il appréhende.

Ce projet de refondation requiert un travail de reprise dans les sciences sociales qui passe par une interrogation épistémologique sur les objets, les méthodes et le statut du savoir produit par les sciences humaines et sociales, telles qu'elles sont pratiquées sur les réalités africaines. L'obstacle majeur d'une telle démarche demeure la détermination d'un champ épistémologique, c'est-à-dire, d'objets spécifiques à appréhender, mais également des méthodes singulières pour y parvenir. Une critique récurrente adressée à la conception occidentale du savoir est qu'elle surestime les prérogatives du sujet en se fondant sur l'illusion que ce dernier, par ses seuls

moyens (raison et/ou sens) peut produire une pensée qui rende compte de la complexité du réel. Le piège de la méthodologie européenne consiste à sélectionner un critère unique pour expliquer le réel. Par ailleurs, sa démarche se fonde sur la volonté de produire en matière de connaissance une réalité exclusivement soumise au constat de l'expérience et au débat de la raison. La fécondité de la démarche méthodologique basée sur le principe du tiers exclu¹ sera interrogée. Celle-ci, pour appréhender le réel, distingue le sujet de l'objet. La ponctualisation de l'objet et le découpage de la réalité en infimes portions, que l'on tente ensuite de recoudre. Elle relève d'un positivisme résiduel dans la tradition gnoséologique occidentale, héritière d'un atomisme qui date de deux mille ans. Cette démarche a été utile pour le développement de la physique et des sciences exactes ; mais se révèle inféconde lorsqu'il s'agit des sciences humaines et sociales, car les objets étudiés ont une épaisseur et le sujet n'est pas disjoint de l'objet. Comme pour la physique quantique, la position de l'observateur modifie la chose observée.

Mais de manière plus fondamentale, il s'agit d'accéder à une connaissance plus approfondie des sociétés et cultures africaines, parce que fondée aussi sur leurs propres critères gnoséologiques. Pour cela, il est nécessaire de prendre en charge d'autres modes d'appréhension de la réalité, que le savoir scientifique tel qu'il s'est constitué jusque-là. L'exploration de territoires relativement inabordés que sont les ontomythologies et les épistémogonies africaines, ouvre à une meilleure prise en charge de savoirs divers, ayant assuré la pérennité des sociétés africaines. Il s'agit d'explorer les possibilités qu'offrent les autres formes de savoirs et d'appréhension du réel. Ceux-ci constituent des modes de connaissance qui ont démontré leurs qualités opératoires sur la longue durée, dans divers domaines de l'activité humaine : savoirs thérapeutiques, environnementaux, savoir-faire techniques, savoirs sociaux, historiques, psychologiques, économiques, agronomiques. Ces savoirs ont assuré la survie, la croissance et la pérennité des sociétés africaines. Pour les mobiliser, explorer les cosmogonies, les mythes, les expressions culturelles diverses, ainsi que les ressources linguistiques africaines est nécessaire.

Il s'agira aussi d'engager un débat autour d'une théorie de la connaissance bornée par les limites de la vision occidentale de ce qu'est un savoir, en interrogeant l'exclusivité de l'épistémologocentrique, et l'arraisonement des modes d'intelligibilité par le seul mode de la pensée écrite. Cette interrogation reprend à sa racine la question de la connaissance. Il s'agit de penser à nouveau les conditions de possibilité d'un savoir. Que puis-je connaître est la question que pose Kant dans sa *Critique de la raison pure* ? Comment une connaissance est-elle possible ? Ces questions ont défini la physique et la métaphysique au XVIII^e siècle.

Des questions que l'on pourrait se poser ou reposer pourraient être celles-ci : Peut-on accéder à une connaissance en dehors de l'expérience ? Peut accéder à une connaissance par le sensible ? Que nous apprennent arts et les formes de pensée non discursive du réel ? Peut-on procéder à une épistémologie du sensible ?

Cette interrogation sur le savoir devra s'approfondir en pensant les objets de la quête épistémologique mais aussi ses modalités d'appréhension de la réalité. Expliquer, depuis Aristote à consister à élucider les causes ou à remonter à la cause première. Considérer que l'explication est la seule façon de penser le monde est un parti pris. La pensée de la causalité linéaire à une butée, c'est la cause première. La pensée complexe (Morin) et dialogique a permis de relativiser ce mode d'appréhension de la réalité en indiquant ses limites.

¹ Cette conception est également remise en cause au sein de l'épistémè occidentale par les tenants de la physique quantique et par des penseurs comme Nicholas Georgescu-Roegen promoteur de la transdisciplinarité et du principe du tiers inclus.

L'Intelligence humaine réside dans la capacité de passer à travers les différents possibles de la pensée, à les comprendre l'un et l'autre, et à les faire dialoguer. L'objectif n'est point cependant de résoudre l'écart des différentes approches du savoir et du réel par une dialectique unitaire et convergente. Il ne s'agira pas d'une recherche systématique d'une vérité ultime, ni d'une synthèse, mais de faire communiquer ces possibles afin de produire de l'intelligible à partir de leur auto-réfléchissement.



Gerardo SERRA

Histoire, université du Sussex, Royaume-Uni

History, University of Sussex, United Kingdom

Chaire soutenue par l'université de Nantes /
Fellowship supported by the University of Nantes

“I am extremely grateful to the Institute for providing me with the three most desirable preconditions for undertaking research: relief from teaching and administrative duties, unconditional intellectual freedom, and a vibrant intellectual community. Over the past few months I have had an invaluable chance to learn from colleagues who work in a wide range of fields. Few things are more exciting than discovering surprising analogies in seemingly antithetically different projects, and be challenged with concepts, methods and perspectives outside one’s own field of specialization. As a young Africanist trained in the United Kingdom, the encounter with African scholars from countries like Cameroon, Senegal and Togo has proven to be particularly enriching and meaningful. I would recommend a fellowship at IAS-Nantes to anyone who is willing to live immersed in critical reflection and stimulating dialogues.”

Numbers and Political Imagination: Counting People in 1960s Ghana and Nigeria

Séminaire du lundi 22 janvier 2018

Introduction

The presentation reconstructs the history of population counting in 1960s Ghana and Nigeria. Newly independent states came to see the collection of demographic statistics as an important precondition of “planned” economic and social modernization. However, this notion hides a much more interesting (and ambivalent) story, in which census-taking can be used to problematize the relationship between the construction of statistics and the process of imagining the nation-state.

In contrast with much historical and sociological literature on this theme, focusing on identification, classification, and quantification as the main “channels” through which statistics “makes” reality (rather than just describing it), the analysis presented stresses the importance of trust. This is done by documenting the ways in which states were trying to gain the trust of their citizens in connection with the count, and by interrogating the political and epistemic conditions that make public numbers “trustworthy” in a given context. It is argued that in this way we can gain a more holistic understanding of the ways in which the discourse and practice of population counting acquires political connotations.

Secondly, this emphasis on trust results in an expansion of the sites of historical observation traditionally associated with the historical sociology on population data and state formation. Specifically, rather than confining the story to statistical offices and other “centres of calculation”, the census is followed through other crucial sites of nation-making, like schools and the press.

“Hail the census night”: Ghana (1960)

As the first colony in Sub-Saharan Africa to gain independence from British rule (in March 1957), Ghana incarnated the hopes of the continent. Between 1957 and 1966, when a military coup put an end to the rule of Kwame Nkrumah, the state embarked on a radical attempt to guide the transformation of the country from a cocoa exporter to a planned and industrialized economy¹. In a country where the possibility of obtaining accurate population returns had been severely hindered by people’s distrust in the colonial government, the 1960 population census saw the organization of a capillary education campaign in schools and in the press. However, the census took place at an ambivalent juncture in the political history of the country, when the Convention People’s Party, which had led the country to independence, was experiencing the transition from “mass party” to authoritarian socialist regime.

¹ The first part of the seminar is based on a chapter of the book I’m currently writing. The monograph is a re-elaboration of my PhD thesis. Entitled *Marching with the Times: Economics, Statistics and Political Imagination in Ghana, 1948-1966*, the book analyses how the work of economists and statisticians shaped the transformation of Ghana from colonial economy to socialist one-party state. From this point of view, the census is only one small part of this transformation – other processes studied include the construction of household budget surveys, development planning, and the teaching of different varieties of socialist and Marxist economics.

On the basis of archival material collected in Britain and in Ghana, the presentation dissects the iconographies emerging from the so-called “Census Education and Enlightenment Campaign” to make two interventions. Firstly, complementing James Ferguson’s understanding of “development discourse” as an “anti-politics machine”, it is argued that the possibility of making the people of Ghana “census minded” depended on the construction of a much richer set of inherently political representations about the nature of the postcolonial state. Secondly, it shows the importance of critically interrogating the political implications acquired by the reception of global statistical practices. It does so by documenting the ways in which the international standards promoted by the United Nations acquired new meanings through their reception in the Ghanaian political context.

Distrust in numbers: Nigeria (1962-1964)

In Africa’s most populous country, the undertaking of a national census has always been a daunting task, testing the administrative, financial and technical possibilities of the state². As a consequence of Nigeria’s federal structure, the census has often been at the centre of fierce struggles about parliamentary representation, taxation, provision of social services, and the creation of new states.

This part of the presentation focuses on the turbulent years of the first postcolonial government (1960-1966), when the hopes of independence and national unity were strained by political volatility and ethnic polarization. The results of the 1962 census, the first one after independence, were nullified amidst rumours of deliberate inflation and falsification in some regions to ensure a higher number of seats in the Federal parliament. The results of the count that followed, in 1963, were eventually accepted by the Government but, far from being uncontroversial, they exasperated the tensions between the North and the East. Several historians noted that the census crisis accelerated the process that resulted in the East’s secession, and the Biafra war. It is shown that, by studying the narratives constructed in the public sphere about the census, it is possible to enrich our understanding of the political culture of early postcolonial Nigeria.

Conclusions

The story of Ghana’s first postcolonial census allows to reflect on the ambivalent political space in which the technocratic language of development and authoritarianism meet and shape each other. The troubled evolution of population counting during Nigeria’s first independent government invites considerations on the political conditions that shape people’s incentives to falsify the numbers, and to create specific narratives attached to them. But the point is not to present a comparative history of census-taking in these two countries. Rather, it is hoped that a dissection of these processes can enrich our understanding of the African state in the 1960s, while expanding the range of ways in which we can interrogate the “political” nature of quantification.

² This part of the talk is informed by a new research project that I hope to develop over the next few years. The book I am imagining is conceived as a series of historical ethnographies, covering all the censuses undertaken since the 1950s (1952-53, 1962, 1963, 1973, 1991, 2006, 2018). It should be noted that the relevant archival and ethnographic fieldwork for this project has not been undertaken yet, and thus this part of the presentation relies mostly on a critical analysis of published sources collected in British and American libraries and archives.

Esha SHAH

Études de la Science et de la technologie,
université de Wageninge, Pays-Bas

*Science and Technology studies,
Wageningen University, the Netherlands*



“From my 14th floor apartment, looking at Loire changing colors every morning, while intensely thinking about my work on the history and philosophy of subjectivity here at IAS-Nantes, I often felt blissful. The reason for this feeling of bliss is the gift of freedom and time one gets here at IAS-Nantes to read, think, debate and write – the essential parts of “becoming” an intellectual and an academic. The feeling of bliss reminded me every morning how such space for reflection has significantly shrunk in the neo-liberalized University environment all over the world and how precious this gift of freedom and time to think and write has been. The experience of the time spent here at IAS-Nantes (the emotional and intellectual comradery with other fellows being the core part of it) and the time I got to shape my new project (along with the magnificent images of Lior) will remain part of my affective and intellectual self for a long time to come.”

“Becoming” a Revolutionary Affective History of the Naxalite Movement in West Bengal (1967-1977)

Séminaire du lundi 9 avril 2018

How can we write history of a human subject coming into being in a myriad of its forms? How do we understand the formation of subjectivity in relation to the modes of (political/scientific) rationality? These are the overarching question I have explored in my recent work. My work-in-progress at IAS-Nantes pursues these questions through writing an affective history of the Naxalite movement in parts of India since the 1960s. In this project, I am particularly exploring the following questions: How should we understand the nature and formation of the political activist-subject as psycho-social phenomena? Who is the agentic self? How is it formed and how is it intertwined with the making of the political? This work-in-progress is partly an attempt at writing an “intimate (and alternative) history” of the left politics in India, and it also forms a part of my ongoing work on the history of middle class activism in India. This presentation will specifically focus on the state of West Bengal, but in its final form the project will also include the ongoing Naxalite struggles in the states of Bihar and Andhra Pradesh.

The origin of the Naxalite (also known as Naxalpanthy or Naxalbari) movement is often traced to a singular incident in 1967 of a clash between armed peasants and the police in the Naxalbari area of northern West Bengal. The peasant upsurge eventually sparked a movement led by the newly formed CPI (Marxist-Leninist) of India and is described by scholars and activists as the most radical, far left, socio-political upheaval in post-independent India that fundamentally broke away from the politics of Nehruvian socialism and mainstream (parliamentary) communist parties by idealizing pro-poor, agrarian, armed revolution. The phase of the movement I am concerned with in this presentation (1967-1977) was eventually crushed by the organized might of the state machinery, though its political and cultural ramifications continue till today. Incidentally, this was also historically the time of redefinition of Marxist theory and the widespread mobilization of students and youth against state power in many parts of the world, as in the students’ movements in France, anti-Vietnam war protests in the United States, and various leftist radical movements in Latin America and Asia. In general, the Naxalbari shared this common thread of worldwide radical leftist politics. But locally, this was also the time when the already split Communist Party of India into CPI and CPI (M) had undergone a further split into CPI (Marxist-Leninist) that embraced Leninism and Mao Tse-Tung thought. Charu Mazumdar became the undisputed ideologue of the CPI (ML) and under his leadership the Naxalbari movement took a political line of khatam or the annihilation of class enemies by forming conspirational guerilla armed units made of urban middle class youth and peasants. It is estimated that anywhere between 15,000 to 20,000 students from elite higher education institutions, including many schools were recruited as professional revolutionaries. These educated, city-bred, youth (largely male but also some female) from Bengal’s bhadrak (cultured, educated, and intellectual, if not always wealthier, middle class) armed with Mao’s Red Book left homes to de-class and integrate with peasantry. By 1971, a few months after the CPI (M) won the state legislature elections, thousands of the first cadre of Naxalites and their sympathizers were picked up by the security forces, unlawfully imprisoned without trial, some of them were reported to have been tortured for a prolonged period of time, some were killed in illegal custody, and some others were killed in “encounters” (extra-judicial killings). Subsequently, many middle class activists raised doubts about

the annihilation policy and withdrew from the movement. And after years of lobbying by the civil liberties organizations the elected Left front CPI (M) government released all surviving political prisoners in 1977.

Over a span of half a century various historiographic and academic studies have analyzed the cause, nature and impact of the movement. A number of novels, films, legends, and stories have portrayed and remembered the Naxalite figure in diverse ways as emblematic of youthful rebellion, heroism, self-sacrifice, revolutionary valor, and even of misguided violence, terror and adventure. Despite this significant core of academic and popular literature on the Naxalite figure, the revolutionary subjectivity is only rarely theorized. Only recently, two substantial feminist studies have come out that adopt gender as an analytical tool to critically analyze the discursive formation of the female (and by relation male) revolutionary subjectivity, and also memory and identity (Roy 2011, Roy 2012).

According to Charu Mazumdar, for the Naxalite movement to be successful the revolutionary men had to undergo a transformation of character and grow into a personality that he named as “new man”. The primary qualities of these “new men” were self-control, self-sacrifice, bravery on the face of adversity, self-abnegation, and the ability to endure suffering and hardships. These normative attributes about “new man” were deeply gendered in the sense that they were based on the repudiation of femininity as weakness, a threat of emasculation. In different forms, both feminist scholars discuss how in contrast to the idealized “new man” that provided the ordinary middle class man a potent figure to identify with, the discourses on the heroic femininity expected women to repudiate the feminine for the sake of political agency, and at the same time, they privileged cultural repertoire of sacrificial motherhood, domesticity and nurturing as feminine realms. These normative and idealized discursive forms of revolutionary masculinity and femininity not only reflected the pervasive gendering of the political but also constructed the individual identity of the revolutionaries and the collective memory of the movement.

These excellent her-stories of the movement, however, reduce the entirety of the revolutionary subjectivity to gender differences and to representational economies of power-knowledge complexes. My own concern is articulated by the question that Seyla Benhabib forcefully asks: How can one be constituted by discourse without being determined by it? What psychic, intellectual, or other sources of creativity and resistance must we attribute to human subjects for such variation to be possible? The Foucauldian notion of the discursive construction of the subject fails to take into consideration the dialectics between the external norm and the interiority of desire and the element of indeterminacy that desire, and by that means, conscience introduces in the “becoming” of the subject.

By closely reading two, recently published, (auto) biographies of the male Naxalites (Simeon 2010, Das 2015), I will attempt to partially explain two core aspects of the revolutionary subjectivity that the discursive frame do not engage with. Firstly, I will adopt Theodor Adorno’s reworking of Freud’s original thesis on group psychology to reflect on the blind faith in the Cause of revolution, in the Party and the extreme identification with the leader figure Charu Mazumdar as core elements of the Naxalite subjectivity. Adorno discusses group psychology to show how the bond that converts individuals into a mass or a group, which Freud called “brother-horde”, is of a libidinal (erotic) nature. Re-reading two (auto) biographies, I will first map the intricacies of the making of the brother-horde in the radicalized student spaces in Delhi and Kolkata. And then I will discuss how and why two of our revolutionary heroes (Abhijit Das and one of the protagonists of Dilip Simeon’s autobiographical novel) break out of the libidinal ties and the normative ideal and how their “manliness” was reworked in the inter-subjective relational spaces.

The second core aspect pertains to the powerful capacity for self-sacrifice expressed in the quest for heroism and martyrdom so demonstrated by some Naxalites. After 1972, a substantial number of incarcerated Naxalites refused all legal assistance to get the bail because Mazumdar had instructed the prisoners to concentrate on jailbreaking instead of availing bourgeois legal maneuverings. Abhijit Das narrates several incidents of failed jailbreaks by the incarcerated male Naxalites whom he knew and the severe and gory incidents of torture they suffered in the jail. Both Foucauldian and Adorno's reading of Freud, are insufficient to explain what makes it possible to inflict such extreme pain on one's body in the name of self-sacrifice, martyrdom, and heroism. Reading existential philosophies (Otto Rank, Earnest Becker, Thucydides) I will attempt some thoughts on how the quest for immortality, meaning, and purpose would have shaped this core aspect of the Naxalite subjectivity.

I will be further exploring the themes of empathy, solidarity and altruism in the next chapters which will not be part of this presentation.

References

Das, Abhijit, *Footprints of Footsoliders: Experiences and Recollections of the Naxalite Movement in Eastern India 1960s and 70's*, Kolkatta: Setu Prakashani, 2015.

Roy, Mallarika, *Gender and Radical Politics in India: Magical Moments of Naxalbari (1967-1975)*, New York: Routledge, 2011.

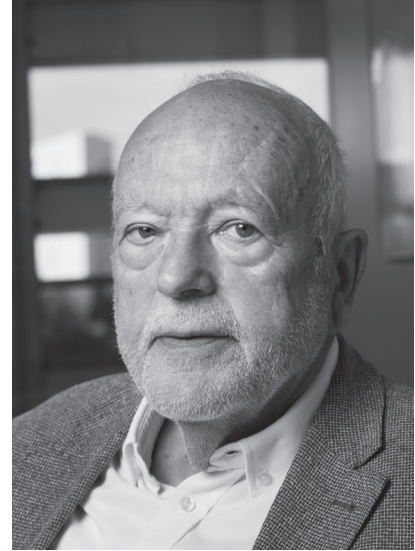
Roy, Srila, *Remebering Revolution: Gender, Violence, and Subjectivity in India's Naxalbari Movement*, Delhi: Oxford University Press, 2012.

Simeon, Dilip, *Revolution Highway*, Gurgaon: Penguin Books, 2010.

Gerd SPITTLER

Anthropologie, université de Bayreuth, Allemagne

Anthropology, University of Bayreuth, Germany



« Celui qui connaît d'autres Instituts d'études avancées (par exemple le Wissenschaftskolleg à Berlin) trouve beaucoup de ressemblances dans ces lieux privilégiés : une communauté de fellows (résidents) avec leurs familles où chacun a son projet de recherche mais où les séminaires communs et les discussions informelles enrichissent l'approche individuelle, des services bibliothèques et IT excellents, un accueil chaleureux et compétent, des repas en commun qui offrent des surprises et stimulent la discussion. Au-delà de tout cela, je me suis surtout intéressé à l'IEA pour ce qui est différent : parler français au lieu de l'anglais, rencontrer beaucoup de chercheurs du Sud avec des perspectives différentes. Je ne fus pas déçu, bien que l'anglais, même ici, s'impose de plus en plus.

La ville de Nantes m'a surpris. Un étranger s'attend à ce que la vie culturelle et intellectuelle en France se concentre à Paris, tandis que la province est bonne pour passer ses vacances. Contre toute attente la vie culturelle à Nantes est si riche qu'on pourrait passer tout son temps à en profiter. Un Allemand qui croit que l'Allemagne représente l'avant-garde en matière d'écologie devient modeste quand il fait l'expérience du système de transport à Nantes où sont privilégiés le transport public, les piétons et les cyclistes. Un Allemand à Nantes est aussi confronté à l'histoire de l'Occupation (Cinquante Otages) et s'étonne de la bonne volonté de réconciliation qui s'exprime dans les dénominations d'une rue Konrad Adenauer et d'un pont Willy Brandt. »

De combien d'objets l'homme a-t-il besoin ? La culture matérielle des Touaregs Kel Ewey

Séminaire du lundi 18 décembre 2017

Un Touareg ne possède en moyenne que 130 objets, un Allemand 10 000. La question qui m'occupe à l'IEA et en dehors est la suivante : que signifie cela pour les Touaregs : pauvreté, sous-développement, travail pénible ou modestie, simplicité, travail réduit, satisfaction ou bonheur ?

Les objets des Touaregs

Dans cette première partie je montrerai des diapositives sur l'utilisation des objets possédés par les Touaregs. Dans la deuxième partie suit l'interprétation : les théories endogènes et extérieures.

Les grands récits sur la civilisation

À Timia même, il y a une opposition entre le civilisé et le non civilisé/sauvage. C'est une opposition très répandue dans l'histoire intellectuelle. Déjà l'Antiquité connaissait l'opposition entre les Grecs civilisés et les barbares (origine du mot Berbères). L'évolutionnisme du XIX^e siècle a interprété cela comme des étapes dans une évolution qui commençait par les sauvages et menait par les barbares à la civilisation anglo-américaine. Les caractéristiques étaient l'existence de l'état, de la loi, d'un mode de vie urbain, d'une éthique de travail, de l'écriture, de l'art, du monothéisme, de la monogamie, et du confort. La sauvagerie se caractérisait par l'anarchie, l'absence d'écriture, le fétichisme et la superstition, la promiscuité, la paresse et la misère.

Depuis le XIX^e siècle les théories ont changé. Une des plus connues est celle de Norbert Elias sur le « Processus de la civilisation » (1939 en allemand, 1974-1975 en français). Aujourd'hui on parle plutôt de modernité et de tradition, ainsi que de développement. Mais il reste toujours cette dichotomie entre le primitif et le civilisé.

Cependant, cette valorisation de la civilisation est depuis toujours accompagnée d'une valorisation du primitif, du bon sauvage. Depuis l'Antiquité nous trouvons l'éloge de l'Arcadie, d'un monde bucolique. Théocrite (316-250 av. J.-C.) est peut-être le premier à le décrire. Cette valorisation du primitif est souvent critiquée comme pure projection sans aucun rapport avec la réalité. En effet si l'on prend comme exemple la littérature bucolique de deux millénaires, on doit constater qu'elle ne considère pas que le monde d'un berger ou d'une bergère mais est avant tout un monde de travail.

Le fait qu'il y ait toutes sortes de projections ne devrait pas nous faire oublier qu'il y a une part de vérité dans ces descriptions. Comme je viens de le décrire, les chansons et les flûtes jouent leur rôle chez les bergers Kel Ewey qui ont une relation avec leurs animaux qui dépasse l'utilité pure et simple.

Les théories endogènes des Kel Ewey

Ces théories de civilisation, soit celle de l'Antiquité, soit l'évolutionnisme du XIX^e siècle, soit le processus de civilisation de Norbert Elias sont des grands récits ; ils nous fascinent et ils stimulent notre fantaisie. Mais est-ce qu'ils peuvent expliquer le cours de l'histoire et servir de cadres pour comparer les différentes sociétés ? Nous devons les étudier parce que ce sont eux qui ont formé les esprits dans l'histoire et qui continuent de les former. Mais nous ne devons pas les prendre comme cadre de référence pour nous-mêmes.

Je pense que nous devrions être plus modestes. Nous devrions prendre en considération les réflexions des Touaregs eux-mêmes et pas seulement les théories de l'extérieur. Et nous devrions nous référer à des théories de moyenne portée qui sont moins ambitieuses mais qui contribuent peut-être mieux à comprendre la réalité.

Commençons par les théories endogènes des Touaregs.

Commençons par ce qu'on pourrait attendre comme vision du monde mais qui ne s'y trouve pas. On pourrait s'attendre à ce que le peu d'objets qu'ils possèdent soit un signe de pauvreté. C'est certainement le cas du point de vue européen mais pas du point de vue des Kel Ewey. La pauvreté y existe mais on n'est pas pauvre parce qu'on possède peu d'objets. On est pauvre parce qu'on ne possède pas de chameaux et de chèvres, parce qu'on les a perdus pendant une sécheresse. On est pauvre parce qu'on a perdu son mari ou sa femme ou ses parents. On est pauvre parce qu'on n'a pas d'enfants.

On pourrait peut-être s'attendre à ce que les Kel Ewey soient modestes dans leurs besoins, parce qu'ils ne connaissent pas un autre monde et d'autres objets que ce qu'ils trouvent dans leur montagne désertique. Mais bien au contraire : les caravaniers connaissent bien le monde Hausa, y compris la ville de Kano, qui compte plus d'un million d'habitants. C'est là qu'ils achètent l'allascho, leur vêtement le plus précieux. Et leurs bijoux d'agate qui viennent de l'Europe, de l'Inde et de l'Amérique du Sud.

Les Kel Ewey vivent dans le Sahara. Mais ils ne prennent pas la fuite pour aller en Europe. Les jeunes hommes pratiquent souvent la migration du travail dans les pays voisins, par exemple au Nigeria, en Algérie et en Libye. Mais ils retournent tous à Timia.

Quelle est donc leur conception du monde en ce qui concerne la possession des objets ?

Il n'y a pas un progrès continu dans la vie d'une personne ou dans l'histoire mais on reconnaît et accepte plutôt des cycles. Il y a le quotidien et la fête, la sécheresse et l'abondance, la pauvreté et la richesse. Tout cela fait partie de la vie humaine. Dans le quotidien, les objets sont usés, réparés, nous donnant, à nous, l'impression de la misère.

Les Kel Ewey respectent l'individualité mais ils ne l'expriment pas par un changement quotidien de vêtement et de repas. Le repas simple de tous les jours est le repas parfait parce qu'il est nourrissant, sain et bon. On n'a pas besoin de changer, comme les Européens qui piquent comme un oiseau ici et là. Ce sont donc eux qui sont civilisés ; et les Européens sont des primitifs proches des animaux.

Il existe un autre phénomène qui contribue à limiter le nombre des objets possédés : l'économie du partage. On mange ensemble dans le même plat. Chacun a sa cuillère, mais il n'y a pas d'assiettes. Parmi les 30 000 objets inventoriés à Timia il n'y a que deux fourchettes

et deux assiettes. Par contre il y a 165 cuillères pour 27 personnes, parce qu'on doit toujours être prêts à partager un repas avec des gens qui passent. Chaque fiancée porte lors de son mariage des bijoux précieux sur sa tête. Mais il n'y a que 4 ensembles de ces bijoux à Timia qui circulent pour chaque mariage.

Conclusion

La théorie de l'économie de partage a surtout été développée et appliquée dans l'analyse des sociétés de chasseurs et de cueilleurs, où le principe du partage est le fondement de la société. Il est intéressant que le principe du partage soit souvent appliqué dans nos sociétés aussi. Depuis quelques années, des analyses théoriques lui sont consacrées. Les plus intéressantes lient le phénomène moderne au partage des chasseurs-cueilleurs. Elles montrent les parallèles et les différences et elles rendent profitables les expériences des chasseurs-cueilleurs pour l'analyse des sociétés dites capitalistes. Ces auteurs ont l'audace de quitter les classifications établies entre économies capitalistes et non capitalistes. Et de comparer des sociétés qui, à première vue, ne sont pas comparables.

C'est dans le même esprit que je cherche à réaliser mes deux projets à l'IEA : la culture matérielle des Touaregs et l'anthropologie du travail. Les deux projets traitent des thèmes différents : travail et culture matérielle. Ils sont liés par une perspective commune. Dans les deux cas, il s'agit de décrire et d'analyser des phénomènes qui appartiennent plutôt au Sud dans le but de les comparer avec le Nord. Cette comparaison ne part ni d'une dichotomie ni d'une insuffisance du Sud mais d'une comparaison sur un niveau égal. La culture matérielle des Kel Ewey n'est pas décrite comme pauvre ou non-évoluée, mais elle est prise au sérieux et comparée à titre égal.

Beata STAWARSKA

Philosophie, université de l'Oregon, États-Unis

Philosophy, University of Oregon, USA



“I feel extremely privileged to be part of the intellectual community at IAS-Nantes. I came to Nantes to work on a book devoted to Saussurean linguistics and have made good progress on this project. However, the most exciting if somewhat unexpected research development took shape of a new project on the moral and political significance of violence I hope to pursue in collaboration with other fellows in the future, across many continents. IAS-Nantes is a creative laboratory of thought within a truly diverse world-class community, and it inspires and challenges us to think about our social responsibility as scholars within a shared world.”

The Canon and the Critique. One Hundred Years of the Course in General Linguistics

Séminaire du lundi 29 janvier 2018

The Course in General Linguistics belongs to the contemporary canon of Great Books. Originally published in 1916, this important text has remained a classic for over one hundred years due to its foundational role in the development of structural methods within the humanities (philosophy, anthropology, linguistics, psychoanalysis, literary theory). The main premise of the Course is that cultural signification can be studied in terms of relatively autonomous and self-organizing sign systems situated within the social world. Thanks to this broad focus on signification, the Course made it possible to study the ensemble of human culture in a systematic, comprehensive, and scientifically rigorous manner. Whatever the specialized disciplinary focus

adopted within the humanities: language in linguistics, literature in literary studies, kinship structures in anthropology, or neurotic symptoms in psychoanalysis, the scientists can deploy the same conceptual apparatus to explain the basic structures of cultural signification.

The basic conceptual apparatus introduced in the Course includes a set of oppositional pairings between the signifying and the signified facets of a sign (also called the signifier and the signified); language system (*la langue*) and speech (*la parole*); and synchrony and diachrony. The linguistic sign (such as the word tree) is a complex signifying entity made up of two distinguishable and interrelated facets: a mental representation of a graphic and/or an acoustic sign and a signified idea. Individual signs acquire signification chiefly by means of contrastive relations to other signs in the language system. The language system evolves over time (diachrony indicates a passage over time) but can be studied via a temporal snapshot of language (synchro-ny indicates a relatively stable arrangement operating at the same time). A properly scientific understanding of language focuses on the systemic and synchronous organization of signs; the actual occurrences of speaking to one another and the many mutations affecting language over time are excluded in order to identify a relatively fixed and autonomous sign system. A structuralist approach to language assumes therefore that cultural signification can be studied like an object within traditional physical sciences: independently of language users and/or observers, and out of the bonds of time.

The Course carries an over one hundred years long legacy of structuralist study of cultural signification. In the last decades, scholars have critiqued and complicated the received structuralist view and challenged the legitimacy of the Course itself. The Course was widely believed to be a simple recast of Ferdinand de Saussure's lectures on general linguistics delivered at the U. of Geneva between 1907 and 1909. However, the Course was authored and published after Saussure's death by two Genevan linguists (Charles Bally and Albert Sechehaye) who did not attend the lectures on general linguistics and who actively prevented the students who did from publishing their own lecture notes. Albert Riedlinger, a student who did attend the lectures collaborated in the book writing process but later expressed profound disappointment with the final product. Furthermore, critical editions of the Course (Godel, 1957; Engler, 1989) document multiple discrepancies between this posthumous edition and the student lecture notes. Finally, in the recent years, scholars gained access to a set of newly discovered writings by Saussure himself that offer additional insight into his understanding of general linguistic study (published as *Writings in General Linguistics*, 2006 [2002]). These writings complement previously published student lecture notes (Komatsu and Harris, 1993; 1996; 1997).

Thanks to the existence of these critical works and direct access to historically authentic texts, it is now possible to develop an empirically based understanding of Saussure's general linguistics and to re-assess the validity of the Course. In my work (Stawarska, 2015), I have probed an interpretation of Saussure's linguistics as linguistic phenomenology, a study of linguistic experience situated at the intersection of expression in the present and historically sedimented signification. In my presentation, I offer a glimpse into the posthumous process of writing and receiving the Course as official Saussurian doctrine. I document that the editors/ghostwriters of the Course wrote the book in Saussure's name and that they subsequently authored several essays and extensive book reviews of the same Course where they actively reinforced the validity of a doctrinal and dogmatic understanding of general linguistics. Notably, the editors inserted apocryphal axiom-like statements into the Course and subsequently cited them as the master's own word; this process served to cement the idea that the language system (*la langue*) is a self-standing object independent of speech (*la parole*) as well as of sociality and history. In conclusion, I gesture toward an alternative understanding of language, grounded in Saussure's own writings, as a sociohistorical process of cultural signification that is open to social critique and social change.

Lakshmi SUBRAMANIAN

Histoire, Centre for Studies in Social Sciences, Inde

History, Centre for Studies in Social Sciences, India



“In one word, the arrangements are perfect and cannot be bettered. I have been struck by the cooperation of everyone at every level, from the reception to the library to the club, I have been impressed and touched by the genuineness of the working culture that goes to make the IAS-Nantes so special. I have enjoyed the meals, the ambience, the food, the company and have benefited from library and technical support. I have never had occasion to remind them even once with my requests. It has been a privilege to have worked here and to be associated as a fellow and I hope I can do what it takes to ensure the continued vitality of the place.”

Masters and Servants in an 18th century Indian port city: Readings from a colonial archive

Séminaire du lundi 26 mars 2018

This presentation takes its cue from two murders that happened in 1800 in the port city of Surat in western India, once known for its robust commercial and financial networks. It explores the possibilities of writing about servitude and slavery and also tries to reconstruct the social history of the relations between masters and servants in elite/merchant households. The empirical aspect of the study is only tangentially related to my larger work on the ideas, languages and protocols of trust in Indian commercial society in the period of transition from late Mughal to British rule and the extent to which these changed and adapted to new conven-

tions and pressures under the early colonial dispensation. However, it squarely confronts the larger problem of history writing and the archive and is something that I wish to foreground in my larger project as well.

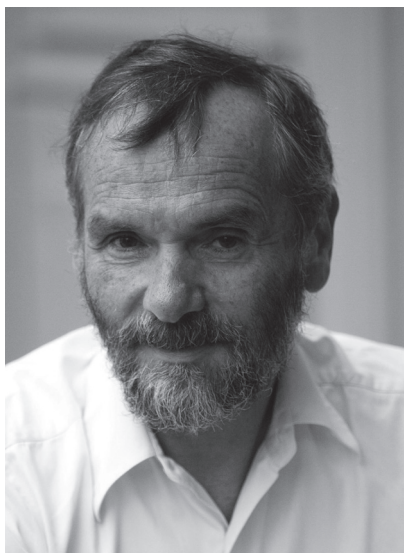
The emphasis on trust and reciprocity as undergirding commercial transactions in a sense was not exceptional; merchant networks in the Mediterranean and in the Indian Ocean, especially those relying on the operations of agents overseas, made full use of reputation mechanisms (Greif) to ensure contractual obligations. In the Indian context, trust and reputation, credit and honour seems to have had an exaggerated archival life in the period that I study, especially regarding the ways merchants represented themselves before the new rulers and the manner in which the latter understood these claims before endorsing them or dismissing them altogether. To that extent, my project grapples with the challenges of working with a colonial archive and with positioning the categories they produced and reproduced within the larger narrative of empire and the new bureaucratic forms that were set in place. If trust and reciprocity were deployed as rhetorical strategies by local society in their representations of fidelity and loyalty to the state, the selective appropriation of the same categories was equally relevant in the colonial state's construction of a benign form of slavery and domestic servitude in India that did not warrant the same extent of regulation or abolition.

This paper by focusing on two specific events considers the archive's interventions in the production of categories such as trust, intimacy, and the sanctity of domestic space by looking at its reportage of two eccentric episodes of social violence in elite and merchant households respectively. I hope to tell the stories of two trials to speak about the constant iteration of ideas of trust and intimacy that could be subsequently pressed into the service of effective local governance on the one hand, and of selective anti-slavery and abolitionist politics on the other.

The history of slavery and servitude in the Indian subcontinent and the Indian Ocean was intertwined and it was largely on account of the blurred boundaries between the categories, that their history of both practices as well as of regulation has remained obscure. This paper is an attempt to add to the growing scholarship on the ways in which servitude was embedded in social relationships that varied from context to context and to identify the challenges before the historian in unravelling this history. The web of social relationships was understood in very different ways as colonial officials, attempted to negotiate the practical imperatives of governance with those of professed moral responsibility for their colonial subjects.

A close reading of the early judicial material of the English East India Company, I suggest in this presentation may help us reflect on the ongoing debates about slavery and servitude, especially its prehistory in early colonial India and thereby to participate in what is already an exciting historiographical field. Besides the story of local imperatives of colonial governance and expediency, the exercise could suggest important leads for understanding the construction of a very particular domestic space where servitude operated and that provided insulation against intervention. Even if the English officials did not put a visible gloss on the evidence they encountered in relation to coercion, to humiliation and assaults on servants, their silence and their selective appropriation of the idea of a distinction between law that related to the public world and that of personal law (Radhika Singha) was certainly responsible for configuring a discourse on domestic servitude. The story runs parallel with that of slavery and its suppressed history, a subject that has been competently developed by Andrea Major. The story of the servant is in many ways even harder to tell as it did not immediately engage the preoccupations of anti-abolitionists and therefore tended to remain buried.

Definitions of servitude are as difficult as those of slavery in the Indian context especially as they are imbricated in the actuality of extreme hierarchies and dependency relationships that characterise Indian society. For practical purposes, we could well deploy Richard Eaton's definition about slavery for servitude, signifying "condition of uprooted outsiders, impoverished insiders – or the descendants of either serving persons or institutions on which they are wholly dependent". Dependency was central to the conditions of service, while loyalty and fidelity were seen as preconditions to the reinforcement of intimacy in the ties of subjugation. It was this combination that could validate extreme humiliation and brutality of punishment that included flogging leading to death as we shall see in our narrative. While ostensibly unlike in the case of slavery, the English were not torn by the contradictory impulses of abolishing slave trading by the Europeans and of overlooking slavery practices by natives, it would seem that they were content to endorse the language of intimacy and trust and its breach in constructing a narrative for private spaces and by extension for domestic labour. In any case the employment situation in India was not even a matter of private contract or agreement between the employer and the servant – we have no evidence of a written or verbal agreement, even if we do have the suggestion of private and informal provisions for enforcement against infringement. For the servants of the English Company this was not so removed from conditions prevailing in England, where as we know from Paul Craven's work, the enforcement of private agreements between masters and servants was by lay justices of the peace and unsupervised by senior courts and that the punishment meted out in the form of flogging and fines criminalised the very actuality of workers' misdemeanour and thereafter replicated in thousands of statutes enforced around the globe. It would be far-fetched to conflate this with our own specific story but it is nonetheless an important point to keep in mind. To this one could well add the ubiquity of the idioms of trust and loyalty that circulated in Anglo-Indian circles both to make up a register of romantic readings of old tales of martial chivalry, honour and fidelity (Tod's *Annals of Rajputana*) as well as in the language of business transactions (Mattison Mines). Both in a sense lent the ideological scaffolding for the early colonial rationale for non-intervention in domestic servitude.



Alain SUPIOT

Droit, Fondateur de l'IEA de Nantes et Président du Comité Stratégique, Membre émérite

Law, Founder of the IAS-Nantes and President of the Strategic Committee, Emeritus Fellow

La démocratie, malade du marché

Séminaire du lundi 11 juin 2018

Les sociétés humaines ne sont pas réductibles à des troupeaux et les communautés politiques à un « vivre ensemble ». Les hommes en effet ne peuvent accéder à la raison sans la société, et ils ne peuvent faire société sans se soumettre à une Référence commune, c'est-à-dire sans obéir à une logique de l'inter-dit qui leur permet d'échanger des paroles plutôt que des coups.

Reprendre la question de la démocratie à ce niveau élémentaire permet de comprendre ce qui la rapproche et ce qui la distingue des autres formes d'organisation politique. Ce qui la rapproche, c'est la nécessité d'une Référence commune et la logique de l'interdit. Ce qui la distingue, c'est la façon de poser ces interdictions.

Dans la longue histoire des pauvres humains, ces interdictions ont été le plus souvent imposés au plus grand nombre par un petit nombre, dont le pouvoir reposait sur la religion, la tradition ou plus fugitivement, sur la force seule. La démocratie naît d'une pratique plutôt rare, mais dont la Grèce ancienne n'a pas eu le monopole, qui consiste pour les hommes libres d'une société donnée, à s'assembler pour décider ensemble et sur un pied d'égalité des affaires communes.

La démocratie exige pour perdurer l'institution d'un « *demos* », d'un peuple de citoyens, dont les membres réunissent trois conditions qui correspondent chacune à l'une de ces dimensions constitutives de la démocratie :

- a) une formation et une éducation qui les rendent capables de distinguer l'intérêt public de leurs intérêts privés ;
- b) une indépendance économique par le travail, en sorte que les citoyens ne soient pas séparés par de trop grandes inégalités de fortune ni asservis les uns aux autres ; et
- c) une éthique de la vérité, c'est-à-dire le courage de dire ce que l'on pense et de se confronter aux pensées des autres, dans des assemblées de parole visant à s'accorder sur ce qui est et sur ce qui doit être.

Ces bases sont sapées depuis les années 1970 par le primat de l'économie et l'assimilation de la démocratie à un « marché des idées ».



Daniela P. TAORMINA

Philosophie, université de Rome «Tor Vergata», Italie

Philosophy, University of Rome «Tor Vergata», Italia

« Je suis ravie de mon séjour à l'IEA, où je poursuis mes travaux sur le rapport entre l'âme et le corps dans le néoplatonisme, tout particulièrement chez Plotin. Le cadre offert par l'Institut est tout à fait favorable à la recherche pour plusieurs raisons à la fois : la beauté des lieux, le soutien de tout le personnel, les échanges de haut niveau parmi les chercheurs, mais aussi les moments de convivialité. Parmi les nombreux aspects qu'il faudrait mettre en valeur, il me semble important de souligner au moins l'absence de compétitivité et le sentiment de solidarité et de sympathie qui règlent les rapports entre chercheurs. »

Qu'est-ce que le vivant et qu'est-ce que l'homme ? La relation âme-corps dans la philosophie de Plotin

Séminaire du lundi 23 octobre 2017

La question du vivant individuel

Selon Plotin, tout ce qui existe est doué de vie, car la vie définit la réalité. Dans le traité 11 (Enn. V 2) ce principe décrit la hiérarchie de l'être : « C'est donc comme une longue vie qui s'étend dans sa longueur : chaque partie est différente de celle qui la suit, mais l'ensemble est continu... » (2, 26-27). Ainsi la vie, bien que toujours caractérisée comme auto-conservation,

auto-organisation, auto-mouvement, se dit différemment à chaque niveau de l'être – l'Intellect, l'Âme, le monde sensible – et elle diffère aussi dans l'être universel et dans l'être individuel, dans les êtres incorporels par eux-mêmes et dans les êtres qui ont un rapport avec le corps. Par conséquent, il y a d'une part le vivant universel et intelligible et, d'autre part, le vivant individuel et sensible.

Ce dernier résulte de l'union entre l'âme (principe de vie) et le corps, une union cependant problématique car elle met en relation deux natures totalement hétérogènes. En outre cette relation est soumise à toute une série de tensions internes à la philosophie plotinienne résultant de l'exigence de concilier instances d'une certaine façon opposées : le caractère unitaire et transcendant de l'âme avec sa particularisation et sa présence dans le corps ; la conception d'un univers vivant dans son ensemble avec celle d'un vivant concret individuel ; la réticence à fixer une frontière précise entre l'âme humaine et celle des animaux et des plantes avec une série d'activités psychiques liées au corps (par ex. la sensation).

Ces tensions se retrouvent dans la recherche visant à déterminer à quel vivant on attribue sensation et affections. Dans le tr. 53 (Enn. I 1), écrit en 269 après J.-C. et intitulé par Porphyre (disciple et éditeur de Plotin) Qu'est-ce que le vivant et qu'est-ce que l'homme ? cette recherche conduit à déterminer que le sujet des sensations et des affections est « l'ensemble » d'âme et corps, le *synamphoteron* (συναμφότερον). Plotin soumet cette notion à un examen linguistique qui le conduit d'abord à exclure deux significations du terme : le *synamphoteron* n'indique ni ce qui résulte de l'union de la forme avec la matière (Aristote) ni « la communauté » (τὸ κοινόν) d'âme et corps. Plotin fournit alors une signification nouvelle du terme :

- le *synamphoteron* désigne celui qui reçoit la vie, auquel appartiennent les passions et les actions (6, 4-7) ;
- il est celui auquel appartient une forme de vie différente de celle de l'âme (6, 7-9) ;
- il y a, en lui, la « présence » de la puissance sensitive grâce à laquelle il sent (6, 12-14).

Ce travail de « resémantisation » a donc conduit Plotin à identifier le sujet sentant avec le *synamphoteron*. Toutefois surgit une nouvelle aporie, présentée sous la forme d'une question : comment peut-on parler de *synamphoteron* à propos d'un ensemble auquel l'un de ses constituants (l'âme), de même que sa puissance, demeurent transcendants ?

Les lignes 1-6 du chapitre 7 précisent alors qui est le sujet sentant. Cette précision se fait d'abord en considérant l'aporie ci-dessus (6, 14-16) : le *synamphoteron* ne fait nombre (συναριθμουμένης) ni avec l'âme ni avec la puissance de l'âme (6, 15-16). Celles-ci sont donc détachées du *synamphoteron*, elles ne font pas partie de lui et n'appartiennent pas à sa nature.

Ainsi en 7, 1-6, la solution de l'aporie se fait en expliquant la constitution du sujet sentant. Plotin arrive ainsi à identifier le « qui » (c'est-à-dire « qui » est le sujet sentant) en passant par le « comment » (c'est-à-dire « comment » se constitue ce sujet). Cette recherche, de type génétique, est dans le fil droit de la méthode générale utilisée dans cette première partie du traité, où la récurrence continuelle de l'adverbe « comment » (πῶς) scande les différents moments de l'argumentation.

Les textes

T1 Plot. tr. 53 (Enn. I 1) 7, 1-6 :

Ἦ τὸ συναμφότερον ἔστω τῆς ψυχῆς τῷ παρεῖναι
οὐχ αὐτὴν δούσης τῆς τοιαύτης εἰς τὸ συναμφότερον ἢ
εἰς θάτερον, ἀλλὰ ποιούσης ἐκ τοῦ σώματος τοῦ τοιούτου
καὶ τινος οἷον φωτὸς τοῦ παρ' αὐτὴν δοθέντος τὴν τοῦ
ζώου φύσιν ἕτερόν τι, οὗ τὸ αἰσθάνεσθαι καὶ τὰ ἄλλα ὅσα
ζώου πάθη εἴρηται.

«Voici notre réponse. Posons “l'ensemble des deux” [scil. âme et corps] : il existe par la présence de l'âme ; non parce qu'une telle âme se donne elle-même pour réaliser l'ensemble des deux ou bien l'un des deux mais parce qu'elle produit, à partir d'un tel corps et de quelque chose comme une lumière donnée en dehors d'elle, quelque chose d'autre – [c'est-à-dire] la nature du vivant – à laquelle appartient le sentir ainsi que toutes les autres choses qu'on a dites passions du vivant.» (trad. D. Taormina)

Ce passage décrit le processus causal qui conduit à la venue à l'être du vivant capable de sentir et de subir des affections. Le modèle causal à l'œuvre n'est pas linéaire ou par succession (comment de A suit B, ou comment B est implicite en A), il vise plutôt à montrer la relation entre un ensemble de causes. La première est l'âme qui fait fonction de cause transcendante. D'elle procède une cause immanente, «quelque chose comme une lumière», à travers laquelle l'âme exerce ses fonctions. Cette cause immanente est associée à une cause matérielle, «tel corps».

Malgré le processus soit dans son ensemble clair, on se trouve face au moins à trois problèmes exégétiques majeurs : 1. L'âme transcendante avec quelle âme s'identifie-t-elle dans la hiérarchie des âmes dressée par Plotin (âme cosmique ou universelle, âme du monde, âme individuelle dont font partie l'âme rationnelle et celle dépourvue de raison) ; 2. Qu'est-ce que le «quelque chose comme une lumière» ? ; 3. Qu'est-ce que «tel corps» ? Il s'agit pourtant de points cruciaux, car à leur lecture sont liées des questions fondamentales : l'âme donne vie à un corps déjà vivant (interprétation de Aubry et Karfík) ou bien à un corps pas encore vivant ? Chaque individu partage avec les autres un niveau élémentaire de vie auquel s'ajoutent ensuite d'autres facultés supérieures ou bien il est déterminé dans son individualité dès la naissance ?

De questions du même genre surgissent en comparant T1 avec un autre passage plotinien du traité 22, intitulé par Porphyre Sur la raison pour laquelle l'être, un et identique, est partout tout entier.

T2 Plot. tr. 22 (Enn. VI 4) 15, 8-21 :

Γενομένου δὴ
ζώου, ὃ ἔχει μὲν παρούσαν αὐτῷ ἐκ τοῦ ὄντος ψυχὴν, καθ'
ἣν δὴ ἀνήρτηται εἰς πᾶν τὸ ὄν, παρόντος δὲ καὶ σώματος
οὐ κενοῦ οὐδὲ ψυχῆς ἀμοίρου, ὃ ἔκειτο μὲν οὐδὲ πρότερον
ἐν τῷ ἀψύχῳ, ἔτι δὲ μᾶλλον οἷον ἐγγὺς γενόμενον τῇ
ἐπιτηδειότητι, καὶ γενομένου οὐκέτι σώματος μόνου, ἀλλὰ
καὶ ζώντος σώματος, καὶ τῇ οἷον γειτονεῖα καρπωσαμένου
τι ἴχνος ψυχῆς, οὐκ ἐκείνης μέρους, ἀλλ' οἷον θερμοσίας
τινὸς ἢ ἐλλάμψεως ἐλθούσης, γένεσις ἐπιθυμιῶν καὶ
ἡδονῶν καὶ ἀλγηδόνων ἐν αὐτῷ ἐξέφυ· ἣν δὲ οὐκ ἀλλό-
τριον τὸ σῶμα τοῦ ζώου τοῦ γεγενημένου.

«Lorsque donc un vivant est né, lequel possède d'une part une âme qui est présente à lui en provenant de l'être, selon laquelle il est suspendu à la totalité de l'être, et lorsque d'autre part aussi un corps lui est présent n'étant celui-ci ni vide ni privé d'âme, un corps qui même auparavant ne se trouvait pas dans l'inanimé, mais qui en outre est devenu, pour ainsi dire, encore plus proche par [son] aptitude, et quand est devenu non plus seulement un corps, mais aussi un corps vivant, et par son voisinage, si je puis dire, a cueilli une trace de l'âme – non une partie de l'âme, mais quelque chose comme si un réchauffement ou une illumination venait [à lui] – alors la naissance des désirs, des plaisirs et des douleurs a poussé en lui ; par ailleurs le corps n'est pas étranger au vivant venu à l'être.»



Derese Ayenachew WOLDETSADIK

Histoire, université Debre Berhan, Éthiopie

History, Debre Berhan University, Ethiopia

Chaire soutenue par la Région Pays de la Loire /
Fellowship supported by the Pays de la Loire Region

“The Institute of Advanced Studies is one of the best centres for the multidisciplinary exchanges of the world knowledge. The themes of the seminars refine the global and regional issues, mostly from the philosophical and historical outlooks that are coupled with anthropological discussions. Therefore, to my intellectual improvement, the seminars are unending weekly platforms, where we pour down knowledge and wisdom. The different methodological approaches to resolve different research problems were primordial lesson that I have nourished my academic thinking from these seminars. The monthly conferences have been also another arena of learning with mostly its diverse European issues. Most of the themes discussed at the Lieu Unique open to both French intellectual thought and public dialogues. The chosen topics for these conferences take many attentions of my future research themes. It keeps talking in my heart to promote these issues in my county’s academic arenas. It increased the appetite of acquiring knowledge and sharing with the public at large. This is a discovery for me because intellectuals in my country rarely dialogue with their public in such an open forum. The success of the objectives of IAS-Nantes is the creation of opportunities for informal encounters. The fellows discuss on various topics and in any place. The IAS-Nantes encouragements to encounter another research centres in different parts of the world is an ideal concept. It has opened doors to enhance partnership with other institutions.”

The library collection is vital for my general studies but it is extremely significant in searching rare books from all-over of the world through its networks. Undoubtedly, these books advanced my research. I must express my gratitude to all IAS staff that they are efficient, industrious and coordinated.”

A Medieval History of Ethiopia: Space, Power and State (13th -16th century)

Séminaire du lundi 15 janvier 2018

Introduction

My research project is writing a book in Amharic language, the working language of Ethiopia. The necessity of writing medieval history book in Amharic language is due to two major reasons. First, after the Ethiopian revolution of 1974, the medieval history of Ethiopia deprived of serious researches in Ethiopian higher education institutions. However, in Europe, Ethiopian medieval studies are well advanced particularly in the University of Paris 1 Pantheon-Sorbonne (today IMAF) and Germany, in Hamburg University. Secondly, these studies are inaccessible to the Ethiopians. Therefore, my intention of writing Ethiopian medieval history in Amharic is to reach the larger public and enhance the historical awareness of Ethiopians.

Book presentation

For this seminar, due to shortage of time, here I present the thematically divided chapter and discuss with you the first chapter of the book on the process of the birth of the Ethiopian Nation.

This book will have around six major chapters

- The ideology of the Birth of the Ethiopian Nation
- Christian territorial expansion and Muslim and “local religions’ believers” kingdoms reactions
- The political administration of the medieval kingdom of Ethiopia
- The religious institutions of medieval Ethiopia: alliance and contradiction towards the State
- The economy resource of the kingdom (Land, Trade and tributes (*gabr*))
- Diplomatic relations with the outside world (Europe and The Middle East)

The Birth of the Ethiopian Nation

The origin of common ideology Discourse of the medieval Ethiopia

The “Solomonic” dynasty can be said the architect of the birth of the Ethiopian nation though it was not the only founder of the notion. The “solomonic” dynasty esteemed for the duration of their kingdom that sustained for more than seven hundred years. The last king was dethroned in 1974. The desperation of the Christian north was obviously characterized as life and death in middle age. But this anxiety emerged a strong Christian kingdom in the Horn of Africa. The question is how it organized itself to survive all these centuries? The major consolidating steps of the Ethiopian Christian kingdom were the conception of the notion of a common ideology irrespective of ethnic differences. The military power consolidation, enforcement of the power through creation of legal institutions, systematic political administration of territories and the economic system, particularly the right to the ownership of the land were the pillars in sustaining the “Solomonic” dynasty for long centuries.

The founders of the Solomonic dynasty were the Amhara people, who occupied the central highland of the country. They were the most encircled Christian people by Muslims and “local religions” believers’ kingdoms in a period under discussion. The urgency of consolidation of the Christian power was primordial. Thus they rebelled against the Zagwe dynasty, who was accused as usurpers of the legitimate power of the Aksumite descendants, the so called “Solomonic” dynasty. They propagated the illegitimacy of the Zagwe as they were not Israel because of their Cushitic language. The Amhara allied with another Semitic speaker, who claimed also the inheritance of the throne against the Zagwe. These rivalries culminated by dethroning the last king of Zagwe, king Yətbārak in 1270 and the Amhara chief, King Yəkunno Amlāk (1270-1285) acceded to power.

King Yəkunno Amlāk continued to resolve the problem of legitimacy by appropriating the legend of the Queen of Sheba. He appointed himself as her true descendent and claimed the restoration of the so called “Solomonic” dynasty based on the book later entitled *Kəbra Nagast* (the glory of kings). The *Kəbra Nagast* was an Arabic manuscript that narrated the story of the Queen of Sheba probably circulated in the Christian world. Later the grandson of Yəkunno Amlāk, King Amda Şeyon (1314-44), the pillar of Zion, in 14th century elaborated it to a national epic of Ethiopia. First, it legitimizes the power of the inheritance of the “solomonic” and it outlaws the Zagwe kings. Secondly, it institutes the holy city on the historic ruins of Aksum. *Kəbra Nagast* recounts how Menilek I conceived from King Solomon and Queen of Sheba’s visit in 1000 B.C. Menilek I was born and he went to visit his father in Israel. His father would have commanded the first born of his dignitaries would go with Menilek I and establish the second State of Israel in Ethiopia. Besides, the legend relates, the first born of the high priest would have brought with him the *tabot*, the arch of the alliance, which qualified Ethiopia as Promised Land. The coming of the *tabot* with Menilek I narrated in the epic as a symbol of the will of God’s election of Ethiopian people and its king. Today, the legend of the coming of the *tabot* has made Ethiopia as one of a few countries that holds the true Arch of the covenant of Moses. However, the Ethiopia liturgy does not support its existence during the Aksumite period (A.D. 1-7th AD). There are no written evidences or archaeological remains for the existence of this highly venerated relic in Aksumite period. Besides, this *tabot* veneration practice is unknown at the Patriarchate of Alexandria, from where the Ethiopian church depended for its religious teachings. The Patriarchate of Alexandria used to nominate Egyptian Metropolitan (s) to Ethiopia from A.D. 323 to 1959. Thus, the questions remain open on the origin of the *tabot* and its integration into the Christian Orthodox liturgy of Ethiopia. Nevertheless, the legend had played a significant role on the creation of a strong united Christian kingdom in the Horn of Africa.

The Judaic connection myth relied on both ruins of the “pagan” and Christian Aksumite civilization for its foundational discourse of the nation of Ethiopia in the 14th century. Rapidly, this legendary discourse united the Christian Northern people after long division and conflicts in the early 14th century. The Amḥarā, Təgrāy, Baḥr Nagāš (Ḥamāssen) and the Šawān people emerge as Christian people of legitimate son of Menilek I. The Zagwe kings were accepted as half-brother of King Menilek I called Zaga, the son of King Solomon from the servant of the Queen of Sheba. Economically resourceful “local religions’ believers” western kingdom of Goḡgam entered into the Christian “solomonic” dynasty in the 15th century. The Goḡgam kings counted the origin of their dynasty through the sister of the Queen of Sheba. Their “local religions’ scarifying” stones were reinterpreted as the Abrahamic origin (*orit*). It would have become even the resting place of the Arch of the covenant before it was transferred to the holy city of Aksum. Gradually, the northern Ethiopian identified themselves to their “solomonic origin” and the common ideology emerged among these diversified people. The arch of Alliance replica was conceived and disseminated to all converted areas as the archetype of the presence of God. Politically, people or an individual from Muslim or “local religions’ believers” were accepted in the common ideology what I called it *shebanization*. The *Shebanization* was a process of assimilation of the diverse peoples into the Promised Land notion and steadily distancing from the ethnic identities.

Ethiopia: the common House

The ethnically or regionally identified nomenclature of the nation was replaced by the neutral name, the Promised Land of Ethiopia. The term Ethiopia in Greek was another name of the Kingdom of Habašat, which was part of the Aksumite Empire. The trilingual versions of the pre-Christian Aksumite inscriptions in the 4th AD describe the term Ethiopia in Greek language, which is substituted by Habaš in the Geez version. The Habašat chiefs were the strongest ally of the Aksumite kings. The Amḥara would have taken the term of Ethiopia from local knowledge and associated it to the Promised Land discourse in the Biblical model of Israel, possibly through their reading of the Bible not as it is narrated in the epic of *Kəbra Nagast*. Therefore, the term Ethiopia fits to meet the common ideology of *shebanization* of the people. According to the epic of the *Kəbra Nagast*, Ethiopians had entered the house of the Promised Land because of their possession of the tabot. The converted people into the ideology of *Shebanization* had full privilege to reach the political echelons of the medieval kingdom of Ethiopia. The medieval kings in their official chronicles, state decrees and even hagiographies used the term Ethiopia while excluding the term Habaš systematically. But Habašā has appeared as cultural expressions of Ethiopians. It was in this way that the *Shebanization* notion developed as uniting ideology to conceptualize the utopia of the Promised Land of Ethiopia as the common house of the multiethnic Christian people of medieval Ethiopia.

Institutionalizing the kingdom

In the early 14th century, King Amda Ṣeyon (1314-44), commenced the expansion of his territories and controlled the highland of Ethiopia in less than two years. His territories extended tenfold of his grandfather. King Amda Ṣeyon was not only responsible for the expansion of his kingdom but he was recognized the founder of many written legal institutions of the kingdom. The prolific theocratic King Zar’a Ya’eqob (1434-68) followed his great grandfather’s footsteps, King Amda Ṣeyon. He transformed the Ethiopian political and religious systems. The literary legal term of the institution in Geez is Sər’at, which denotes literally a law, rules and regulations and disciple. But it also designates a system or an institution. The *Kəbra Nagast*, the *Fəṭḥa Nagast*, *Səra’ta Mangəst*, *Səra’ta Gəbr*, *Ser’ata Gu’ezo*, *Səra’ta Beta-Kərstyan*, *Səra’ta Mankosat*, *Səra’ta Kāhnāt* etc. elaborated by King Zar’a Ya’eqob. Chronicles and

hagiographies (*gablāt*) advocate King Zar'a Ya'eqob the successful of innovator of *Sər'at* in Ethiopia. The land property rights system termed in *rəst* and *gult Sər'at*. The *čawā* military system had become the pillar of the political administration of medieval Ethiopia.

The indivisible paradigm continued throughout the medieval kingdom of Ethiopia. The politics was no more division of the state. Religious division was not tolerated as stated in the land grant of king Amda Šeyon “you want divide my kingdom by your religious disputes.” Zar'a Ya'eqob punished thousands against religious controversies and eliminated all reformist leaders by the pretext of dividing Ethiopia. The independent monasteries and royal churches were reorganized to the services of the common ideology of Shebanization. The religious critics on the Christian syncretism with Judaism and “local religious” practices were not tolerated in the medieval court of Ethiopia. The medieval court remained an itinerary that displaced from one region to another with more than thirty thousand people. The court called *Katamā* was the microcosm of the cosmic interpretation of the space. The king was the center of the universe of the *Katamā*. He was anointed in Aksum, the Ethiopian Zion. The three imaginary circles of the *Katamā* and its twelve gates inspired from Ethiopian church and the celestial Jerusalem model. These concepts engendered the unique features of Ethiopian state and Christianity.

Nevertheless, at the dawn of the 16th century, though the Christian kingdom followed a unitary policy among the Christian people, the notion was challenged by the recurrent rivalry of the Muslim and “pagan” kingdoms. Therefore, the medieval kingdom remained religiously and ethnically diversified society. The Muslim and “local religions’ believers” rival kingdoms agreed to pay annual tributaries to the Christian kingdom when they were weak. But they endured potentially a threat to the Christian kingdom and this danger occurred during the rise of a Muslim kingdom of Adal that devastated the Christian kingdom under the charismatic war leader Imam Ahmad Ibn Ibrahim. His vision of the creation of the Muslim kingdom of Habaš in the Horn of Africa was short-lived after he was killed in 1543. With the same discourse of *Shebanization* and the common house of the Promised Land of Ethiopia revived again in “Neo-Solomonic” dynasty now from a new geographical space, North West of the country.



© DA Woldetsaïk



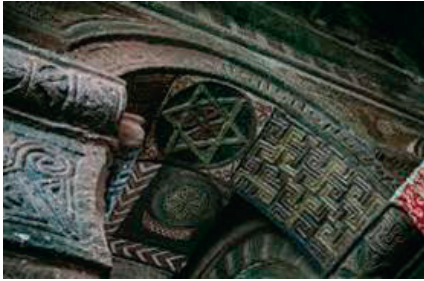
© DA Woldetsaïk



© DA Woldetsaïk



© DA Woldetsadik



© DA Woldetsadik



Axoum (Ethiopia) © UNESCO



© DA Woldetsadik



Ascension, MSS 850, fols. 198v-199r, collection of Walters Art Museum



Discussions informelles
Dialogues

Présentation autour de l'opéra « Le couronnement de Poppée »

Jeudi 5 octobre 2017

L'invitation de Françoise RUBELLIN, Professeure de littérature française du XVIII^e siècle à l'université de Nantes et future directrice de l'Institut d'études avancées de Nantes, s'est inscrite dans le cadre d'une représentation de l'Opéra de Monteverdi au théâtre Graslin. « Le couronnement de Poppée », œuvre révolutionnaire de Claudio Monteverdi avec laquelle il impose l'idée que l'opéra n'est pas un style musical de plus mais bien un genre entièrement nouveau, pensé et composé pour la scène.

Faire vivre le fonds Poulat

Mardi 8 novembre 2017

Dans le prolongement de la journée du 22 novembre 2016, à l'occasion des deux ans du décès d'Émile Poulat, autour de l'accessibilité, la valorisation et l'enrichissement du fonds Émile Poulat, un séminaire s'est tenu le 8 novembre 2017. À cette occasion, un comité scientifique s'est officiellement constitué. Il est composé de Tangi Cavalin, André Rousseau, Charles Suaud, Claire Toupin-Guyot, Yvon Tranvouez, François Trémolières et Nathalie Viet-Depaule, et présidé par Tangi Cavalin.

La première réunion du comité scientifique avait pour objet de valider la constitution du comité, et de proposer les premiers axes de travail sur lequel ce comité va s'investir. Il a ainsi été validé l'organisation d'un séminaire de recherche semi-annuel aux mois de mars et novembre, restreint dans un premier temps aux membres du comité scientifique, puis ouvert selon les thématiques à des intervenants extérieurs. La première séance de ce séminaire aura pour thème « acteurs du religieux et sciences humaines et sociales » prévue pour novembre 2018, avec une communication d'André Rousseau et une de Tangi Cavalin.

Discussion autour de l'anthropologie de l'architecture chez les Touaregs

Jeudi 14 décembre 2017

Suite à la présentation de ses travaux lors du séminaire interne, Gerd SPITTLER a invité Anja FISCHER, anthropologue sociale pour une discussion autour de « Anthropologie de l'architecture chez les Touaregs ».

The architecture is an important part of the material culture of a society. It shapes the daily live and reflexes the identity and the ideology of the inhabitants. Traditional elements of the architecture are walls, partitions and interior. A set of furniture makes the use of the living

space visible. A chair indicates a place to sit down and a bed marks a place to sleep. Furniture gives an orientation inside a dwelling and partitions separate the different functional areas in a shelter like bathroom, bedroom, kitchen and so on. The Sahara Desert, the largest hot desert on earth is where Tuareg nomads live. They are highly specialized mobile goat and camel breeders. Nomads do not need any partitions or furniture in their dwellings (tents and huts). The lecture treats the demands of Tuareg nomads on architecture and how they make themselves at home without chairs and tables.

Discussion avec Nicolas Delprat

Jeudi 15 février 2018

Dans le cadre de la préparation de l'université d'été « De quoi l'esclavage est-il le nom ? », en partenariat avec le Château des Ducs de Bretagne, les projets de recherche STARACO et SLAFNET, l'USR CIRESC et PRALT (PRATIques de l'ALTérité), l'Institut a accueilli Nicolas DELPRAT, artiste résident de la Casa de Velázquez pendant une semaine en février et a permis une rencontre avec les Fellows autour de ses travaux.

Nicolas DELPRAT se concentre sur le champ spécifique de la peinture, cherchant à écrire un chapitre de l'histoire de ce riche médium. Il se sert en particulier d'un outil, le pistolet à peindre, grâce auquel il dépose des nuages de pigments acryliques sur des toiles de polyester apprêtées en noir. Il utilise aussi quelques rares coups de brosse ou de tampons, combinant ainsi le mécanique et le manuel dans une continuité minimaliste.

Ce séjour a permis à Nicolas DELPRAT de nourrir sa réflexion en vue de la conception d'une installation artistique qui sera exposée au Château des Ducs de Bretagne du 28 avril au 4 novembre 2018.

Le même et l'Autre.

Lecture et écoute des classiques

Lundi 26 mars, le jeudi 19 avril et le jeudi 26 avril 2018

Les discussions entamées lors des séminaires internes ont poussé Daniela TAORMINA et Antonio de ALMEIDA MENDES à proposer un moment de discussion autour d'une idée centrale : l'identité et la différence. En effet, malgré les différences des thèmes abordés lors de ces rencontres hebdomadaires, il leur est apparu qu'une réflexion suivie sur ces deux notions était à mener. Plusieurs chercheurs résidents et membres associés se sont donc retrouvés autour de lectures collectives des textes « classiques ». Le premier texte retenu pour cette lecture et discussion fut un extrait de *Le Sophiste* de Platon. Les discussions suivantes se sont déroulées autour de « Caste, identité et altérité » avec Umamaheshwari R. puis de « Baudelaire, Tableaux parisiens » avec Philippe GEINOZ.

Marginalised narratives of the past: conversations on Reading History with the Tamil Jinas

Lundi 23 avril 2018

A l'initiative de Céline Labrune-Badiane, Daniela P. Taormina, Parfait D. Akana, Deresse Ayenachew, António de Almeida Mendes, Gerardo Serra, les Fellows se sont réunis lors d'un séminaire hebdomadaire pour discuter autour de l'ouvrage *Reading History with the Tamil Jinas* de Umamaheshwari R. afin d'aborder le travail anthropologique et la question de la colonisation.

Les Tamil Jinas sont une communauté minoritaire (comptant, selon le dernier recensement, environ 35 000-40 000 individus) de la région du Tamil Nadu dans le sud de l'Inde. Après une longue lutte menée par les Jinas depuis la période coloniale britannique pour ne pas être inclus parmi les «hindous» dans les registres officiels, la communauté panindienne Jaina obtint le statut de minorité religieuse en Inde en 2014. En général, l'histoire tamoule n'est pas mentionnée dans les discours nationaux dominants, sauf dans des caricatures de dirigeants politiques tamouls, encore une fois basés sur des stéréotypes, des stars du cinéma, ou lorsque des troubles politiques surviennent. Il n'est pas surprenant que cette catégorie «Tamil Jinas» soit peu connue. Les Tamil Jinas ont été des agriculteurs, suivant la tradition Digambara Jaina. Leur histoire dans le pays tamoul est révélée par des inscriptions datant des 1^{er} et 11^e siècles avant notre ère. Pourtant, ils sont relativement absents de l'histoire de l'Inde traditionnelle et de l'histoire tamoule à destination du grand public. La communauté se souvient de sa persécution à différents moments du passé (en particulier lors des violences survenues entre les 7^{ie} et 9^e siècles de notre ère, qui ont fini par marginaliser les Jinas et anéantir les bouddhistes) par la religion dominante «hindoue». Certains Tamil Jinas ont même participé aux mouvements socio-politiques anti-Brahmanes et anti-castes au milieu du 20^e siècle. Les Tamil Jinas sont fiers de leur identité tamoule (le tamoul étant leur langue maternelle), autant que de leur identité d'agriculteurs dravidiens. Ils sont marginalisés sur le plan socio-politique (dans les villages et les villes du nord du Tamil Nadu) et par l'historiographie dominante, obsédée jusqu'ici par des idées d'«essor» et de «déclin». Mon livre est une tentative de reconstruction de l'histoire du Tamil Jaina avec des sources jusqu'ici inutilisées et à partir d'un nouveau questionnement. L'idée était d'écrire une histoire régionale, sociale, culturelle et politique à plusieurs niveaux d'une communauté religieuse minoritaire, afin de dépasser les récits universalistes et dominants. Plus important encore, le livre est une réponse aux récits hégémoniques qui imprègnent la conception et l'exercice du pouvoir politique dans l'Inde contemporaine. Des récits rendus possibles par l'ignorance des histoires et des trajectoires régionales.

Lois des dieux des hommes et de la nature

Lundi 14 mai 2018

À l'occasion de la sortie de *Lois des dieux, des hommes et de la nature* (Spartacus, 2017), ouvrage publié sous la direction de Giuseppe LONGO – membre associé à l'IEA de Nantes, Yaovi AKAKPO, résident de la promotion 2017-2018, a initié une lecture critique de l'ouvrage ouverte sur la philosophie africaine. Ainsi une discussion réunissant plusieurs fellows s'est déroulée autour des réflexions soulevées par son ouvrage consacré à une question de fond, liée à la signification que prend ou devrait prendre le concept de loi en biologie, à partir de la théorie de l'évolution, par rapport à celle qu'il prend dans la physique moderne et contemporaine. Les lois mathématisées de la physique, de l'économie des équilibres et des dynamiques financières, de la quantification des domaines sociaux les plus divers, se voient attribuer un rôle de paradigme pour les autres disciplines. Une interrogation partant de l'intérieur des sciences de la nature peut conduire à mieux apprécier la force et les limites de ces transferts.

Les intraduisibles des trois religions monothéistes

Lundi 4 juin 2018

Dans le cadre de sa résidence en tant que membre associé, Souleymane Bachir DIAGNE a convié les chercheurs résidents à une discussion autour de son projet sur les intraduisibles des trois religions monothéistes. Ce travail, piloté par le Labex TransferS (CNRS - ENS Ulm - Collège de France), s'inscrit dans le sillage du *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles* (Seuil, 2004) et fait suite à l'exposition *Après Babel, traduire* (Mucem, décembre 2016-mars 2017) et *Les Routes de la traduction. Babel à Genève* (Fondation Bodmer, octobre 2017-mars 2018). Cette rencontre avait pour but de finaliser tout ou partie d'une entrée modèle, au croisement des savoirs et des langues, entre philosophie du religieux, linguistique, histoire, anthropologie..., comme dans les maisons de la sagesse.



Ateliers
Workshops

État - Entreprise

Rencontres des 27 septembre, 14 décembre, 14 mars et 6 juin

Après son colloque tenu en décembre 2016 à l'IEA de Nantes, le groupe a publié les actes en septembre 2017 sous le titre *L'Entreprise contre l'État?* chez l'éditeur Manucius (<http://manucius.com/produit/entreprise/>). Depuis, le groupe a tenu cinq séminaires en 2017-2018 : deux à l'IEA de Nantes les 13 avril et 14 décembre 2017 et trois à Paris les 9 février et 27 septembre 2017 et le 14 mars 2018. Il a aussi mis en ligne des vidéos sur le site web de l'Institut (<https://www.iea-nantes.fr/>).

Le groupe a entamé un « tour du monde » des relations État-Entreprise afin d'élargir le spectre au-delà de la France et de l'Europe.

En 2017, Lun Zhang, maître de conférences à l'Université de Cergy Pontoise, sociologue et économiste, auteur de *La Vie intellectuelle de la chine depuis la mort de Mao* (Fayard) a traité des rapports entre entreprises et État en Chine. Puis trois fellows en résidence à l'IEA de Nantes ont abordé ce sujet à partir du cas de l'Argentine avec José-Emilio Burucua (Histoire, Université Nationale de San Martin, Argentine) et de l'exemple des universités aux États-Unis, avec Sofiane Merabet (Anthropologie, université du Texas, États-Unis).

Ce « tour du monde » se poursuit en 2018 sur l'Afrique avec Danouta Liberski-Bagnoud (fellow associée, ethnologie, CNRS) et deux fellows en résidence, Felwine Sarr (Économie, université Gaston Berger, Sénégal) et Parfait Akana (Anthropologie, Université de Yaoundé 2, Cameroun).

Par ailleurs, un débat interne s'est développé sur la définition de l'entreprise qui demeure un objet juridique « impensable » (J.-P. Robé), autour de trois points de vue : l'entreprise définie comme une institution ou une organisation ou encore définie par l'exercice de la liberté d'entreprendre. Ce débat a été approfondi avec Jean-Michel Saussois, sociologue et économiste à l'ESCP Paris et par, Stéphane Rozès maître de conférences à Sciencepo Paris et président de la société Cap, qui est intervenu sur « l'imaginaire national et les identités des entreprises ».

Le groupe, qui poursuit ses rencontres, tiendra son colloque de clôture les 19 et 20 septembre à Paris.

La Révolution Russe. Perspectives globales et interdisciplinaires

Mercredi 6 décembre 2017

À l'occasion du centenaire de la Révolution russe d'octobre-novembre 1917, José Emilio BURUCUA, résident associé, a initié un moment d'échange auquel plusieurs fellows ont participé. Cette rencontre, qui a réuni résidents et membres associés de l'Institut, a nourri un grand nombre de réflexions et fera l'objet d'un colloque dont l'organisation est prévue au cours de l'année académique 2018-2019.

Pierre MUSSO, université de Rennes 2 et IEA de Nantes : « Lénine et le taylorisme, avant et après la Révolution » ;

Gerardo SERRA, université du Sussex, Royaume-Uni et IEA de Nantes : “Three Soviet Journeys: Cambridge Economists as Travel Writers, 1925-1952”;

Deresse WOLDETSADIK, université Debre Berhan, Éthiopie et IEA de Nantes : “Land to the Tiller: A Revolution of Hope turned to Despair in Ethiopia (1974-1991)”;

Nanlai CAO, université de Renmin de Chine et IEA de Nantes : “Negotiating the Institution of Identity of Religious Studies in officially Atheist China”;

José Emilio BURUCUA, université de San Martin, Argentine et IEA de Nantes : « Le suprématisme de Malévich : Révolution et renouement inattendu avec un drôle de passé ».

Prophéties et saintetés en islam

Atelier des 13 et 14 mars 2018

Initié par Mathias Boukary SAVADOGO et Gabriel Said REYNOLDS, tous deux anciens résidents à l'IEA de Nantes, l'atelier « Prophéties et saintetés en islam » s'est tenu à l'Institut, et a réuni un certain nombre d'anciens résidents et résidents, ainsi que plusieurs intervenants extérieurs. Les thématiques abordées par les différentes communications ont porté sur les textes sacrés, les penseurs et philosophes et une géographie de la sainteté et ont montré les nuances de la prophétie et de la sainteté dans l'islam.



© Dimitri Bastard

Cet atelier s'est ouvert, le mardi 13 mars, par une leçon inaugurale au Lieu unique avec comme principal intervenant Pierre Lory, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études. Sous une inflexion historique, l'intervenant a traité de la mystique en islam et a montré ses différents courants, leurs animateurs et leurs particularités respectives.

Lors des deux jours suivants, les interventions ont montré les nuances de la prophétie et de la sainteté dans l'islam. Les intervenants ont dressé une mosaïque de la mystique, des shaykh-s, de la spiritualité des courants confrériques dans l'islam.

À l'issue des journées de travail, les initiateurs de l'atelier ont souligné qu'un aspect avait cependant « manqué » à l'appel : les disciples, les talibés ou murid. En effet, comme ils l'ont souligné, le rapport entre Maîtres et disciples est l'axe autour duquel se construisent les groupes mystiques musulmans. Ce rapport soulève des questionnements fort intéressants autour de la formation, de l'enseignement, de la transmission et de l'expérience mystique des disciples. L'idée germa alors que toutes ces importantes questions devraient faire l'objet d'un autre atelier qui pourrait se tenir l'an prochain à l'Institut d'études avancées de Nantes.

Mercredi 15 février 2017

Suleiman MOURAD, Smith College et IEA de Nantes : “Prophet or Prophets?: Conceptual Problems in the Modern study of islam”;

Gabriel Said REYNOLDS, université Notre-Dame et IEA de Nantes : « “J’ai été parmi les Injustes !” Le prophète Jonas dans le Coran et les commentaires coraniques »;

Ahmed OULDDALI IREMAN, université Aix-Marseille et IEA de Nantes : « Prophétie et sainteté dans la pensée philosophique musulmane (al-Fārābī, Avicenne, Averroès) »;

Savadogo MATHIAS, université Félix Houphouët-Boigny/Cocody et IEA de Nantes : « Shaykh Hamahoullah, un saint tjanî en contexte colonial »;

Sara KUEHN, University of Vienna et IEA de Nantes : “Şarī Şaltūq’s Role and Function in the Sacred Topography in the Balkans: Mediation and Negotiation in Inter-Religious Contact-Zones”;

Pierre LORY, École Pratique des Hautes Études : « Le Prophète présent à sa communauté ».

Autour de l’œuvre de François Flahault

Atelier des 30 et 31 mai 2018

À l’occasion de la parution en février 2018 de l’ouvrage de François Flahault, *L’Homme, une espèce déboussolée. Anthropologie générale à l’âge de l’écologie* (Fayard, 2018), un atelier fut organisé par François DINGREMONT (ancien résident de l’IEA de Nantes) et Lorenzo VINCIGUERRA (université de Picardie Jules Verne) et avec le soutien du Centre de Recherches sur les Arts et le Langage de l’École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Les allers et retours qu’effectue François Flahault entre philosophie et sciences humaines sont autant d’invitations à considérer ouvert et d’actualité le questionnement sur la condition humaine et sur les modalités qui la constituent.

Partant du principe qu’à elle seule la philosophie n’est pas en mesure de faire progresser les connaissances sur l’homme, François Flahault propose une réorientation intellectuelle vers une conception écologique, non dualiste, non occidentalocentrée de la condition humaine. Cette vision écologique (au sens de l’écologie scientifique), incitant à penser l’homme au sein d’un biotope social et symbolique, se nourrit des apports des sciences empiriques (paléanthropologie, primatologie, anthropologie sociale, psychologie clinique et psychologie du développement, biologie ou éthologie), tout en questionnant la nature et la validité épistémologiques, philosophiques et anthropologiques de ces apports.

Pointant le piège des conceptions utilitaristes, ce va-et-vient, propre à l’anthropologie générale, permet aux penseurs du temps présent de se dégager de la domination de la pensée économique.

L’atelier programmé par l’IEA avait pour raison et ambition de participer à cette refondation.

S'inspirant du modèle des séminaires des résidents de l'IEA, cet atelier a ainsi privilégié le dialogue à partir d'un questionnement formulé, à chaque début de session, par François Flahault autour des thématiques suivantes : Le chantier de l'anthropologie générale (autour des rapports entre sciences humaines, sciences du vivant, neurosciences et éthologie); Le langage, les apprentissages et le désir d'exister, La refonte du projet philosophique occidental, Un dépassement de l'utilitarisme (économie/écologie/politique), Les enjeux anthropologiques et philosophiques de la littérature et des arts, Au-delà de la conception occidentale de l'individu.

Mercredi 30 mai 2018

Michel KREUTZER, éthologue, université Paris Nanterre ;

Pierre SONIGO, biologiste, IEA de Nantes ;

Pierre FRATH, linguiste, université de Reims ;

Marie-Eve GACHELIN, psychothérapeute, présidente de l'Association franco-vietnamienne de psychologie de l'enfant NT-Psy.

Jeudi 31 mai 2018

Jean-Marie SCHAEFFER, philosophe, EHESS ;

Lorenzo VINCIGUERRA, philosophe, université de Picardie Jules Verne ;

Souleymane Bachir DIAGNE, philosophe, Columbia University et IEA de Nantes ;

Gildas RENO, chercheur en sociologie politique, université de Strasbourg ;

Felwine SARR, économiste, université Gaston Berger Sénégal et IEA de Nantes ;

François DINGREMONT, anthropologue et ancien résident de l'IEA de Nantes ;

Emmanuel LOZERAND, professeur de langue et littérature japonaises, INALCO ;

Danouta LIBERSKI, anthropologue, CNRS et IEA de Nantes ;

Roberte HAMAYON, anthropologue, EPHE ;

Pierre MUSSO, philosophe et IEA de Nantes.



Conférences publiques

Public Lectures

Vidéos disponibles en ligne
sur le site de l'IEA de Nantes à l'adresse :
<https://www.iea-nantes.fr/fr/ressources>

L'idée républicaine aujourd'hui

Mardi 24 octobre 2017

Conférence de Juliette GRANGE, professeur des Universités à l'université François Rabelais de Tours (France).

Philosophe de formation, Juliette Grange est spécialiste de la pensée française du XIX^e siècle, des relations entre sciences humaines, éthique et politique et des questions de technique et d'environnement. Lors de cette conférence à l'IEA, elle a abordé la question de l'idée républicaine aujourd'hui : qu'est-ce qu'une politique républicaine ? Qu'est-ce qui distingue démocratie et républicanisme ? Quelles différences y a-t-il entre le républicanisme « à la française » et les républicanistes anglo-saxons ? Pour ce faire, sa conférence était articulée autour de 3 questions : peuple et république : qu'est-ce que représenter ? La dépersonnalisation du pouvoir : séparation et désincarnation, et enfin l'autonomie du sujet, liberté de l'individu. Avant de conclure sa conférence et d'entamer le débat avec le public, la conférencière a ouvert son sujet à celui plus large de « l'État nation, l'avenir européen de l'idée républicaine ».

La résilience de l'État défailant

Mardi 23 janvier 2018

Conférence d'Eberhard KIENLE, directeur de recherche au CNRS dans le domaine de la sociologie et de l'économie politique des pays du Moyen-Orient. Il fut également directeur de l'Institut français du Proche-Orient à Beyrouth de 2013 à 2017.

L'évolution politique récente du Moyen-Orient rappelle la fragilité des États jadis considérés comme stables et consolidés, voire forts. Selon le récit dominant, la trajectoire de la Syrie et de l'Irak est marquée par leur désintégration qui, en fin de compte, devrait se solder par leur disparition. Sans nier les dynamiques centrifuges, cette intervention explorait les facteurs qui procurent aux « États défailants » une résilience ne serait-ce résiduelle et qui ainsi confirment les défaillances d'un concept déjà contesté.

Histoire globale et histoire maritime : intrications des perspectives juridiques et économiques

Mardi 20 février 2018

Cette conférence présentée par Maria FUSARO, professeure en histoire économique et sociale à l'époque moderne à l'université d'Exeter, Royaume-Uni, était organisée dans le cadre de l'atelier du réseau IEARN (Indian and European Advanced Research Network) intitulé « la dimension sociale de la confiance dans les réseaux commerciaux : perspectives historiques et comparatives de 1600 à 1950 (Asie, Afrique, Europe) ».

Lors de cette conférence, Maria Fusaro a plaidé pour le rôle du « droit » en tant que connecteur fondamental dans l'histoire, en s'appuyant sur la façon dont cela a fonctionné dans l'histoire « maritime » et « globale ». En mettant l'accent sur la manière dont le dialogue et les échanges médiévaux et modernes entre les différentes traditions du droit maritime (dans toutes ses variantes) ont créé un cadre institutionnel flexible qui a intégré et relié le monde moderne, et qui constitue la base du droit international, elle soutenait la nécessité de réévaluer l'importance fondamentale de la Méditerranée dans la recherche sur l'histoire mondiale.

Europa, notre histoire

Mardi 27 mars 2018

Table ronde organisée dans le cadre de la sortie de l'ouvrage événement *Europa, notre histoire* (Les Arènes, 2017) avec Étienne FRANÇOIS, professeur émérite d'histoire à l'université de Paris 1 et à l'université libre de Berlin, et John TOLAN, professeur d'histoire à l'université de Nantes et co-directeur de l'Institut du pluralisme religieux et de l'athéisme.

Depuis dix ans, la question de l'identité est au cœur du débat intellectuel français. L'idéal européen de l'après-guerre est à bout de souffle (montée des populismes, Brexit, etc.). Échappant à la vision d'une Europe réduite aux institutions de Bruxelles pour s'inscrire dans la longue durée, *Europa* raconte, sous la plume de 109 historiens et intellectuels du monde entier, vingt-cinq siècles d'histoire : la nôtre.

Pas celle de l'Union, mais l'Europe pluriséculaire : à travers ses mémoires brûlantes du xx^e siècle, mais aussi celle d'Homère, d'Athènes, de Rome et de Jérusalem, celle de la Raison et des Lumières, des révolutions et de la colonisation, de Léonard et de Napoléon, de la terre et des paysans, de la lutte des classes et de la grève, de l'État providence et du capitalisme, du vin et de la bière.

Raconter l'Europe à travers son imaginaire, ses utopies, ses démons, ses trous noirs, tout ce qui, dans le passé, irrigue le présent et constitue la mémoire : l'histoire telle qu'elle a été vécue par les peuples.

L'ampleur du propos, la somme d'intelligences mobilisées font de ce livre un événement intellectuel.

En dépassant le cadre de notre seul pays pour se placer à l'échelle de toute l'Europe, ce livre répond aux questions que chacun se pose : qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

Philippe Séguin, « républicain » et « gaulliste social » : un regard sur l'évolution de la V^e république et l'inachèvement de la construction démocratique française »

Mardi 5 juin 2018

Arnaud TEYSSIER, historien et membre du Conseil scientifique de l'IEA était invité à présenter une conférence intitulée « Philippe Séguin, “républicain” et “gaulliste social” : un regard sur l'évolution de la V^e république et l'inachèvement de la construction démocratique française. »

Philippe Séguin (1943-2010) a été une personnalité politique considérable dans l'histoire de la V^e République, plus par sa stature personnelle, son style et l'expression vigoureuse de ses idées que par l'abondance des responsabilités nationales exercées (deux années comme ministre des Affaires sociales en 1986-1988, quatre années comme président de l'Assemblée nationale de 1993 à 1997). Les années 1990 furent sa période de plus grande notoriété, en raison de son engagement emblématique contre le traité de Maastricht (1992) et de la figure de « recours » qu'il incarna face à des orientations plus « libérales » de la droite de filiation gaullienne, dans un contexte de grande incertitude institutionnelle (cohabitations successives, passage du septennat au quinquennat, européanisation croissante des outils et des enjeux de la politique intérieure).

Il est d'usage de présenter Philippe Séguin comme une personnalité forte et respectée – on se souvient de l'ampleur de l'hommage national qui lui fut rendu, à sa mort, aux Invalides –, mais aussi atypique, turbulente, enfermée dans une vision excessivement « nationale » des questions économiques et sociales, jugée trop en marge de la politique traditionnelle et des enjeux de la mondialisation.

La conférence se proposait de montrer, au contraire, que Philippe Séguin représentait une vision parfaitement orthodoxe et cohérente des institutions de la V^e République, que le gaullisme social, dont il était porteur, n'a jamais été qu'une composante essentielle d'une puissante tradition politique française – le gaullisme n'étant pas seulement un mouvement historique lié à la personnalité exceptionnelle du général de Gaulle, mais une étape fondamentale dans la construction laborieuse de la démocratie française : construction qui est loin d'avoir atteint sa maturité, et dont on pourrait même soupçonner qu'elle est entrée en régression avant même d'avoir été achevée, comme l'avait prophétisé Philippe Séguin et comme s'attachent désormais à le souligner plusieurs essais récents parus dans différentes disciplines.



Les mardis de l'IEAoLU

IEAoLU Tuesdays

Dans le prolongement de son cycle de conférences publiques, et suite au succès de la première édition des Mardis de l'IEAoLU, l'Institut d'études avancées de Nantes a renouvelé sa collaboration avec le Lieu unique, scène nationale de Nantes pour présenter un nouveau cycle de conférence, chaque deuxième mardi du mois, avec un intervenant de renom, ouverte au public.

Chaque conférence traitait, en français, d'un grand sujet de société et d'actualité ayant une forte dimension internationale. Ainsi fut abordée une pluralité de problématiques comme les algorithmes, le Code du travail, le populisme, la mondialisation, la dérive autoritaire en Turquie, la mystique en islam, la réappropriation des œuvres d'art ou encore le savoir scientifique.

Chaque séance s'est déroulée de la façon suivante : après la présentation de l'intervenant invité, un chercheur résident de l'IEA donnait un éclairage complémentaire qui se poursuivait ensuite par une discussion avec le public.

Les algorithmes et le monde prévisible

Mardi 10 octobre 2017

Conférence IEAoLU avec Dominique CARDON, professeur de sociologie à Sciences po/Medialab.

Nous sommes entrés dans une société de calculs. Les techniques algorithmiques qui se déploient avec le monde des big data prétendent capturer au plus près les comportements des individus et prédire ce qu'ils sont, ce qu'ils pensent et ce qu'ils vont faire. À partir d'une approche de sociologie des sciences et des techniques, cette présentation s'attachera à analyser les différentes formes de calculabilité, et leurs épistémologies associées, qui se sont déployées dans les univers numériques. On prêterait notamment attention aux développements actuels des méthodes d'apprentissage (*machine learning*) et à la manière dont ils sont réinvestis par certains comme un (nouveau) retour de la promesse de l'intelligence artificielle. On s'interrogera enfin sur le paradigme comportementaliste qui est au cœur de cette nouvelle forme de calculabilité. Mais le monde devient-il pour autant plus prévisible ? Jusqu'où peut-on personnaliser sans défaire la société ? Comment peut-on comprendre et réguler les décisions des nouveaux calculateurs ?

Mise en perspective par Pierre Musso, philosophe et membre associé de l'Institut d'études avancées de Nantes.

Pour un autre Code du travail

Mardi 14 novembre 2017

Conférence IEAoLU avec Emmanuel DOCKES, professeur à l'université Paris Nanterre. Il a dirigé la *Proposition de Code du travail du GR-PACT* (Dalloz, 2017).

Le droit du travail, conquis pour l'essentiel au xx^e siècle, s'est profondément affaibli dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, depuis la fin des années 1970. La France réalise ce programme destructeur plus lentement que d'autres pays, mais avec persévérance, pugnacité même. Cet effritement commencé à la fin des années 1980 n'a quasiment pas cessé depuis. Il s'est même accéléré avec les grandes lois du précédent quinquennat et les ordonnances de l'été. Dans ce contexte, un groupe d'une vingtaine d'universitaires (le Groupe de recherche pour un autre Code du travail, GR-PACT), convaincu de la nécessité d'un droit du travail digne de ce nom a rédigé une Proposition de Code du travail progressiste. Cette proposition est quatre fois plus courte que la partie législative actuelle. Adaptée à la réalité de notre temps, elle prévoit de profondes réformes dans tous les domaines du droit du travail ?

Mise en perspective par Alain Supiot, professeur au Collège de France et membre émérite de l'Institut d'études avancées de Nantes. Ses travaux se sont principalement déployés sur deux terrains complémentaires : le droit social et la théorie du droit.

Le défi populiste

Mardi 12 décembre 2017

Conférence IEAoLU avec Chantal MOUFFE, professeur de science politique au Centre for the Study of Democracy à l'université de Westminster à Londres.

« Le défi populiste » dans lequel j'examinerai les raisons pour lesquelles nous assistons aujourd'hui à un « moment populiste » avec l'émergence de mouvements qui construisent la frontière politique sur le mode d'une opposition entre « le peuple » et « l'establishment ». Je défendrai l'idée qu'il s'agit d'une forme de résistance à la « post-démocratie » qui est la conséquence de l'hégémonie néo-libérale. Ces résistances peuvent être articulées à travers des vocabulaires très différents et c'est là que se situe la différence entre le populisme de droite et le populisme de gauche.

Mise en perspective par Parfait D. Akana anthropologue de l'université de Yaoundé 2 (Cameroun) et résident à l'IEA de Nantes, promotion 2017-2018.

Autour de la mondialisation

Mardi 9 janvier 2018

Conférence IEAoLU avec Serge HALIMI, journaliste, écrivain, et directeur du *Monde diplomatique*

Les jeux ne sont pas faits, et la mondialisation n'a pas gagné d'avance. (...) Ce qui peut faire échec au système, ce ne sont pas des alternatives positives, ce sont des singularités. Elles font échec à toute pensée unique et dominante, mais elles ne sont pas une contre-pensée unique – elles inventent leur jeu et leurs propres règles du jeu. (...) Il ne s'agit donc pas d'un « choc de civilisations », mais d'un affrontement, presque anthropologique, entre une culture universelle indifférenciée et tout ce qui, dans quelque domaine que ce soit, garde quelque chose d'une altérité irréductible. (...) La mise en place du système mondial est le résultat d'une jalousie féroce : celle d'une culture indifférente et de basse définition envers les cultures de haute définition (...), celle des sociétés désacralisées envers les cultures ou les formes sacrificielles.

Mise en perspective par Felwine SARR, professeur d'économie à l'université Gaston Berger, (Sénégal) et résident à l'IEA de Nantes, promotion 2017-2018.

La dérive autoritaire en Turquie : rupture ou continuité ?

Mardi 13 février 2018

Conférence IEAoLU avec Edhem ELDEM, professeur au département d'histoire de l'université de Boğaziçi et titulaire de la chaire internationale « Histoire turque et ottomane » du Collège de France.

Depuis quelques années, la Turquie est dominée par une tendance très nette à un durcissement politique et idéologique du parti au pouvoir, le Parti de la Justice et du développement, sous la houlette de son fondateur et leader, le président Erdoğan. Pour beaucoup, il s'agit là d'une dérive autoritaire qui se nourrit de nationalisme et d'islamisme, doublés de populisme et de majoritarisme. Pour l'historien, le défi n'est pas tant de décrire et d'analyser un système encore en gestation que de s'interroger sur l'existence ou non de continuité pouvant expliquer l'émergence de ce régime. Erdoğan représente-t-il une rupture avec une tradition politique que l'on sentait avancer vers une plus grande libéralisation, ou n'est-il qu'une sorte d'épiphénomène, porté par une mouvance séculaire qui le relie à des antécédents kémalistes, jeunes-turcs, voire plus anciens, remontant jusqu'au règne d'Abdülhamid II.

Mise en perspective par Michael PROVENCE, professeur d'histoire à l'université de Californie (États-Unis) et résident à l'IEA de Nantes, promotion 2017-2018.

La mystique en Islam

Mardi 13 mars 2018

Conférence IEAoLU avec Pierre LORY, directeur d'études à la Section des sciences religieuses de l'École Pratique des Hautes Études.

Les courants mystiques en islam ne sont pas le fait d'une minorité de contemplatifs retirés du monde : les confréries soufies rassemblent en effet des millions d'adeptes de par le globe. La mystique représente l'une des principales virtualités de la vie religieuse en islam. Il s'agira ici de revenir sur la courbe historique de ces mouvements fort variés, sur leurs principales doctrines et pratiques et sur leur impact sur la littérature et les arts. L'évocation de quelques-unes des personnalités marquantes de cette mystique ainsi que de son rôle dans le monde moderne compléteront l'exposé.

Mise en perspective par Gabriel Said REYNOLDS, professeur en islamologie et théologie au département de théologie de l'université Notre Dame (États-Unis) et résident à l'IEA de Nantes, promotion 2016-2017.

Notre héritage nous écrase-t-il ? Musées, provenances et restitutions au début du XXI^e siècle

Mardi 10 avril 2018

Conférence IEAoLU avec Bénédicte SAVOY, professeure d'histoire de l'art à la Technische Universität de Berlin et titulaire de la chaire internationale « Histoire culturelle des patrimoines artistiques en Europe, XVIII^e-XX^e siècles » du Collège de France.

En 1923, Paul Valéry après une visite au musée du Louvre notait dans un essai devenu célèbre : « notre héritage nous écrase ». Un siècle plus tard, la question de la provenance des œuvres d'art dans nos musées, celle de leur utilité et de leur possible ou impossible restitution, est d'une brûlante actualité. Sommes-nous capables aujourd'hui de supporter cet héritage ? Et si oui comment ?

Mise en perspective par Sara KELLER, historienne et archéologue du bâti et artiste peintre, résidente à l'IEA de Nantes, promotion 2016-2017.

Une autre science est possible !

Mardi 15 mai 2018

Conférence IEAoLU avec Isabelle STENGERS, professeure de l'université de Bruxelles.

Qu'une autre science soit possible doit être entendu à la manière d'un cri, non d'une affirmation relevant d'un savoir de type scientifique. Il s'agit, et ce sera l'enjeu de cet exposé, d'un cri qui engage la pensée et l'imagination en un moment où se trouve mis en crise l'ensemble des raisons de faire confiance en l'avenir. Pour les chercheurs, l'attitude normale aujourd'hui est de tenter de défendre la recherche contre ce qui la corrompt, contre ce qui menace l'avancée des connaissances qui justifie leurs pratiques. Mais n'est-ce pas cette idée d'avancée qu'il faut oser mettre en problème, collectivement, c'est-à-dire politiquement, afin de transmettre à nos enfants, et aux enfants de nos enfants des savoirs dignes de les aider à vivre dans les ruines ?

Mise en perspective par Pierre Musso, philosophe et membre associé de l'Institut d'études avancées de Nantes.



Rencontres en collaboration

Activities in collaboration



Les rencontres IEA / The BRIDGE

Cycle de rencontres

Après avoir participé à la traversée de l'Atlantique à bord du *Queen Mary 2* en juin 2017, l'Institut a noué un nouveau partenariat avec le Club des 100, l'association THE BRIDGE et les Dirigeants Responsables de l'Ouest (DRO). C'est dans ce cadre qu'a débuté en décembre 2017 un cycle de rencontres destiné à faire se rencontrer les chercheurs de l'Institut et les acteurs économiques du territoire. Deux matinées de réflexion ont ainsi eu lieu cette année et la prochaine est prévue pour l'automne 2018. Dans le prolongement de The Bridge 2017, ce partenariat a vocation à se poursuivre dans le cadre du nouveau projet THE ARCH 2021.



© Dimitri Bastard

Organisés à l'Institut de 7h30 à 9h30, les petits déjeuners ont pour but de favoriser les échanges entre l'entreprise et la recherche. Les deux premières rencontres se sont déroulées les jeudi 21 décembre 2017 et jeudi 22 mars 2018, respectivement autour des thèmes de l'« Innovation, imaginaire et perspectives » et de « Quel régime de travail au XXI^e siècle ? Constances et ruptures » animé par Yves Gillet (The Bridge) et Pierre Musso avec les interventions d'Alain Supiot, de Nathalie Bassaler, de Samuel Jubé et de Marc-Henry Soulet.

Partenariat avec SciencesPo Rennes

Cycle de conférences

Depuis deux ans l'Institut d'études avancées de Nantes et l'Institut d'Études Politiques de Rennes collaborent afin de permettre aux étudiants de SciencesPo Rennes de découvrir les travaux de certains chercheurs de l'Institut dans le cadre du séminaire permanent intitulé « Comprendre l'armature des sociétés : un monde en transitions ». Cette année les Fellows ont rencontré les étudiants pour échanger sur la géopolitique du féminisme, la représentation et la participation des travailleurs, les questions sociales et politiques posées par les OGM en Inde, la question du recensement de la population du Ghana en 1960 et la Syrie.

Jocelyn OLCOTT, histoire, université Duke, États-Unis ;

Elena GERASIMOVA, droit, université nationale de la recherche « École des hautes études en sciences économiques » (EHESE), Russie ;

Esha SHAH, science and technology studies, université de Wageninge, Pays-Bas ;

Gerardo SERRA, histoire, université du Sussex, Royaume-Uni ;

Michael PROVENCE, histoire, université de Californie, États-Unis ;

Deresesse WOLDETSADIK, histoire, université Debre Berhan, Éthiopie ;

Colloque « Après les traites » en hommage à Patrick Harries

Colloque public des mardi 14 et mercredi 15 novembre 2017

S'insérant dans un cycle d'activités scientifiques programmées dans le cadre des programmes de recherche STARACO (STATuts, RACE et Couleurs dans l'Atlantique) et PRALT (PRATIques de l'ALtérité), et en partenariat avec la Casa de Velázquez, le Château des Ducs de Bretagne, l'université de Nantes et la Région Pays de la Loire, l'Institut a accueilli ce colloque qui s'est concentré autour de cinq grandes questions : le travail contraint/le travail libre ; les formes juridiques qui accompagnèrent la suppression de la traite et de l'esclavage ; les pratiques sociales et culturelles ; les migrations de travail ; les mutations des discours sur le travail après les abolitions. Ce colloque se voulait un hommage à la mémoire de Patrick Harries. Décédé brutalement en 2016, Patrick Harries était historien, spécialiste du travail, de l'esclavage et des formes de dépendance en Afrique. Il travaillait depuis de nombreuses années sur les esclaves et les descendants d'esclaves originaires du Mozambique au Cap et, en parallèle, sur la nature de la traite négrière dans l'océan Indien dont il était l'un des plus grands spécialistes.



© Dimitri Bastard

Une ambiguïté fondamentale affecte les débats sur l'esclavage et le travail après le milieu du XVIII^e siècle. Les abolitions successives de la traite des Africains, les interdictions de l'esclavage et la poursuite des migrations transocéaniques dans l'Atlantique et dans l'océan Indien se sont accompagnées de la formation de nouvelles catégories de travailleurs « libres », mais aussi de l'affirmation de nouvelles formes de dépendance et de travail « non libre » entre le XVIII^e et le XX^e siècle.

Ces réalités s'inscrivent-elles dans une histoire longue du rapport colonial de l'Europe à ses colonies, ou assiste-t-on à l'émergence de nouvelles formes d'esclavage et de dépendance ? Ce colloque a cherché à interroger les formes de dépendance, d'esclavage et de travail « non libre » qui se déploient, voire resurgissent, en Afrique, aux Amériques et en Europe, dans des sociétés qui ont connu et pratiqué l'esclavage sur le temps long.

Le recours à l'esclavage a permis jusqu'à une période tardive de continuer à pourvoir les économies coloniales et métropolitaines en main-d'œuvre, comme d'assurer une forme de stabilité au sein de ces sociétés. Mais au-delà de la question des ruptures et des continuités historiques, il nous semble important d'inscrire l'histoire longue des transferts forcés d'hommes et de femmes entre les différents espaces du continent africain et d'Afrique vers l'Europe et les Amériques dans les nouvelles représentations et les nouveaux discours qui s'affirment après les abolitions des traites des Noirs. Des nouveaux discours qui concernent autant le rapport au travail et les représentations du travail, que le statut des « nouveaux » travailleurs (domestiques, serviteurs, apprentis, employés, engagés, libérés, etc.), ou encore la « race » en tant que construction biologique mais aussi, et davantage, en tant que construction sociale qui prédétermine les statuts individuels, les rapports sociaux, économiques et juridiques entre maîtres/patrons/engagistes et apprentis/employés/engagés... Il s'agit donc de réfléchir à des pratiques réelles d'esclavage, ou assimilables à l'esclavage, que ce soit sous l'angle économique, juridique ou social, tout en interrogeant le rapport individuel ou collectif au travail et les mutations que connaît le travail dans les économies post-abolitionnistes.

Mardi 14 novembre 2017

Ouverture du colloque par :

Samuel JUBÉ, directeur de l'IEA de Nantes ;

Nicolas MORALES, Casa de Velázquez ;

Krystel GUALDÉ, Château des ducs de Bretagne ;

António DE ALMEIDA MENDES, université de Nantes, STARACO et IEA de Nantes ;

Samuel SANCHEZ, université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et IMAF : présidence de séance ;

Myriam COTTIAS, CIRESC-CNRS : « L'hermaphrodisme politique » : expériences de dépendance et conflits de légitimité chez les « patronés » et « libres de fait » des Antilles françaises au XIX^e siècle ;

Alexander KEESE, université de Genève : « Travail obligatoire – mais sans contrainte ? L'invention du travail communal comme instrument colonial et élément idéologique des sociétés postcoloniales au Ghana et en Afrique subsaharienne, 1918-2017 » ;

Romain TIQUET, université de Genève : « Le travail forcé en Afrique de l'ouest : un objet de recherche révolu ? ».

Mercredi 15 novembre 2017

Isabelle SURUN, université de Lille III, IRHIS et résidente à l'IEA de Nantes, promotion 2014-2015 :
présidence de séance ;

Nigel PENN, university of Cape Town, résident à l'IEA de Nantes, promotion 2016-2017 :
“The Slave Trade – Its Abolition and Aftermath at the Cape of Good Hope, 1807-1838”;

Alessandro STANZIANI, EHESS : “The Welfare state and the colonial world, 1880-1914.
The casa of the French Equatorial Africa”;

Dominique VIDAL, université Paris Diderot, URMIS : « Que signifie qualifier d'esclaves
les immigrés boliviens travaillant dans le secteur de la confection à São Paulo ? »;

Céline LABRUNE-BADIANE, université Paris Diderot Paris7 et résidente à l'IEA de Nantes,
promotion 2017-2018 : présidence de séance ;

Jean-Pierre Le CROM, CNRS, université de Nantes : « Des engagés chinois sur le chemin de fer
Congo-Océan (1929-1933). Retour sur un échec cuisant » ;

Henrique ESPADA LIMA, universidade Federal de Santa Catarina, ancien résident à l'IEA
de Nantes, promotion 2012-2013 : “A History of a Different Future: The end of slavery and slaves'
expectations of rights in Brazil (1870s and 1880s)”;

Jean HEBRARD, EHESS et Johns Hopkins University : « Esclavage et dépendance dans les sociétés
esclavagistes en transition : le cas de Saint-Domingue à l'époque de la Révolution haïtienne » ;

Virginie CHAILLOU, université de Nantes, Labex EHNE : « Statut juridique et social des engagés
africains dans la société réunionnaise post-abolitionniste » ;

Conclusions présentées par :

Céline FLORY, Mondes Américains-CERMA, CNRS ;

Violaine TISSEAU, IMAF, CNRS.

De la « bibliothèque coloniale » à la « bibliothèque africaine » ?

Table ronde du 17 mai 2018 au Château des Ducs de Bretagne

À partir d'une discussion autour de l'ouvrage de Céline LABRUNE-BADIANE et Étienne SMITH, *Les Hussards noirs de la colonie* (Paris, Karthala, 2018), traitant de l'émergence de la production intellectuelle europhone sur l'Afrique de l'Ouest

durant la première moitié du xx^e siècle, il s'agissait de présenter les enjeux, les étapes et les modalités de la nécessaire décolonisation des savoirs sur l'Afrique en Afrique.



Dans les territoires africains sous domination française, le pouvoir colonial a indéniablement impulsé et contrôlé la production de savoirs scientifiques et scolaires, de leur élaboration (cadres, méthodes, thématiques, auteurs...) à leur validation (prix, récompenses) et à leur diffusion (publication d'ouvrages, de revues...). Principaux animateurs de la recherche en Afrique Occidentale Française, les administrateurs coloniaux ont imposé des styles, des normes, des outils ainsi qu'un regard sur les sociétés africaines. Les sciences en voie de professionnalisation et d'institutionnalisation ont indissociablement servi la cause impériale. La « bibliothèque coloniale » (V. Mudimbe) ne se constitua pourtant pas

sans le recours aux Africains (traducteurs, informateurs, collecteurs de données, chercheurs...) dont le rôle fut très étroitement circonscrit mais néanmoins réel. Leur empreinte marque de façon singulière la production des savoirs en contexte colonial. Pour autant cette part africaine de la « bibliothèque coloniale » a longtemps été ignorée, minorée ou suspectée de compromission avec le pouvoir colonial du fait du contexte même de sa production.

Yaovi AKAKPO, université de Lomé, Togo et IEA de Nantes

Souleymane Bachir DIAGNE, université de Columbia et IEA de Nantes

Céline LABRUNE-BADIANE, université de Paris VII et IEA de Nantes

Umamaheshwari RAJAMANI, chercheur indépendant en sciences sociales et journaliste, IEA de Nantes

Felwine SARR, université Gaston Berger, Sénégal et IEA de Nantes

Etienne SMITH, Science Po

De quoi l'esclavage est-il le nom ? (XV-XXI^e siècle)

Université d'été qui s'est déroulée du lundi 25 juin au jeudi 28 juin 2018
au Château des Ducs de Bretagne

Dans le cadre de la « saison décoloniale », organisée au Musée d'histoire de Nantes de mai à novembre 2018 et en partenariat avec les projets de recherche STARACO et SLAFNET et l'USR CIRESC, cette manifestation clôturait le programme de recherche pluriannuel PRALT (PRATIques de l'ALTérité). Elle s'est organisée autour de conférences grand public et de 4 ateliers thématiques pendant lesquels 20 jeunes chercheurs ont présenté leurs recherches. Cet événement fut l'occasion pour des spécialistes des mondes africains, américains et européens, en résidence à l'Institut d'études avancées de Nantes ou spécialement conviés à cette occasion, de réfléchir ensemble à la possibilité d'une autre histoire coloniale de la ville de Nantes.

Le mot « esclavage » montre aujourd'hui ses limites pour définir une réalité que l'on tend à définir comme universelle. La violence de la grande traite atlantique est un acte fondateur de l'esclavage dit moderne ; elle ne suffit pourtant pas à expliquer ce que fut et ce qu'est un esclave. Les recherches conduites depuis les années 1970 sur la traite et sur l'esclavage atlantiques ont entériné la figure de l'esclave marchandise, d'un esclave réduit au statut de victime passive d'un système esclavagiste capitaliste. La colonisation et le capitalisme atlantique ont constitué un temps particulier dans la construction de la figure du nègre, comme figure de l'homme aliéné et déshumanisé. Pourtant les expériences multiples des esclaves, les relations économiques et sociales complexes qui ont pu se nouer entre un maître et un esclave, la capacité de l'esclave à convoquer le droit pour assurer sa défense dans les régimes esclavagistes ou dans les sociétés à esclaves, à s'affranchir, à s'assurer une autonomie culturelle et économique montrent que l'esclavage ne peut être réduit à un modèle théorique. Il peut être expliqué par les modes de fonctionnement et de penser des sociétés passées ; des formes d'esclavage ont pu aussi être recrées dans le cadre de nouveaux systèmes économiques et sociaux, d'autres ont pu être oubliées ou ignorées. En Afrique, aux Amériques, en Europe comme au Maghreb ou au Proche-Orient, nombre d'esclaves ont été intégrés dans les sociétés tout en demeurant porteurs d'une condition d'incertitude : on pouvait à tout moment les ramener à leurs statuts, à leurs conditions, à leurs origines, à leur race. Cette condition d'incertitude était inscrite dans le fonctionnement des sociétés et des rapports humains, dans les représentations que l'on pouvait localement se faire de l'esclavage et de la liberté. Esclavage et liberté : ces deux notions n'ont eu cesse à travers le temps de se construire l'une avec l'autre, l'une contre l'autre.

Cette université d'été avait ainsi pour ambition d'interroger l'usage qui a été fait à travers le temps et en fonction des lieux du mot « esclavage ». À bien des égards le terme esclavage apparaît aujourd'hui comme la catégorie la moins appropriée pour qualifier des situations, des pratiques et des représentations qui traversent les siècles, s'inscrivent dans la densité des terrains, des espaces et des tissus sociaux. Dans quelle mesure une lecture de l'esclavage à l'échelle, mais caractérisée par le refus du récit de la modernité occidentale, une relecture des sources coloniales et orales peuvent-elles offrir de nouvelles possibilités pour écrire une autre histoire, qui serait soucieuse de la singularité des expériences et des contextes ? Sous quelles conditions et selon quelles modalités la relocalisation de l'esclavage et de ces questionnements ouvrent-elles de nouvelles perspectives heuristiques ?

Coordination

António DE ALMEIDA MENDES, université de Nantes et IEA de Nantes ;

Krystal GUALDÉ, Château des Ducs de Bretagne.

Participants

Parfait AKANA, université de Yaoundé II (Cameroun) et IEA de Nantes ;

Yaovi AKAKPO, université de Lomé (Togo) et IEA de Nantes ;

Marie-Pierre BALLARIN, Institut de recherche pour le développement et SLAFNET ;

Catherine COQUERY-VIDROVITCH, université Paris Diderot Paris 7 ;

Myriam COTTIAS, CNRS et CIRESC ;

Céline LABRUNE-BADIANE, université Paris Diderot Paris 7 et IEA de Nantes ;

Abderrhamane N'GAIDÉ, université Cheick Anta Diop (Sénégal), IEA de Nantes et SLAFNET ;

Samuel NYANCHOGA, université catholique d'Afrique de l'est (Kenya), IEA de Nantes et SLAFNET ;

Felwine SARR, université Gaston Berger (Sénégal) et IEA de Nantes ;

Salah TRABELSI, université Lumière, Lyon 2 ;

Vijaya TEELock, université de l'île Maurice et SLAFNET ;

Ibrahima THIOUB, université Cheick Anta Diop (Sénégal) et IEA de Nantes.



Rencontres culturelles
Cultural Activities

Exposition Escale nantaise par Sara Keller

Mardi 7 octobre 2017

Historienne et archéologue du bâti formée en France et en Allemagne, Sara KELLER a mené des recherches pluridisciplinaires portant sur les monuments et les structures urbaines historiques en tant que source d'information pour l'étude des contextes socio-culturels pluriels. Au cours de son séjour de recherche à l'Institut, Sara Keller est partie à la découverte de la ville de Nantes qu'elle a explorée pinceaux à la main. C'est donc en tant qu'artiste qu'elle a exposé ses aquarelles au passage Sainte-Croix à Nantes du samedi 7 octobre au samedi 21 octobre sous le titre Escale Nantaise, dans le cadre d'un nouveau partenariat entre le Passage et l'Institut d'études avancées.



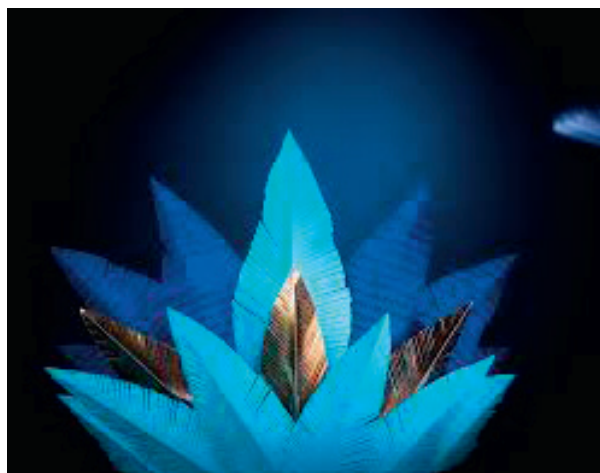
«Escale Nantaise» présentait le carnet exploratoire d'un chercheur en sciences humaines et sociales de passage à Nantes.

Pour quoi chercher ? Pourquoi à Nantes ? L'exposition «Escale Nantaise» vous invite à découvrir en image le récit de Sara Keller et à (re)visiter l'histoire de Nantes à travers ses aquarelles qui posent un regard tendre et léger sur l'esprit ouvert et bouillonnant de la ville. Pour cette seconde édition, l'exposition est enrichie d'un master objet, «La Châsse à Nantes», écho d'une réflexion sur l'identité nantaise. L'installation, haute en couleurs et en lumière, donne la voix au public.»

L'exposition s'est déroulée dans la salle du Prieuré du Passage Sainte-Croix et fut clôturée par le «Midi de Sainte-Croix» le vendredi 20 octobre à 12h30 au cours duquel le public était invité à discuter de l'exposition avec l'artiste Sara Keller après une présentation de celle-ci.

« Échos, des lectures qui résonnent », au Château des Ducs de Bretagne

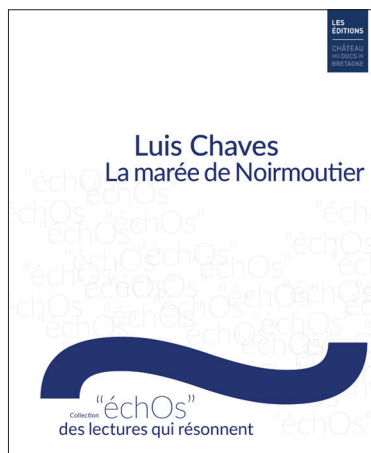
Du jeudi 12 au samedi 14 octobre 2017



Le festival invitait cette année à porter le regard vers l'Amérique latine à travers l'exploration de l'identité latino-américaine contemporaine, ce qu'elle nous dit et ce qu'elle dit de nous. La conquête hispanique a quasiment fait disparaître les sociétés amérindiennes. Pourtant, leur force spirituelle, symbolisée par les objets présentés dans l'exposition, le métissage ou encore des formes contemporaines de réappropriation par les descendants des Amérindiens témoignent de leur survivance.

L'Institut a une nouvelle fois eu le plaisir de participer au Festival Échos par le biais de l'un de ces résidents. Cette année, c'est Luis CHAVES (résident 2016-2017) qui a été invité à écrire un texte à paraître exclusivement pour l'occasion du festival aux éditions du Château des Ducs de Bretagne. L'ouvrage qui s'intitule *La Marée de Noirmoutier* a fait l'objet d'une lecture par Anaïs Allais au Grand T.

Luis Chaves, costaricain, est poète, romancier, chroniqueur et traducteur. Il a reçu de nombreux prix de poésie – Sor Juana Inès de la Cruz au Mexique (1997), Fray Luis de León en Espagne (2005), le prix Jean-Jacques Rousseau de l'Akademie Schloss Stuttgart (2011), le prix national de poésie du ministère de la Culture du Costa Rica en 2012... Membre du programme DAAD des artistes en résidence à Berlin en 2015, il a collaboré en octobre de la même année au célèbre magazine *Poetry*.



Partenariat de l'Institut avec le Festival des 3 continents et l'atelier Produire au Sud

Du lundi 20 au samedi 25 novembre 2017

Chaque année depuis 1979, à la fin du mois de novembre à Nantes, le Festival des 3 Continents propose des films de fictions et des documentaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Cette spécialisation géographique, pionnière en son temps, ne résume pas l'identité du Festival. Elle est une des formes de ce qui l'anime et le distingue : la passion et la curiosité, le goût de la découverte et des rencontres, l'amour des films du Sud et la volonté de les servir.

En parallèle du festival, l'atelier Produire au Sud forme de jeunes producteurs et réalisateurs d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie à la coproduction internationale. L'ambition de cet atelier est de familiariser les producteurs et réalisateurs sélectionnés à l'atelier avec les techniques et outils de la coproduction cinématographique internationale, à travers une logique d'accompagnement individuel de projets en développement.

L'atelier de Nantes est le plus important atelier de l'année par sa durée et son nombre d'experts invités. Il se tient chaque année dans le cadre du Festival des 3 Continents et en partenariat avec l'Institut d'études avancées.



Les 6 projets sélectionnés en 2017 à l'atelier de Nantes étaient :

- *Second Trip* (Afghanistan) de Sadam Wahidi, produit par Abdul Tamim Zarabi ;
- *Miles from Nowhere* (Afrique du Sud) de Samantha Nell, produit par Bongwiwe Selane ;
- *Yashar* (Azerbaïdjan) de Elvin Adigozel, produit par Teymur Hajiyev ;
- *One Summer Day* (Birmanie) de We Ra Aung, produit par Aiess Alonso ;
- *Our Home* (Bolivie) de Alejandro Loayza Grisi, produit par Santiago Loayza Grisi ;
- *The Stranger* (Chine) de Zhengfan Yang, produit par Shengze Zhu.

Festival Variations : Concert de Nicolas Horvath

Dimanche 18 mars 2018



Dans le prolongement du partenariat avec le Lieu Unique, l'Institut s'est associé cette année pour accueillir pour la première fois un artiste lors du festival Variations centré sur la musique pour piano et clavier qui s'est déroulé du 10 au 18 mars dans toute la ville de Nantes.

L'Institut a ainsi eu l'honneur d'accueillir Nicolas Horvath pour un marathon musical de huit heures. Cet artiste hors pair a interprété sans interruption l'intégralité des œuvres pour piano d'Erik Satie. Cette performance unique qui se déroulait au Club de l'Institut, dans un cadre habituellement fermé au public, a attiré plus de 300 personnes venues découvrir l'artiste et sa performance musicale.

Ciné-clubs de l'IEA

Le ciné-club est à la disposition des résidents de l'IEA de Nantes dans le but d'enrichir leurs échanges intellectuels. Il permet aux résidents qui le souhaitent de présenter et de commenter le film de leurs choix.

- Mardi 17 octobre 2017, *Nueve Reinas*, film argentin de Fabián Bielinsky, 2000, 109 min, version originale espagnole sous-titrée anglais. Présenté par José Emilio BURUCUA, historien, université Nationale de San Martin, Argentine.
- Mardi 31 octobre 2017, *Sans soleil*, film expérimental français de Chris Marker, 1983, 100 min, version originale anglaise sans sous-titres. Présenté par Philippe GEINOZ, littérature, université de Genève, Université de Fribourg, Suisse
- Mardi 28 novembre 2017, *Le procès* de Viviane Amsalem, film dramatique franco-israélien de Ronit et Schlomi Elkabezt, 2014, 116 min, version originale arabe, français et hébreu sous-titrée anglais. Présenté par Céline LABRUNE-BADIANE, historienne, université de Paris VII, France.
- Mardi 5 décembre 2017, *Fandry*, film indien de Nagraj Manjule, 2013, 102 min, version originale indienne marathi sous-titrée anglais. Présenté Umamaheshwari RAJAMANI, historienne, Chercheur indépendant, en sciences sociales et journaliste, Inde.
- Mardi 16 janvier 2018, *Tabou*, film portugais de Miguel Gomes, 2012, 110 min, version originale portugaise, française et allemande sous-titrée anglais. Présenté par Antonio DE ALMEIDA MENDES, historien, université de Nantes, France.
- Mardi 30 janvier 2018, *Leviathan*, film russe d'Andrey Zvyagintsev, 135 min, 2014, version originale russe sous-titrée anglais. Présenté par Elena GERASIMOVA, droit, université nationale de la recherche, (EHES), Russie.
- Mardi 6 février 2018, *Le Faussaire/Die Fälschung*, film franco-allemand de Volker Schlöndorff, 1981, 108 min, version originale française, anglaise et allemande sous-titrée anglais. Présenté par Sofian MERABET, anthropologue, université du Texas, États-Unis.
- Mardi 6 mars 2018, *Bajirao Mastani*, film indien de Sanjay Leela Bhansali, 2015, 158 min, version originale indienne sous-titrée anglais. Présenté par Esha SHAH, études de la Sciences et de la technologie, université de Wageninge, Pays-Bas.
- Mardi 20 mars 2018, *Dominium mundi, L'Empire du management*, film français de Gérald Caillat, écrit par Pierre Legendre, 2007, 67 min, version originale française et anglaise sous-titrée anglais. Présenté par Pierre MUSSO, sciences de la communication, université de Rennes 2, France.
- Mardi 3 avril 2018, *Teza*, film éthiopien de Haile Gerima, 2010, 133 min, version originale éthiopienne et allemande sous-titrée français. Présenté par Deresse WOLDETSADIK, histoire, université Debre Berhan, Éthiopie.
- Mardi 17 avril 2018, *Das Leben der Anderen*, film allemand de Florian Jenckel von Donnersmarck, 2006, 132 min, version originale allemande sous-titrée français. Présenté par Gerd SPITLER, anthropologue, université de Bayreuth, Allemagne.

- Mardi 24 avril 2018, *El secreto de sus ojos*. Film argentin, réalisé par Juan José Campanella, 2009, 127 min, version originale espagnole sous-titrée anglais. Présenté par Giselda GAIADA, philosophe, université Nationale de La Plata, Argentine.
- Mardi 22 mai 2018, *Violences et passions*, film dramatique italien de Luchini Visconti, 1974, 126 min, version originale italienne sous-titrée français. Présenté par Daniela P. TAORMINA, philosophe, université de Rome «Tor Vergata», Italie.
- Mardi 29 mai 2018, *L'Ena – Miroir d'une nation*, documentaire de Gérard Caillat, 1999, 83 min, version originale française sous-titrée anglais. Présenté par Pierre Musso, Sciences de la communication, Université de Rennes 2, France. Précédé de *La mémoire du corbeau*, court-métrage de David N. Bernatchez, 7 min. Présenté par Daniela P. Taormina, philosophe, université de Rome «Tor Vergata», Italie.



Projets pluriannuels
Multiannual projects

Chaire France-BIT

L'Organisation internationale du travail, le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social finance depuis octobre 2011 la chaire « France-BIT » à l'IEA de Nantes. Cette chaire est de nature à contribuer à une meilleure compréhension et diffusion des réflexions sur les questions du travail, dans le sens large du travail décent.

Le premier titulaire de cette chaire fut Jeseong PARK, juriste travailliste coréen, dont le projet s'intéressait au travail en sous-traitance en tant que représentation post-moderne de la féodalité ou de la pré-modernité.

Puis la suite fut assurée par Zekeria Ahmed SALEM de l'université de Nouakchott en Mauritanie en 2012-2013, avec son analyse comparative sur l'esclavage passé et présent et l'étude des cas des Haratines de la République Islamique de Mauritanie

En 2013-2014, c'est Supriya ROUTH, juriste spécialiste du droit du travail qui a bénéficié de la chaire France-BIT et qui a partagé ses réflexions sur l'établissement d'un cadre de droit du travail pour l'économie informelle qui prévoit la participation des institutions intégrées, ou des acteurs, comme les partis politiques, les médias, les représentants élus, les ONG, etc., dans le processus de création de lois dans le contexte d'emploi informel au sein des pays en développement.

L'année suivante, Judy FUDGE, professeure à la faculté de droit de l'université du Kent, a examiné comment et dans quelle mesure les discours sur les droits de l'Homme et la citoyenneté se recoupent lorsque, au sein d'un marché du travail en cours de globalisation, on en vient à formuler des revendications en faveur des salariés.

Puis, en 2015-2016, Babacar FALL, historien et directeur du Centre de recherche sur les métiers et la mémoire en Afrique, a occupé la chaire. Il a fait part de ses recherches sur l'histoire du travail en Afrique de l'ouest francophone et sur les migrations, les innovations pédagogiques et les réformes en éducation.

En 2016-2017, la titulaire de la chaire, Mahua SARKAR a rencontré les représentants du ministère du travail, du MEDEF et de la direction générale du travail à Paris ainsi que les délégués de l'OIT à Genève (département des Migrations et département de la Recherche) où elle a réalisé fin mai un séminaire sur ses travaux qui s'articulent autour des flux migratoires circulaires entre les pays pauvres et les pays riches.

Cette année, c'est Elena Gerasimova, Professeure à l'université nationale de la recherche « École des hautes études en sciences économiques », qui est la titulaire de la chaire « France-BIT » à l'Institut. Elle a présenté le 3 avril dernier ses travaux sur la représentation et la participation des travailleurs en Russie.

Partenariat avec le Secrétariat à la formation, à la recherche et à l'innovation de la confédération suisse et l'université de Fribourg

Depuis décembre 2013, l'IEA de Nantes et l'université de Fribourg ont engagé une collaboration, avec le soutien du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) de la Confédération suisse, visant à promouvoir les travaux de recherche sur les cadres institutionnels de la vie en société (droit, langue, religion), sur la notion d'humanisme et son rôle dans le paysage scientifique actuel, et sur l'interdisciplinarité en sciences humaines et sociales.

Par son soutien à ce partenariat, le gouvernement suisse (Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation - SEFRI) cherche à encourager les chercheurs à se libérer des approches auto-centrées et à accroître leur créativité. Les scientifiques suisses qui excellent dans leur domaine auront ainsi des moyens accrus pour dialoguer avec l'élite scientifique d'autres pays et pour développer des réseaux interdisciplinaires à l'échelle internationale.

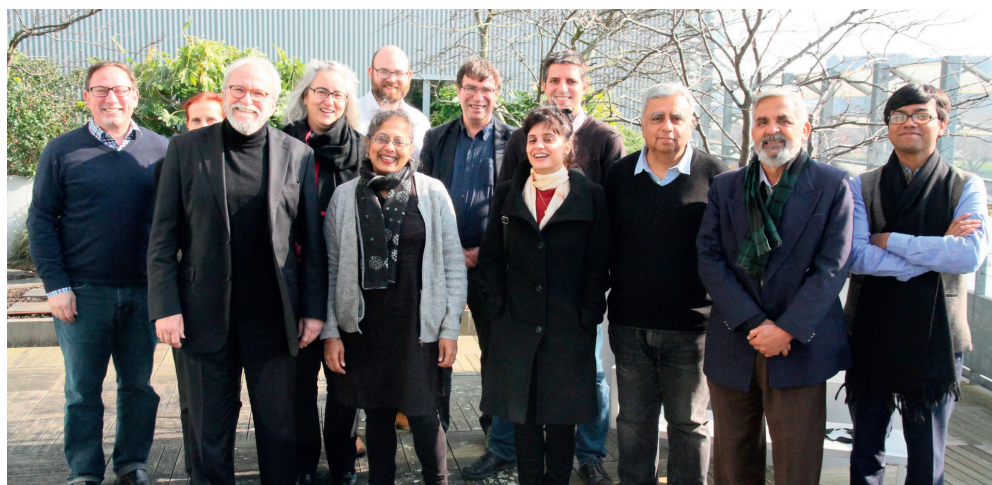
Cette collaboration s'appuie sur un cycle de conférences et d'ateliers, ainsi que sur l'encouragement des candidatures de chercheurs suisses pour un séjour de recherche à l'IEA de Nantes. Ainsi quatre membres de l'Institut ont été accueillis dans le cycle de conférences « Les savoirs désenclavés » à l'université de Fribourg au cours de l'année 2017-2018 :

- « La commission vérité, justice et réconciliation au Mali : état des travaux ? » du prof. Ousmane SIDIBE, président de la Commission, Université de Bamako et ancien résident à l'IEA de Nantes, le 25 septembre 2017 ;
- « La comptabilité est-elle encore l'affaire des juristes » de Samuel JUBÉ, directeur de l'IEA de Nantes, le 27 février 2018 ;
- « Soldates, suffragettes et "sex radicals" : les femmes, le genre et la révolution mexicaine » de Jocelyn OLCOTT, Duke University et IEA de Nantes, le 25 avril 2018 ;
- « Le calligrama d'Apollinaire et les rapports expressifs » de Philippe GEINOZ, université de Genève et université de Fribourg, Suisse et IEA de Nantes, le 1 mai 2018.

Indian-European Advanced Research Network

L'Indian European Advanced Research Network (IEARN) est le fruit d'une coopération étroite entre des instituts européens (les Instituts d'études avancées de Berlin, Uppsala, Amsterdam et Nantes, le Forum Transregionale Studies de Berlin et le Graduate Institute de Genève) et indiens – le Centre for the Study of Developing Societies (CSDS) de Delhi, le Centre for Policy Research (CPR) de New Delhi, le Centre for the Study of Culture and Society (CSCS) de Bangalore, le Centre for Studies in Social Sciences (CSSS) de Calcutta, le Center for Contemporary Studies, Indian Institute of Science de Bangalore et la School of Arts and Aesthetics de la Jawaharlal Nehru University (SOAA) à New Delhi.

Ce réseau opère depuis 2008 en organisant des petits séminaires de recherche permettant de confronter les approches indiennes et européennes sur quelques notions clés, dans les domaines du droit, des sciences politiques, de l'histoire des idées, ou des arts.



L'IEA de Nantes s'y est joint dès sa création et en est devenu l'administrateur en février 2013, (jusqu'à-là administré par le Wissenschaftskolleg zu Berlin). À ce titre, l'IEA coordonne la mise en œuvre des différents séminaires, veille au suivi et au renouvellement des thématiques et prend la responsabilité des fonds dédiés que lui apporte la Riksbanken Jubileumsfund (Fondation de la Banque centrale de Suède). C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la quatrième rencontre indo-européenne du séminaire autour de « Democracy in diversity: Indian and European Perspectives » du 22 au 24 mars 2017 à Vienne, faisant suite aux précédents ateliers organisés à Bangalore (2014), à Berlin (2015) et à Delhi (2016) et qui a de nouveau rassemblé un groupe d'une vingtaine de chercheurs pour les amener à partager leurs réflexions sur les défis posés à la démocratie en Inde et dans l'Union européenne.

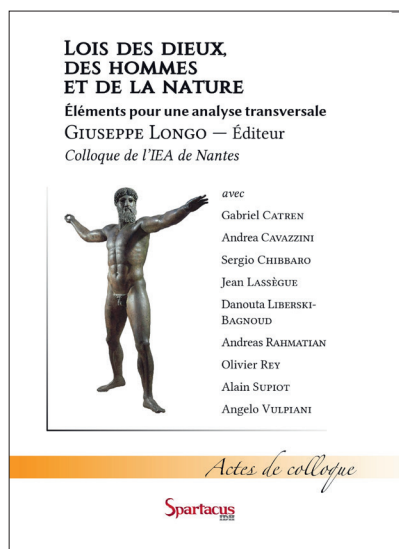
Cette année, les cinq axes de recherche initiés il y a quelques années sont arrivés à leur échéance. Confiant dans la poursuite des activités de l'IEARN et voulant renouveler les perspectives de recherches, le comité directeur du réseau a retenu trois nouveaux axes de recherche. Un quatrième axe de recherche, encore en discussion, devrait être ajouté à la liste. Les trois axes de recherche retenus pour les années à venir sont : The social life of commercial trust : comparative historical perspectives from Asia, Africa, and Europe, 1600-1950 (porté par Lakshmi Subramanian et Yannick Lemarchand), Collecting Past, archiving futures (porté par Yfaat Weiss et Tapati Guha-Thakurta) et Distribution and the Law : Indian and European constitutional approaches compared (porté par Philip Dann).

Dans cette nouvelle perspective de recherches et d'échanges, l'IEARN a soutenu le nouvel axe de recherche mené par Lakshmi Subramaniam, du Centre d'études en sciences sociales de Calcutta et membre associé de l'IEA de Nantes, et Yannick Lemarchand de l'université de Nantes et membre correspondant de l'IEA de Nantes, en organisant à l'Institut les 20, 21 et 22 février l'atelier inaugural. L'objectif des travaux envisagés dans le cadre de l'axe de recherche « The social life of commercial trust : comparative historical perspectives from Asia, Africa, and Europe, 1600-1950 », est d'étudier, dans une perspective comparative et trans-culturelle, les pratiques commerciales et les techniques spécifiques (notamment les techniques comptables) qui les portent et, par là, de saisir les concepts, discours et les mécanismes concrets de la confiance dans les échanges commerciaux entre marchands, parfois très éloignés les uns des autres. La rencontre organisée cette année à Nantes a permis de mesurer l'importance et la richesse des questions envisagées, et d'entrevoir plus clairement le champ de recherche à défricher ainsi que les collaborations à poursuivre et enrichir. Le prochain atelier est prévu le 18 et 19 décembre 2018 à Goa en Inde.



Publications de l'Institut
The Institute's publications

Editions Spartacus



Loi des dieux, des hommes et de la nature, ouvrage collectif dirigé par Giuseppe LONGO dans le cadre de sa résidence associée à l'IEA de Nantes.

Mathématicien, logicien, épistémologue, Giuseppe Longo est directeur de recherche émérite au CNRS à l'ENS. Il a enseigné et été chercheur à l'université de Pise, et, aux USA, de Carnegie Mellon, au MIT et à Berkeley. Il est co-auteur de *Categories, Types and Structures* (avec A. Asperti, 1991), de *Mathématiques et sciences de la nature. La singularité physique du vivant* (avec F. Bailly, 2006) et de *Perspectives on Organisms: Biological Time, Symmetries and Singularities* (avec M. Montévil, 2014). Éditeur de nombreux journaux scientifiques, il est membre de l'Academia Europaea depuis 1992.

Ce volume constitue les actes d'un colloque qui a eu lieu à l'Institut d'études avancées de Nantes, les 15 et 16 octobre 2015. Ce colloque a été la première initiative publique du projet du même titre dans le cadre de la résidence de Giuseppe Longo à l'IEA en tant que membre associé depuis 2014.

«Son origine est un questionnement scientifique : discuter de la notion de loi en biologie, à partir de la théorie de l'évolution et du sens qu'elle a, ou devrait avoir, par rapport à celui que lui donne la physique moderne et contemporaine. On présente généralement comme un paradigme, valant pour toute discipline, le rôle des lois mathématisées de la physique, et on l'étend ainsi de la biologie à l'économie des équilibres et à la quantification de nombreux domaines sociaux. Nous voulons par ce volume contribuer à une réflexion, qui tout en partant de l'intérieur des sciences de la nature, s'adresse aux sciences humaines et permette de contribuer à mieux apprécier la force mais aussi les limites de ces transferts.»

Ces actes rassemblent les interventions suivantes :

- Giuseppe LONGO : Introduction au colloque : «Au sujet des lois en sciences humaines et de la nature» ;
- Gabriel CATREN, chargé de recherche CNRS, responsable scientifique du projet ERC *Philosophy of Canonical Quantum Gravity* : «Esquisse d'une doctrine spéculative de la science» ;
- Jean LASSÈGUE, chargé de recherche au CNRS : «Machiavel, Léonard ou Galilée de la politique ? Sur une lecture de Cassirer par Claude Lefort» ;
- Danouta LIBERSKI-BAGNOUD, directrice de recherche au CNRS et membre correspondante de l'IEA de Nantes : «Règne de la Loi, régime des interdits» ;
- Olivier REY, chargé de recherche au CNRS, enseignant à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : «La confusion des lois» ;

- Andrea CAVAZZINI, chercheur à l'université de Liège : «Loi divine, lois de la nature. Un parcours.»
- Alain SUPIOT, professeur au Collège de France, fondateur et ancien directeur de l'IEA de Nantes : «De la loi aux liens».
- Andreas Rahmatian, professor of Commercial Law, Faculté de droit, université de Glasgow. Ancien résident de l'IEA de Nantes : “The nature of laws in law and in economics”.
- Sergio Chibbaro et Angelo Vulpiani, université Sorbonne, Paris, et Universita' Sapienza, Roma – Hors colloque : “Considerations on compressibility, laws of nature and complexity”.



Promotions depuis 2009
Former Fellows

Promotions depuis 2009 / *Former Fellows*

Promotion 2009

Pierre AKENDENGUE

Auteur, compositeur, interprète (Gabon)

Jane BURBANK

Historienne, université de New-York (USA)

Fred COOPER

Historien, université de New-York (USA)

Denise DIAS BARROS

Sociologue, université de Sao Paulo (Brésil)

Luigi DORIA

Sociologue, économiste, université Bocconi de Milan (Italie)

Nkolo FOE

Philosophe, université de Yaoundé I (Cameroun)

Étienne FRANÇOIS

Historien, Université libre de Berlin et à l'université Paris I (France)

Sitharamam KAKARALA

Juriste, politologue, CSDS, Bangalore (Inde)

Cyrille KONÉ

Philosophe, université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Danouta LIBERSKI-BAGNOUD

Ethnologue, CNRS (France)

Orkhan MIR-KASIMOV

Historien, islamologue, Institute of Ismaili Studies, Londres (Azerbaïdjan/GB)

Anupam MISHRA

Secrétaire général de la Gandhi Peace Foundation, New Delhi (Inde)

Osamu NISHITANI

Philosophe, Université des langues étrangères de Tokyo (Japon)

Peter E. QUINT

Juriste, université du Maryland, Baltimore (USA)

Suresh SHARMA

Historien, anthropologue, CSDS, New Delhi (Inde)

Daniel SPEICH

Historien, université technique ETH de Zurich (Suisse)

Giovanna ZAPPERI

Historienne de l'art, École nationale des beaux-arts de Bourges (Italie/France)

Promotion 2009 - 2010

Massimo AMATO

Économiste, université Bocconi, Milan (Italie)

Vincent BONNECASE

Historien, CNRS (France)

Abdullah CISSÉ

Juriste, université de Bambey (Sénégal)

Benoît DE CORNULIER

Linguiste, université de Nantes (France)

Jillali EL ADNANI

Historien, université Mohamed V, Agdal-Rabat (Maroc)

Adrian GOLDIN

Juriste, université San Andres et université de Buenos Aires (Argentine)

Clarisse HERRENSCHMIDT

Orientaliste, CNRS (France)

Zhe JI

Sociologue, INALCO (Chine/France)

Aka KOUAME

Historien, université de Cocody, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Kazmer KOVACS

Architecte, université Ion Mincu, Bucarest (Roumanie)

Anna KRASTEVA

Sociologie politique, Nouvelle université bulgare, Sofia (Bulgarie)

Céline LAFONTAINE

Sociologue, université de Montréal (Canada)

Gilles LHUILLIER

Juriste, université de Bretagne Sud (France)

Aditya MUKHERJEE

Historien, Jawaharlal Nehru University, New Delhi (Inde)

Mridula MUKHERJEE

Historienne, Jawaharlal Nehru Memorial Museum and Library, New Delhi (Inde)

Sean MURPHY

Historien, Western Washington University, Bellingham (USA)

Jann PASLER

Musicologue, université de Californie, San Diego (USA)

Pejman POURZAND

Juriste, ATER Collège de France (France/Iran)

Suresh SHARMA

Histoire, anthropologie, Center for the Study of Developing Societies, New Delhi (Inde)

Ibrahima THIOUB

Historien, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Joseph TONDA

Sociologue, université Omar Bongo, Libreville (Gabon)

Ashok VAJPEYI

Auteur, critique, président de la Lalit Kala Academy, New Delhi (Inde)

Promotion 2010 - 2011

Hashim AL TAWIL

Historien de l'art, Henry Ford Community College, Detroit (USA)

Hoda BARAKAT

Écrivain, journaliste (Liban/France)

Sudhir CHANDRA

Historien, université, Mizoram, Aizawl (Inde)

Sung-Eun CHOI

Historienne, Claremont Graduate University (USA/Corée du Sud)

Emilios CHRISTODOULIDIS

Droit, université d'Édimbourg (Scotland/Grèce)

Cristina CIUCU

Historienne, université de Bucarest (Roumanie)

Paola DE CUZZANI

Philosophe, université de Bergen (Norvège/Italie)

Alan FORREST
Historien, York University (GB)

Antonia GRÜNENBERG
Politologue, université de Oldenburg (Allemagne)

Pekka HÄMÄLÄINEN
Historien, université de Santa-Barbara (USA/Finlande)

Suzette HEALD
Anthropologue, London School of Economics (GB)

Hélène JOUSSE
Archéo-zoologue, CNRS (France)

Kazumasa KADO
Juriste, université Soai, Osaka (Japon)

Shigehisa KURIYAMA
Histoire de la médecine, Harvard University (USA)

Yannick LEMARCHAND
Sciences de gestion, université de Nantes (France)

Chihiro MINATO
Art et anthropologie, Tama Art University, Tokyo (Japon)

Tejaswini NIRANJANA
Littérature et études de genre CSCS, Bangalore (Inde)

Lidia PROKOFYEVA
Sociologie, Académie des sciences de Moscou (Russie)

Suresh SHARMA
Histoire, Anthropologie, CSDS, New Delhi (Inde)

Geetanjali SHREE
Écrivain, New Delhi (Inde)

Pierre SONIGO
Médecin, INSERM (France)

Ibrahima THIOUB
Historien, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Joseph TONDA
Sociologue, université Omar Bongo, Libreville (Gabon)

Jacques TSHIBWABWA KUDITSHINI
Sciences politiques, université de Kinshasa (République démocratique du Congo)

Arild UTAKER
Philosophie, linguistique, université de Bergen (Norvège)

Udayan VAJPEYI
Médecin, poète, Gandhi Medical College, Bhopal (Inde)

Patrice YENGO
Pharmacien, anthropologue, université de Brazzaville (Congo-Brazzaville/France)

Promotion 2011 - 2012

Alonso BARROS
Anthropologue, London School of Economics (GB/Chili)

Upendra BAXI
Juriste, université de Delhi (Inde)

Ahmed BEN NAOUM
Sociologue, université de Perpignan (France)

Jean-Godefroy BIDIMA
Philosophe, Tulane University, Nouvelle-Orléans (USA)

Shailaja CHANDRA
Directrice du Fonds national de stabilisation de la population (Inde)

Wasifuddin DAGAR
Chanteur de Dhrupad (Inde)

Luca D'AMBROSIO
Juriste, ATER Collège de France (France)

Ota DE LEONARDIS
Sociologue, université de Milan Bicocca (Italie)

Dany-Robert DUFOUR
Philosophe, université Paris VIII (France)

Philippe FORÊT
Géographe, université de Stockholm (Suède)

Charles-Didier GONDOLA
Historien, Indiana University - Purdue University, Indianapolis (USA)

Sangeeta GUNDECHA
Littérature, université Barkatullah, Bhopal (Inde)

Huri ISLAMOGLU
Historienne, université Boğaziçi, Istanbul (Turquie)

Brian LANGILLE
Juriste, université de Toronto (Canada)

Bin LI
Juriste, Institut de technologie de Harbin (Chine)

Pierre MARÉCHAU
Littérature latine et néo-latine, université de Nantes (France)

Chihiro MINATO
Photographe et anthropologue, université Tama Art, Tokyo (Japon)

Jeseong PARK
Juriste, Institut coréen du travail (Corée du sud)

Robert SALAIS
Économie, centre Marc Bloch, Berlin (Allemagne)

Suresh SHARMA
Histoire, anthropologie, Center for the Study of Developing Societies, New Delhi (Inde)

Geetanjali SHREE
Romancière, New Delhi (Inde)

Pierre SONIGO
Médecine, biologie, Inserm (France)

Cosimo-Gonzalo SOZZO
Juriste, Université nationale du littoral, Santa Fe (Argentine)

Ibrahima THIOUB
Historien, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Salvador URRIETA GARCIA
Urbaniste, Fondation du Centre historique de la ville de Mexico (Mexique)

Ashok VAJPEYI
Poète, critique littéraire, New Delhi (Inde)

Akhilesh VARMA
Peintre (Inde)

Priyadarshini VIJASRI
Ethnologue, Centre for the Study of Developing Societies, New Delhi (Inde)

Patrice YENGO
Anthropologie, santé publique, université Marien Nouabi, Brazzaville (Congo-Brazzaville)

Ana-Maria ZAHARIADU
Architecte, université d'Architecture et d'Urbanisme Ion Mincu, Bucarest (Roumanie)

Promotions depuis 2009 / *Former Fellows*

Promotion 2012-2013

Zekeria AHMED SALEM
Sciences politiques, université de Nouakchott (Mauritanie)

Ayad AL HUSSEINI
Art graphique, Collège scientifique du design, Muscat (Sultanat d'Oman)

Perry ANDERSON
Histoire et sociologie, université de Californie (États-Unis)

Joseph BERGIN
Histoire, université de Manchester (Royaume-Uni)

Hans Christoph BUCH
Romancier, grand reporter, critique littéraire (Allemagne)

Tatiana BULGAKOVA
Anthropologie culturelle, Université pédagogique fédérale Herzen (Russie)

Sudhir CHANDRA
Histoire contemporaine, université Mizoram, Aizawl (Inde)

Chikouna CISSÉ
Histoire, université de Cocody, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Emmanuel DROIT
Histoire contemporaine, université Rennes II (France)

Barbara DUDEN
Sociologie, université Leibniz, Hannover (Allemagne)

Henrique ESPADA LIMA
Histoire, université fédérale Santa Catarina (Brésil)

Roberto FRAGALE
Sociologie du droit et sciences politiques, université fédérale Fluminense, tribunal régional du Travail (Brésil)

Parvis GHASSEM-FACHANDI
Anthropologie socioculturelle, université Rutgers (États-Unis)

Katherine HOFFMAN
Anthropologie, université Northwestern, Evanston (États-Unis)

Xuelei HUANG
Histoire moderne, Academia Sinica, Taïpei (Taïwan)

Danouta LIBERSKI-BAGNOUD
Ethnologie, CNRS, Centre d'études des mondes africains (France)

Ioana MANEA
Docteur en littérature française, université Paris-Sorbonne (France)

Gérard MINAUD
Histoire de la gestion, centre Camille Jullian, Aix-en-Provence (France)

Suleiman MOURAD
Histoire et études religieuses, Smith College, Northampton (États-Unis)

TCA RANGACHARI
Ancien ambassadeur de l'Inde, université Jamia Millia Islamia, New Delhi (Inde)

Vidya RAO
Musicienne indépendante et consultante éditoriale, New Delhi (Inde)

Safa SARACOGLU
Histoire, université de Bloomsburg, Pennsylvanie (États-Unis)

Suresh SHARMA
Histoire, Anthropologie, Center for the Study of Developing Societies, New Delhi (Inde)

Ousmane SIDIBÉ
Juriste, université de Bamako (Mali)

SLIM
Auteur-dessinateur (France/Algérie)

Pierre SONIGO
Médecine, biochimie, Inserm, Bio-rad (France)

Ibrahima THIOUB
Historien, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Chaohua WANG
Littérature et histoire, Academia Sinica, Taïpei (Taïwan)

Promotion 2013-2014

Elena ASTAFIEVA
Histoire et sciences des religions, CNRS, Paris (France)

Yavuz AYKAN
Histoire, EHESS (associé au CETOBAC), Paris (France)

Ildikó BELLÉR-HANN
Histoire et anthropologie, université de Copenhague (Danemark)

Alok BHALLA
Littérature, Jamia Millia Islamia, New Delhi (Inde)

Petr BIZYUKOV
Sociologie, Centre pour les droits sociaux et du travail, Moscou (Russie)

Vando BORGHI
Sociologie, université de Bologne (Italie)

Sudhir CHANDRA
Histoire contemporaine, université Mizoram, Aizawl (Inde)

Fatou Binetou DIAL
Sociologie, Institut fondamental d'Afrique noire, Dakar (Sénégal)

Nedim GÜRSEL
Romancier, littérature et études turques, CNRS, Paris (France)

Chris HANN
Anthropologie sociale, institut Max Planck, Halle (Allemagne)

Alioum IDRISOU
Histoire, université de Yaoundé I (Cameroun)

Roger JEFFERY
Sociologie et études de l'Asie du Sud, université d'Édimbourg (Royaume-Uni)

Jean JONASSAINT
Littératures francophones et caribéennes, université de Syracuse (États-Unis)

Danouta LIBERSKI-BAGNOUD
Ethnologie, CNRS, Centre d'études des mondes africains (France)

Giuseppe LONGO
Epistémologie, CNRS, Paris (France)

Luis MORA RODRIGUEZ
Philosophie politique, université du Costa Rica, San José (Costa Rica)

Abdarahmane N'GAIDE
Histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Ashis NANDY
Sociologie, Centre d'études des sociétés en développement - CSDS, New Delhi (Inde)

Joachim NETTELBECK
Droit et sociologie, ancien secrétaire général
du Wissenschaftskolleg zu Berlin (Allemagne)

Tamar PITCH
Philosophie et sociologie du droit, université de Pérouse
(Italie)

Om PRAKASH
Histoire économique, École d'économie de Delhi,
université de Delhi (Inde)

Manish PUSHKALE
Artiste indépendant, New Delhi (Inde)

Solofu RANDRIANJA
Histoire politique contemporaine, université de Toamasina
(Madagascar)

Saraju RATH
Études indiennes, Institut international des études asiatiques,
Leiden (Pays-Bas)

Supriya ROUTH
Droit du travail, Université nationale des sciences juridiques,
Bengale Occidentale, Calcutta (Inde)

Lorenzo SENO
Épistémologie, Conservatoire de musique de L'Aquila (Italie)

Luciana Gabriela SOARES SANTOPRETE
Philosophie et histoire des religions, LabEX-HASTEC,
Paris (France)

Alain SUPIOT
Droit social, Collège de France (France)

Ibrahima THIOUB
Histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Aiqing ZHENG
Droit du travail, université Renmin de Chine, Pékin (Chine)

Promotion 2014 - 2015

Jean-François AKANDJI-KOMBE
Droit public et droit social, université Paris 1 Panthéon-
Sorbonne (France)

Sudhir CHANDRA
Histoire contemporaine, université Mizoram, Aizawl (Inde)

Murat ÇIZAKÇA
Finance islamique, The Global University of Islamic Finance,
Kuala Lumpur (Malaisie)

Jan CLARKE
Littérature française, université de Durham (Royaume Uni)

Selçuk DEMIREL
Artiste, dessinateur, Paris (France)

Yanhua DENG
Sciences politiques, Université d'économie et de finance
du Sud-Ouest, Chengdu (Chine)

Svante FISCHER
Archéologie, université d'Uppsala (Suède)

Judy FUDGE
Droit du travail, université de Kent (Royaume-Uni)

Patrick HARRIES
Histoire africaine, université de Bâle (Suisse)

Ki-Won HONG
Histoire du droit, université nationale de Séoul (Corée du Sud)

Huri ISLAMOGLU
Histoire économique, université Boğazici, Istanbul (Turquie)

Jyotsna JALAN
Économie, Center for Studies in Social Sciences, Calcutta
(Inde)

Morten JERVEN
Histoire économique, université Simon Fraser, Vancouver
(Canada)

Pedram KHOSRONEJAD
Anthropologie, université de St Andrews (Royaume-Uni)

Anna KONIK
Artiste vidéaste indépendante, Pologne/Arts visuels,
université de Bielefeld (Allemagne)

Danouta LIBERSKI-BAGNOUD
Ethnologie, CNRS, Centre d'études des mondes africains,
Paris (France)

Giuseppe LONGO
Informatique mathématique et épistémologie, CNRS, Paris
(France)

Luis MORA-RODRIGUEZ
Philosophie, université du Costa Rica (Costa Rica)

Pierre MUSSO
Sciences de la communication, université de Rennes 2,
(France)

Guido NICOLSI
Sociologie, université de Catane (Italie)

Nicole PERRET
Philosophie, École normale supérieure de Paris (France)

Andreas RAHMATIAN
Droit de la propriété intellectuelle, université de Glasgow
(Royaume Uni)

Moussa SAMB
Droit, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Boris SAMUEL
Économie politique, chercheur associé au CERI-Sciences Po,
Paris (France)

Madan SONI
Ecrivain, Bhopal (Inde)

Pierre SONIGO
Médecine, biochimie, Inserm et Bio - Rad (France)

Carlos SONNENSCHNEIN
Biologie, TUFTS University (États-Unis)

Petros STANGOS
Droit, université Aristote de Thessalonique (Grèce)

Alain SUPIOT
Droit social, Collège de France (France)

Isabelle SURUN
Histoire, université de Lille 3 (France)

Ibrahima THIOUB
Histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Lyn TJON SOEI LEN
Droit privé, université d'Amsterdam (Pays-Bas)

Tie XIAO
Littérature chinoise et histoire intellectuelle moderne,
université de l'Indiana (États-Unis)

Promotions depuis 2009 / *Former Fellows*

Promotion 2015-2016

Jean-François AKANDJI-KOMBÉ
Droit public et droit social, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France)

José Emilio BURUCUA
Histoire, université nationale de San Martin (Argentine)

Sudhir CHANDRA
Histoire contemporaine, université Mizoram (Inde)

Marc CHOPPLET
Philosophie, émérite (France)

Bachir Souleymane DIAGNE
Philosophie, université de Columbia (États-Unis)

Mamadou DIAWARA
Anthropologie, université de Francfort-sur-le-Main (Allemagne)

Andreas ECKERT
Histoire, directeur du Re-Work, université Humboldt de Berlin (Allemagne)

Abaher EL-SAKKA
Sociologie, université de Birzeit (Palestine)

Babacar FALL
Économie, université Cheick Anta Diop (Sénégal)

Matthew FINKIN
Droit, Centre de droit des études avancées (États-Unis)

Margret FRENZ
Histoire, université d'Oxford (Royaume-Uni)

Gad FREUDENTHAL
Histoire, université de Genève (Suisse)

Heinz-Gerhard HAUPT
Histoire, université de Bielefeld (Allemagne)

Livia HOLDEN
Sciences politiques, université Karakoram International (Pakistan)

Jan HOUBEN
Linguistique, École pratique des hautes études (France)

Huri ISLAMOGLU
Histoire économique, université de Boğazici (Turquie)

Ward KEELER
Anthropologie, université du Texas (États-Unis)

Sara KELLER
Histoire de l'architecture, Maison du patrimoine de l'alliance française d'Ahmedabad (Inde)

Giuseppe LONGO
Informatique mathématique et épistémologie, CNRS, Paris (France)

Annie MONTAUT
Hindi/Linguistique, Institut national des langues et civilisations orientales (France)

Viren MURTHY
Histoire, université du Wisconsin (États-Unis)

Pierre MUSSO
Sciences de la communication, université de Rennes 2 (France)

Mor NDAO
Histoire, université Cheick Anta Diop (Sénégal)

Samuel Alfayo NYANCHOGA
Histoire, université catholique de l'Afrique de l'Est (Kenya)

Gabriela PATINO-LAKATOS
Science de l'éducation, université Paris 8 (France)

Nicole PERRET
Philosophie, École normale supérieure de Paris (France)

Hamadi REDISSI
Sciences politiques, université de Tunis (Tunisie)

Fernando ROSA
Anthropologie, université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

Kumar SHAHANI
Artiste indépendant, Raza Chair (Inde)

Radhika SINGHA
Histoire, université Jawaharlal Nehru (Inde)

Pierre SONIGO
Médecine, biochimie, INSERM et Bio-Rad (France)

Alain SUPLOT
Droit social, Collège de France (France)

Dmitrii TOKAREV
Littérature comparée, Académie des sciences de Russie (Russie)

Samuel TRUETT
Histoire, université de New Mexico (États-Unis)

Ravi Sankar VASUDEVAN
Histoire, Centre de recherche pour les sociétés en développement (Inde)

Promotion 2016-2017

Jean-François AKANDJI-KOMBE
Droit public et droit social, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France)

Aftab ALAM
Ancien juge à la Cour suprême de l'Inde (Inde)

Ammara BEKKOUCHE
Architecte, Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) (Algérie)

Alfonsina BELLIO
Anthropologue, groupe Sociétés, religions, laïcités (EPHE-CNRS) (France)

Mathias BOUKARY SAVADOGO
Historien, université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Luis CHAVES
Littérature, écrivain (Costa Rica)

François DINGREMONT
Anthropologue, EHESS (France)

Atul DODIYA
Artiste indépendant (Inde)

Anne DUBOS
Anthropologue, EHESS (Paris) et École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI) (France)

Jacques GILBERT
Littérature, université de Nantes (France)

Teji GROVER
Littérature et arts visuels, poète et peintre (Inde)

Claus HALBERG
Philosophie, université de Bergen (Norvège)

Geoffrey HARPAM
Littérature, Kenan Institute for Ethics, université Duke
(États-Unis)

Paolo HERITIER
Droit, université de Turin (Italie)

Huri ISLAMOGLU
Histoire économique, université Boğazici (Turquie)

Sitharamam KAKARALA
Droit, université Azim Premji, (Inde)

Pierre-Étienne KENFACK
Droit, université de Yaoundé 2 (Cameroun)

Danna KOSTROUN
Historienne, Indiana University, Purdue University-
Indianapolis (États-Unis)

Sara KUEHN
Études religieuses, université de Vienne (Autriche)

Scott LEVI
Historien, université d'État de l'Ohio (États-Unis)

Site LI
Juriste, Université normale de Chine du Sud (Chine)

Pierre MUSSO
Sciences de la communication, université de Rennes 2
(France)

Ahmed OULDDALI
Historien, Institut de recherches et d'études sur le monde
arabe et musulman (France)

Nigel PENN
Historien, université de Cape Town (Afrique du Sud)

Gabriel REYNOLDS
Théologie, université Notre-Dame (États-Unis)

Mahua SARKAR
Sociologue, université d'État de New York à Binghamton
(États-Unis)

Nühket SIRMAN
Anthropologie, université Boğazici (Turquie)

Pierre SONIGO
Médecine, biochimie, Inserm et Bio-Rad, (France)

Marc-Henry SOULET
Sociologue, université de Fribourg (Suisse)

Lakshmi SUBRAMANIAN
Histoire, Centre for Studies in Social Sciences (Inde)

Alain SUPIOT
Droit social, Collège de France (France)

Ibrahima THIOUB
Histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Mauro TURRINI
Sociologie, université Panthéon-Sorbonne (France)

Promotion 2017-2018

Yaovi AKAKPO
Philosophie, université de Lomé (Togo)

Marija BARTL
Droit, université d'Amsterdam (Pays-Bas)

José emilio BURUCUA
Histoire économique, université de San Martín (Argentine)

Nanlai CAO
Anthropologie, université de Renmin (Chine)

Parfait DTEMATIO AKANA
Anthropologie, université de Yaoundé (Cameroun)

Antonio DE ALMEIDA MENDES
Histoire, université de Nantes (France)

Bachir Souleymane DIAGNE
Philosophie, université de Columbia (États-Unis)

Griselda GAIADA
Philosophie, université nationale de La Plata (Argentine)

Philippe GEINOZ
Littérature, université de Genève et université de Fribour
(Suisse)

Elena GERASIMOVA
Droit, National Research University "Higher School
of Economics" (HSE), Moscou (Russie)

Céline LABRUNE-BADIANE
Histoire, université de Paris 7 (France)

Giuseppe LONGO
Informatique mathématique et épistémologie, CNRS,
Paris (France)

Sofian MERABET
Anthropologie, University of Texas (États-Unis)

Suleiman MOURAD
Histoire, Smith College (États-Unis)

Pierre MUSSO
Sciences de la communication, université de Rennes 2 (France)

Jocelyn OLCOTT
Histoire, université de Duke, Département d'Histoire
(États-Unis)

Michael PROVENCE
Histoire, université de Californie (États-Unis)

Umamaheshwari RAJAMANI
Histoire, chercheur indépendant en sciences sociales
et journaliste (Inde)

Felwine SARR
Économie, université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal)

Gerardo SERRA
Histoire, université du Sussex (Royaume-Uni)

Esha SHAH
Sciences de l'environnement, National Institute
of Advanced Study de Bangalore (Inde)

Pierre SONIGO
Médecine, biochimie, Inserm, Directeur scientifique
de Bio-Rad (France)

Gerhard SPITTLER
Anthropologie sociale, sociologie, université de Bayreuth
(Allemagne)

Beata STAWARSKA
Philosophie, University of Oregon (États-Unis)

Lakshmi SUBRAMANIAN
Histoire, Centre for Studies in Social Sciences (Inde)

Alain SUPIOT
Droit social, Collège de France (France)

Daniela Patrizia TAORMINA
Histoire de la philosophie, université Roma « Tor Vergata »
(Italie)

Ibrahima THIOUB
Histoire, Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Deresse Ayenachew WOLDETSADIK
Histoire, université Debre Berhan (Éthiopie)

